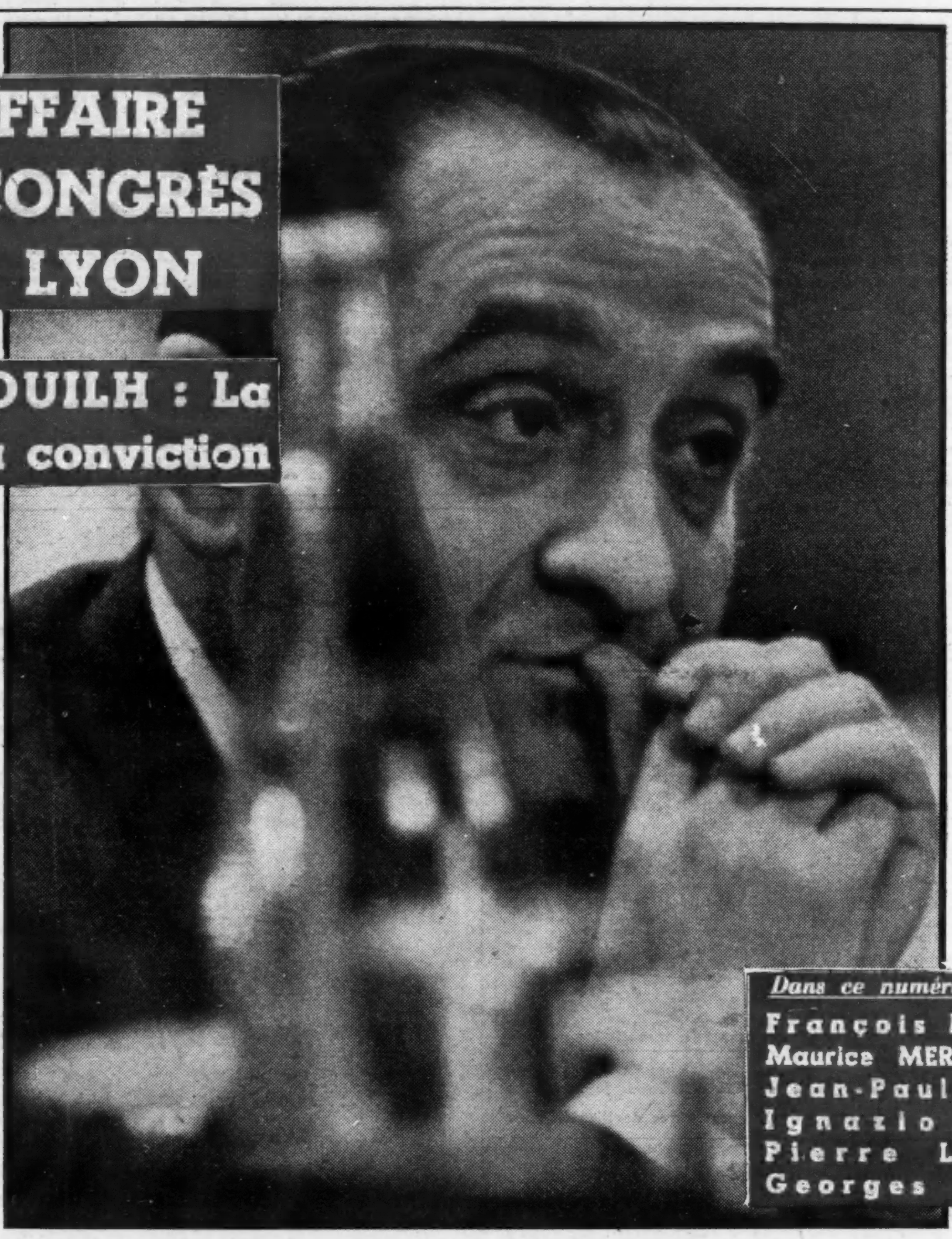
L'EXPRESS

19 OCTOBRE 1956. — N° 278 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

L'AFFAIRE DU CONGRÈS DE LYON

J. ANOUILH : La pièce à conviction



Dans ce numéro :

François MAURIAC
Maurice MERLEAU-PONTY
Jean-Paul SARTRE
Ignazio SILONE
Pierre LE BRUN
Georges SUFFERT

PIERRE MENDÈS FRANCE
« *L'union fait la force. Oui, mais la force de qui ?* » (Alain)

AU SOMMAIRE :

LES AFFAIRES POLITIQUES. — Les débats du Congrès radical de Lyon (p. 15 à 18) ayant entraîné le départ des hommes qui ne veulent qu'une « place au soleil » (p. 3), on peut enfin travailler à construire l'avenir. Le réveil est possible (p. 4). Mais y a-t-il une limite d'âge ? (p. 3). L'unité syndicale est-elle réalisable ? Pierre Le Brun répond (p. 6). Le Sultan du Maroc et Bourguiba se rencontrent à Tunis où un coup de théâtre est attendu (p. 5). Le voyage éclair de M. Eden, dont la succession est pratiquement ouverte après le Congrès des Conservateurs (p. 8) avait pour but de définir des moyens d'action au Moyen-Orient où l'Homme de la Semaine, Noury es Saïd, tente pour le compte de l'Angleterre de réaliser contre Nasser l'Anchluss du Croissant Fertile (p. 7). Dans le monde communiste en effervescence, on ne va plus se faire rougir à Moscou mais blanchir à Belgrade (p. 8). De l'U.R.S.S., le vieux M. Hatoyama attend que soit rendu au Japon submergé par la natalité le droit de manger ses poissons (p. 8). Et aux Etats-Unis, Stevenson se perd par son courage politique (p. 9).

LA MARCHE DES IDEES. — Des hommes de culture occidentale, dont J.-P. Sartre, Maurice Merleau-Ponty, Silone, et des écrivains soviétiques, se sont rencontrés. Il faut lire leur dialogue pour comprendre que le dégel sera long (p. 21). Un texte exclusif : la plaidoirie d'un avocat de Poznan (p. 20). Et, en photos, le visage de l'adversaire en Algérie (pp. 18 et 19).

PARIS EN PARLE. — Jean Anouilh ennuie. Avec quoi ? (p. 12). Jean Cocteau séduit. Pourquoi ? (p. 31). Germaine Richier frappe. Comment ? (p. 29). André Cluytens dirige l'un des quatre timides du dimanche (p. 27).

POUR TÉLÉPHONER, 1 seul geste au lieu de 7 !

Pour appeler un de vos correspondants, vous êtes obligé, à Paris, de manier 7 fois votre cadran (3 lettres et 4 chiffres). Avec le Mémophone, il vous suffit de placer le curseur sur le nom du correspondant inscrit sur le tableau de l'appareil et l'appel se fait tout seul. Vous n'avez donc pas à rechercher ou à vous remémorer le numéro désiré, ni à le composer. De plus, le Mémophone a vaincu le « Pas libre », car dans ce cas, il refait semi-automatiquement le numéro avec la célérité maximum ; la constance de répétition et la rapidité d'exécution vous donnent une priorité effective. Le Mémophone ne fait jamais de faux numéro. Un renseignement ne coûte rien et ne vous engage à rien. Demandez la documentation X 6 à S.A.N.E.M., 82, rue Saint-Lazare, Paris (9e). TRI. 61-12.

« Salon du Bureau : SICOB, hall 56, stand 05 »

Un Vison Weil
est une
" SIGNATURE "
FOURRURES WEIL
— 4, rue Sainte-Anne . (angle av. de l'Opéra) —

COURRIER

« L'EXPRESS »

91, *Champs-Elysées, Paris* (8e)
***Téléphone :* ELYsées 88-61**

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER (rappelé)

●

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :

Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :

Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Jean-Claude BRISVILLE, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Philippe GRUMBACH

Notre courrier

Jamais, depuis le début de la guerre d'Algérie, nous n'avions reçu sur les traitements qui auraient été infligés à des détenus et à des suspects, un courrier aussi accablant et aussi précis. Des correspondants que nous remercions pour leur courage signent des lettres qui constituent un effroyable dossier et qui traduisent de la part de leurs auteurs, Français d'Algérie, rappelés, fonctionnaires, une prise de conscience angoissée du problème algérien. Nous ne les publierons pas. Pas encore. D'abord parce qu'un témoignage que nous ne pouvons pas contrôler ne nous a jamais paru suffisant en une matière aussi grave, enfin parce que nous ne désespérons pas encore que le gouvernement général ne prenne de lui-même des mesures dont il ne peut sous-estimer le retentissement qu'elles auraient non seulement en Algérie et en France, mais dans le monde.

D'autre part, le courrier que nous font parvenir nos lecteurs est depuis quelques semaines si abondant qu'il s'est accumulé sans que nous puissions lui donner un écho aussi large que nous l'aurions voulu. Et nous nous excusons auprès de nos correspondants.

De nombreuses lettres nous sont parvenues en particulier :

- **A propos de la santé des soldats d'Algérie.**

Un maintenu, J. L..., atteint d'une sinusite aiguë, nous signale qu'il a dû payer lui-même un antibiotique parce que l'infirmerie de la compagnie ne le possédait pas. Un médecin militaire, interne des hôpitaux de Paris, J.-P. R..., raconte qu'il a attendu un mois et demi le renouvellement de son stock d'aspirine et de médicaments antidiarrhéiques et que, pour acheter sur place dans les pharmacies civiles, il a dû créer une « caisse noire », spontanément proposée et alimentée par les rappelés.

Il indique enfin « la déshonorante certitude de faire un simulacre de médecine », qui étreint le médecin appelé à soigner les indigènes, faute de véritables moyens.

- **Plusieurs de nos lecteurs ont réagi contre les reproches qu'adressait François Mauriac à ceux qui « s'agglutinent sur les plages et s'y déshabillent » et M. Cronston, de Londres, constate que l'on ne voit guère de varices sur les plages françaises.**
- **De très nombreux maintenus de la 54/2 B qui en sont à leur 26e, 27e, 28e mois de service demandent qu'en haut lieu on veuille bien se souvenir de leur existence.**
- **M. M..., fonctionnaire à Hussein-Dey, évoque la pénible situation des fonctionnaires d'origine métropolitaine auxquels il est impossible de demander une mutation en France et s'étonne, ainsi que plusieurs de nos lecteurs, « du silence relatif fait autour de la grève scolaire », qu'il juge « plus significative que tous les actes de terrorisme réunis », et « preuve psychologique de la volonté de non-coopération des musulmans à la forme de pacification actuelle ».**
- **Enfin, médecins et malades parlent longuement de l'hôpital. On trouvera l'écho de leur opinion en page 10.**

Et cette semaine :

Pensez aux étudiants

Lecteur de « L'Express » depuis plus d'un an, je vous exprime mon étonnement de trouver pour la deuxième fois consécutive, au kiosque à journaux, votre hebdomadaire au prix de 100 francs.

Vous semblez oublier, en portant le prix de 50 francs à 100 francs, qu'une grande partie de vos lecteurs sont des jeunes, étudiants le plus souvent, à qui « L'Express » apporte chaque vendredi sa dose d'espoir, en des articles dont je me permets de vous dire combien nous apprécions la qualité. Songez que pour beaucoup de jeunes, au budget modeste, la dépense supplémentaire que vous leur imposez risque de leur en interdire l'achat chaque semaine.

Pierre Paget
Paris.

[*L'élargissement de la formule de* L'Express *n'a pas encore un caractère définitif. Malgré l'excellent accueil fait par nos lecteurs aux deux derniers numéros spéciaux, nous savons que l'achat, chaque semaine, d'un hebdomadaire à 100 francs excède les possibilités d'un certain nombre d'entre eux, en particulier parmi les étudiants. Une décision définitive sera prise et publiée avant la fin de l'année.*]

Un afflux d'adhésions

Maintenant que les éléments sclérosés du parti radical se sont démasqués, ce qui n'était pas possible aux yeux des « évolutistes » dont je suis devient souhaitable.

J'entends qu'un afflux d'adhésions aux idées modernes exprimées par P.M.F. doit apporter à des thèses réalistes, sinon entièrement satisfaisantes pour chacun, le soutien du plus grand nombre.

Rien de valable ne se construit en dehors, n'en déplaise à la confrérie des notables.

Jean Derieux
Paris.

Pour finir mes études

Il me sera impossible de terminer ma dernière année d'études si je ne trouve du travail.

J'ai quelques heures de liberté, mais malheureusement pas tous les jours, ayant des cours à suivre et des stages à effectuer.

Je suis libre le lundi et le mercredi après-midi, le jeudi à partir de 5 heures, le samedi matin et le samedi en fin d'après-midi.

Vous voyez qu'il m'est difficile de trouver du travail. Peut-être pourriez-vous m'aider en me procurant des gardes d'enfants et me permettre ainsi de faire cette dernière année d'études indispensable pour obtenir mon diplôme.

Martine Boulineau
Paris.

[*Nous recevons chaque semaine des dizaines de lettres d'étudiants en difficulté et nous demandant de les aider, soit en leur trouvant un logement, soit en leur procurant du travail. Ils demandent des emplois à mi-temps, des gardes d'enfants, des travaux qu'ils pourraient effectuer à domicile. C'est seulement avec l'aide de nos lecteurs que nous pourrons les « dépanner ». Nous nous chargeons désormais de centraliser les offres d'emplois destinées aux étudiants. Si nos lecteurs voient la possibilité d'aider certains d'entre eux en les faisant travailler, qu'ils nous écrivent au « Service Etudiants ».*]

La presse parallèle

A propos de l'article consacré dans « L'Express » du 5 octobre 1956 n° 276, pages 20-21, à la « Presse parallèle , nous avons reçu les mises au point suivantes :

De M. R. Pollier, directeur du *Bulletin Economique S.E.D. :*

« 1° Le « Bulletin Economique S.E.D. » *n'est en aucun cas « confidentiel »* ; il est exact qu'il est ronéotypé, mais, comme vous le notez vous-même, ce n'est pas un critère. Au surplus, son tirage dépasse très sensiblement les chiffres que vous indiquez, alors que, par contre, son prix de vente est notablement inférieur (25.000 francs pour cinq publications différentes).

« Enfin, légalement, il a le statut de journal comme en témoignent : la formalité du dépôt légal, l'inscription régulière à la Commission des papiers de presse et l'appartenance au Syndicat de la presse technique, périodique et spécialisées ;

« 2° Il n'est *ni hebdomadaire,* ni « irrégulier » ; *il est quotidien,* du moins pour les deux premières de ses publications ;

« 3° Mon prénom n'est *pas René* (Pollier), mais *Robert ;* le détail a son importance, compte tenu d'une homonymie avec un confrère ;

« 4° J'accepte bien volontiers — et j'en suis même honoré — votre qualificatif : « économiste non conformiste », mais je vous saurais gré à l'occasion d'admettre que cela ne nuit en rien, *bien au contraire,* à la qualité de l'information et au sérieux de l'analyse. »

De M. Jacques Bloch-Morhange, directeur général d'*Informations et Conjoncture :*

« 1° *Informations et Conjoncture* est un journal dans le sens juridique et fiscal du terme. Il est soumis à toutes les obligations et doit donc en principe bénéficier de tous les droits qui concernent le régime des publications quotidiennes dans ce pays. A ma connaissance, la loi ne fixe ni le mode d'impression, ni le choix des caractères, ni la désignation des qualités de papier à employer. Mais peut-être s'agit-il seulement d'une lacune que le gouvernement aurait intérêt à combler ?

« 2° *Informations et Conjoncture* diffuse non seulement sous ce titre une publication quotidienne, ainsi que je viens de le préciser, mais encore une publication bi-hebdomadaire et deux publications hebdomadaires. L'ensemble de nos services est réservé à nos seuls abonnés. »

Mots croisés N° 53

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2						■		
3								
4		■						
5					■			■
6							■	
7				■				
8			■					
9								
10					■			

53

HORIZONTALEMENT. — 1. Au bureau et à l'orchestre. — 2. Réchauffe après avoir été refroidi. Ne doit pas, quoi qu'on en dise, précéder Avignon plus que Marseille. — 3. Un ustensile ménager contint, pour peu de temps, son avenir doré. — 4. Qui a perdu sa forme et une partie de sa substance. — 5. L'une se déplace et l'autre déplace. Pas loin de La Pallice. — 6. Associée à son homonyme blanche. — 7. L'anesthésiste ne devrait jamais l'entendre. Il devait sortir de sa cage thoracique bien des agréments ou bien des ennuis, à votre gré. — 8. Deux voisines qui forment symbole. Accablé. — 9. Trahi par le petit doigt. — 10. Supérieur est le premier de sa série. Pour le bain de Fritz.

VERTICALEMENT. — I. Très court, s'il est fait par un rat. — II. Envahie après avoir été creusée. Attenter au bien. — III. N'attire vraiment pas la sympathie. En général, suivi ou précédé par son frère. — IV. Tous sortis du même étalon. A dû protéger Bernadotte. — V. Recommandé, dans une exécution. Mauvais conseiller dans une histoire d'étouffement. — VI. Au-dessus des dormeurs. — VII. Devait ruiner sa caisse d'allocations familiales. Gardien, sans rémunération. — VIII. Des générations de collégiens l'ont envoyé au diable. Sort possible de la couronne.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	C	E	L	I	M	E	N	E
2	R	U	I	N	E	S	■	N
3	O	S	S	E	M	E	N	T
4	Q	■	A	L	E	■	O	R
5	U	T	■	I	R	E	N	E
6	E	R	I	G	E	S	■	F
7	M	I	D	I	■	T	R	I
8	O	■	O	B	I	■	A	L
9	R	A	L	L	O	N	G	E
10	T	U	E	E	■	S	E	T

SOLUTION DU N° 52

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA SEMAINE

Un gouvernement ; plus de Parlement

● L'heure du retour sonne enfin pour les rappelés. Dans les dix jours qui viennent, un premier groupe de près de huit mille d'entre eux va être démobilisé et rapatrié d'Algérie. Les autres suivront, d'ici janvier 1957. C'est une nouvelle réconfortante dont on ne peut que se réjouir avec eux, avec les leurs.

En Algérie, leur relève est assurée. Rien n'est changé au dispositif militaire algérien, parce que la situation, non plus, n'a pas changé.

● A Paris aussi, ceux qui vont rentrer trouveront une situation qui n'a pratiquement pas évolué depuis six mois.

Cette semaine, le gouvernement fait sa vraie rentrée devant l'Assemblée avec le débat-fleuve de politique générale réclamé par les députés depuis le 15 juillet, à cause de l'affaire de Suez. Mais aujourd'hui l'affaire de Suez ne paraît plus intéresser personne au Parlement : pour suivre une discussion qui n'a guère été qu'une longue série de vives critiques contre M. Pineau, il n'y eut jamais, mardi, plus de cent députés en séance.

Quant au voyage éclair de MM. Eden et Selwyn Lloyd à Paris, le même jour, il a été accueilli avec une égale indifférence. Les deux dirigeants anglais ont tiré, avec les ministres français, les conclusions de la réunion du Conseil de sécurité de l'O.N.U., où ils n'ont enregistré qu'un demi-échec. Ils ont recherché les moyens d'amener le colonel Nasser à faire la preuve de sa volonté de négocier : une réunion anglo-franco-égyptienne est d'ailleurs prévue dans quelques jours.

Mais M. Eden et son compagnon voulaient surtout convaincre MM. Mollet et Pineau de la nécessité de tolérer l'entrée de troupes irakiennes en Jordanie avant dimanche — jour des élections — pour contrebattre l'influence égyptienne qui risque d'y triompher ; les protestations israéliennes devant cette éventualité ont ému la France. Rien n'a été décidé.

● Après Suez, l'Assemblée a abordé mercredi le débat sur l'Algérie. Elle a entendu M. Soustelle dénoncer « la trahison multiforme, qui porte tantôt le bonnet rouge, tantôt le chapeau noir » et abandonner sans la moindre gêne la thèse de l'intégration pour celle du fédéralisme. Elle a noté que M. Guy Mollet revenait aux termes mêmes de sa déclaration d'investiture — contacts avec les rebelles pour un cessez-le-feu, mais pas de négociations politiques tant que la France ne trouvera pas devant elle des interlocuteurs librement élus.

La question de confiance sera posée. Elle sera votée. Rien, jusqu'à présent, ne constitue ce véritable débat contradictoire faute duquel, écrit tranquillement Jacques Fauvet dans *Le Monde*, « il y aura encore un gouvernement, mais il n'y aura plus de Parlement ».

RADICAUX

M. Morice traverse la rue

CETTE fois, c'en est fait du parti radical. S'il est abandonné par des hommes de gouvernement comme MM. André Marie et André Morice, par l'habile M. Cornu, candidat permanent à l'Elysée, et même par l'important sénateur Borgeaud, c'est que vraiment, il n'y a plus rien à faire dans ce parti.

Pourtant, après le congrès de Lyon, il reste quelque chose à faire : construire l'avenir. Cet avenir qu'évoquait Alain, philosophe du radicalisme, quand il écrivait : « *Il y a l'avenir qui se fait et l'avenir qu'on fait* ».

L'avenir « qui se fait », en suivant tout doucement la pente aimable de la décadence, c'était bien celui de MM. Marie, Morice, Cornu et Borgeaud. Ils étaient venus à Lyon pour concilier, arbitrer, négocier, comme d'habitude. Ils n'étaient d'ailleurs pas venus seuls : une centaine de chambres d'hôtels avaient été retenues par leurs soins, dont l'une au nom de M. René Mayer, qui s'est finalement décommandé. Mais tous les officieux, tous les hommes de main de M. Martinaud-Déplat et de M. Jean-Paul David, les fidèles de M. Edgar Faure étaient là. Et M. Laffargue, et M. Bernard Lafay. Bref, tous les exclus, tous les hommes du passé. Ils étaient venus chercher leur vengance.

« On va voir »

Cette vengeance, c'est M. André Morice qui devait la leur donner. Depuis que quelques commentateurs ont cité un jour son nom comme celui d'un candidat possible à la présidence du Conseil, M. Morice se prend pour un homme d'Etat. Cet entrepreneur de travaux publics nantais, tard venu à la politique — il avait 45 ans quand, après la Libération, il fit son entrée au Parlement — a l'expérience des affaires et l'habitude des gros ouvrages. Ses plans étaient prêts. La tâche confiée à ce spécialiste consistait à ouvrir une brèche dans le mur de la « dictature » Mendès France. Par cette brèche passeraient les exclus d'hier, aidés par ceux de leurs amis qui étaient restés dans le parti.

Il était même prévu que, dans une salle louée à l'avance, tout près de la Bourse du Travail où siégeait le congrès, un « contre-congrès » se réunirait dès vendredi, dans la bonne atmosphère d'autrefois. Les délégués n'auraient que la rue à traverser. Bon nombre d'entre eux — la moitié peut-être — s'y décideraient sans doute, et d'abord leur doyen, le président Herriot. On allait bien voir.

On a vu

On a vu. Ceux qui pensent qu'on a « l'avenir qu'on fait » étaient trop nombreux, trop décidés. Trop jeunes aussi — « Des gamins », disait avec mépris M. Tony Revillon, tandis que M. Morice ajoutait : « On n'est pas radical à vingt ans ». Les anciens ne valaient pas mieux, d'ailleurs : voici que M. Herriot lui-même, traduisant ses sentiments par son vocabulaire, parlait avec hauteur du « citoyen Queuille », avec colère de « Monsieur Morice » et avec chaleur de « notre ami Mendès France ».

Bref, l'atmosphère était, comme l'a constaté mélancoliquement M. Morice, « irrespirable ». Il est donc parti en claquant la porte.

Sur deux points importants, il faut le reconnaître, il avait pleinement réussi.

D'abord, il avait empêché le congrès de travailler sérieusement. Les dirigeants du parti ne voulaient pas s'exposer à l'accusation d'avoir « étouffé la voix de la minorité » ; jouant sur cet avantage, celle-ci a, trois jours durant, multiplié les incidents, ramené sans cesse la discussion à son niveau — c'est-à-dire pas très haut — et réussi à faire que même le débat sur l'Algérie ait été empoisonné par des questions de personnes et de stériles controverses sur des points secondaires.

Ensuite, M. André Morice a réussi à entraîner avec lui quelques parlementaires. Si un vieux routier comme M. Queuille retarde encore sa réponse définitive sous le prétexte de « prendre l'avis de sa fédération », si le prudent M. Bégouin, député de Seine-et-Marne, a voulu se dégager avant de prendre, lundi, l'avion pour Bucarest, d'autres se sont ralliés sur-le-champ.

« Place au soleil »

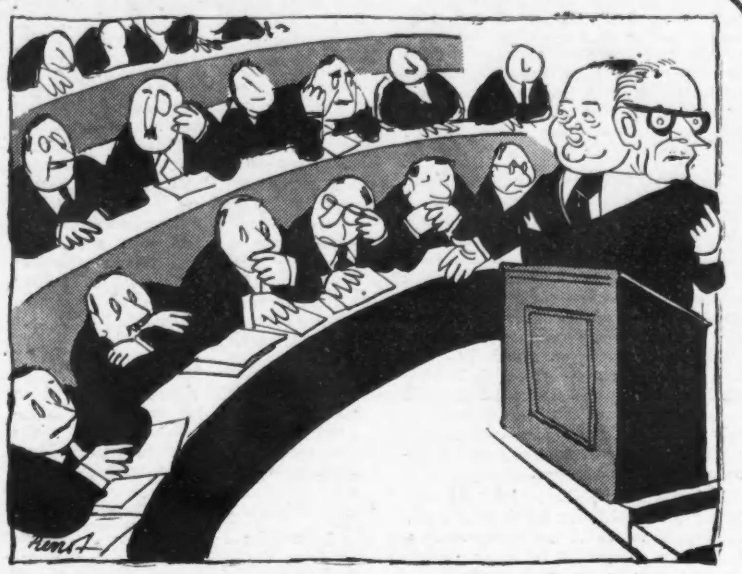
Il se trouve qu'il s'agit de ceux dont l'opposition sourde ou bruyante menaçait de paralyser à la longue l'effort de rénovation entrepris. C'est sous leurs coups qu'était tombé, le 6 février 1955, le gouvernement Mendès France : neuf des scissionnistes d'aujourd'hui avaient, ce jour-là, voté la crise.

Au parti radical, ils n'avaient plus que des intérêts à défendre. De toutes leurs forces, ils tentaient d'enrayer dans leurs fédérations la marée montante des adhésions qui les menaçait directement, qui risquait de leur coûter ce que M. Tony Revillon a appelé sans la moindre ironie « notre petite place au soleil ». Ils étaient la droite honteuse du radicalisme. Ils rejoignent aujourd'hui la droite glorieuse des conservateurs.

Après leur départ, tout est plus clair. La marche en avant peut reprendre.

P. V.-P.

LE DESSIN DE PIERROT



— *Je me tourne vers vous et je vous dis...*

La limite d'âge

SUR les jeunes visages, se lisaient l'attention, la foi, la volonté de faire l'avenir et non de le subir lorsque, du haut de la tribune où il parlait à Lyon, M. André Morice lança :

« On n'est pas radical à 18 ans ou à 20 ans. On le devient quand on a eu le temps d'étudier l'histoire de la République. »

Il y eut un moment de stupeur.

Ces jeunes gens, ces jeunes filles qui sont lentement venus depuis le 4 mai 1955 renouveler le vieux sang du vieux parti, apprenaient ainsi de la bouche du député de Loire-Inférieure pour lequel certains d'entre eux avaient peut-être voté, qu'ils auraient mieux fait d'aller militer ailleurs. Au parti communiste, sans doute ?

Ils auraient pu répondre à M. André Morice qu'il y a probablement deux manières de devenir radical, et que depuis la scission de Lyon, il n'y en a plus qu'une : la leur.

★

L'HISTOIRE de la République, ils la connaissent. Ils savent que du temps qu'elle se confondait avec celle du parti radical, les hommes qui animaient ce parti, avaient du courage, de l'audace, un programme révolutionnaire qu'ils surent faire triompher. Gambetta, Clemenceau, Pelletan, Herriot eurent une mystique.

Trop de leurs successeurs n'eurent plus qu'une politique : rester les jaloux horticulteurs d'une pépinière à ministres qui, justement ou injustement, sont devenus pour les jeunes Français les symboles de la décadence et du pourrissement.

La République, les jeunes gens qui ont mis leur espoir dans le parti radical issu du Congrès de Lyon, l'aiment passionnément, mais sous son visage grave et ardent, non sous le réseau de rides hideuses que lui ont tissé ceux qui ont vécu d'elle au lieu de vivre pour elle.

★

LA scission de Lyon, ils l'ont ressentie comme la victoire d'un présent lucide sur un passé dont le poids a failli les enfoncer dans le désespoir et la haine du régime.

Tout n'est pas gagné, il s'en faut. Beaucoup d'hommes et de femmes ne sont encore que des convalescents de l'espoir. La moindre rechute peut les rejeter dans le scepticisme égoïste ou dans l'extrémisme.

Ils risquent de s'y réfugier — il faut bien qu'on le sache — si « l'on ne peut pas être radical à 20 ans ».

Mais au bout d'une longue, d'une patiente bataille peut renaître et se fortifier à travers le pays la volonté de recréer une force saine, de faire circuler un sang neuf dans les veines du grand corps douloureux de la France.

L'EXPRESS.

BUDGET

Un budget tout neuf

C'EST un budget d'apparence bien inhabituelle que M. Ramadier va présenter dans quelques jours au Parlement. Dans ce projet, « l'exposé des motifs », préface et plaidoyer en faveur de la « Loi de Finances » (qui est le budget proprement dit), devient un document essentiel, comprenant un rapport économique et un rapport financier d'ensemble.

Jusqu'ici, la rédaction de « l'exposé des motifs » constituait le morceau de bravoure d'un jeune chargé de mission au cabinet du ministre. La largeur et l'envolée du style comptaient davantage que les problèmes de fond. C'est donc avec un scepticisme blasé qu'on accueillait ce genre d'exploit sportif.

→

J'élimine sans excès, je maigris et je rajeunis sans danger.

J'ai bu
Je bois
Je boirai
VITTEL

diurétique et digestible...

LE RÉVEIL EST POSSIBLE

par Georges SUFFERT

29 ans, militant chrétien, rédacteur en chef de « Témoignage Chrétien »

Georges Suffert

VOICI des têtes que personne n'aimait et qui avaient nom : Queuille, Morice, etc. Déjà elles s'éloignent de nous, elles s'enfoncent dans ce passé douloureux que la France a connu autour des années 1948-50. Le parti radical d'aujourd'hui n'a plus grand-chose de commun avec la vieille formation haute en couleurs, en boutades, en banquets, en compromis que nous avions détestés. Du Congrès de Lyon — simple confirmation claire du congrès du 4 mai — il ressort indiscutablement plus vivant, mieux armé pour la tâche à laquelle il s'est attaché.

Que les décisions de Lyon aient été un événement dans la vie politique française, nul ne songera à le cacher. Depuis le 2 janvier c'est même la première nouvelle un peu réconfortante. Nous avons connu tant d'immobilisme depuis celui de M. Queuille jusqu'à celui de M. Mollet, en passant par celui de M. Pinay ! Les étiquettes divergent, la politique est à peine différente, le manque d'imagination uniforme. C'est une grande maladie pour un pays de n'avoir plus ni droite ni gauche, ni personnalités, ni formations vivantes. Les radicaux sont bien vivants et ils le prouvent : en ce sens ils sont l'un des premiers signes que le raz-de-marée du redressement français — dont les parlementaires n'entendent pas la sourde rumeur — n'attendra plus longtemps pour secouer de haut en bas ce pays.

Des voix manquent

Mais parlons net : qui sont les jeunes radicaux ? Quelles réalités cachent ces secousses successives qui viennent de secouer et de passer à la chaux un des plus vieux partis de la République ?

A cette question, il n'y a qu'une réponse : la fraction la plus intelligente de la bourgeoisie française est en train de reprendre confiance en elle-même. Solidement engagée dans une expérience économique d'expansion indéfinie, que la conjoncture inflationniste actuelle ne peut réellement stopper, elle récupère un certain optimisme dans l'avenir du pays. Du même coup, elle abandonne la droite à laquelle la frayeur l'avait conduite et elle cherche à redonner vie et mouvement au pays.

Or, cette tâche, elle ne peut l'accomplir seule. Dans un pays industriel il n'y a pas de rénovation possible sans une participation effective de la classe ouvrière à l'effort de redressement national. Si la bourgeoisie des fonctionnaires, des managers, des journalistes se reprend à espérer, la classe ouvrière, elle, continue à se taire. Ligotée dans le double carcan de la dictature du parti communiste et de la sclérose institutionnelle de la S.F.I.O., elle ne peut ni s'exprimer valablement ni rompre avec les grandes formations auxquelles elle a toujours fait traditionnellement confiance.

Si le Front républicain avait un sens, c'était bien celui-là : celui d'un réveil simultané de toutes les catégories sociales qui composent la partie vivante de ce pays : or, au concert attendu, il manque aujourd'hui quelques voix.

C'est pourquoi il faut louer le congrès radical d'avoir affirmé son désir profond de rester lié avec le parti socialiste. Plus qu'à la S.F.I.O. elle-même dans sa forme actuelle, c'est à l'idéal qu'elle représente pour de nombreux Français que va cette déclaration d'amitié. Aux militants socialistes, fidèles à cet idéal, de jouer maintenant.

Ni ceux-ci en effet, ni M. Guy Mollet lui-même ne sont dupes de l'impasse où les a menés la politique dite de pacification de M. Lacoste. Le congrès radical l'a dit clairement ; les militants socialistes n'ont qu'à l'affirmer eux aussi puisqu'ils le pensent. A cette minute, on verra que ce n'est pas d'une autre majorité dont la France a besoin, mais d'un autre esprit et d'une autre politique au sein même de la majorité d'aujourd'hui.

Est-ce à dire que le nettoyage des écuries d'Augias soit terminé pour les militants radicaux ?

Les ministres radicaux sont-ils, oui ou non, pour la politique de M. Lacoste ? La question de savoir s'ils doivent rester au gouvernement n'est pas une vraie question : le problème réel est de savoir ce qu'ils vont y faire en y restant. Si c'est pour approuver la continuation de la politique menée jusqu'à présent, on peut prévoir un nouveau congrès où tomberont de nouvelles têtes. Si c'est pour modifier la ligne qu'ils ont cru devoir défendre jusqu'à maintenant, on ne pourra qu'approuver le maintien de leur présence : hélas ! là encore le bon peuple craint le pire.

Une espérance

Réveil dans la classe ouvrière et en particulier chez les socialistes, continuation de la clarification interne des positions à l'intérieur du parti radical, voilà ce que souhaitent avec passion de nombreux militants jusqu'à ce jour sans appartenance politique.

On voudra sans doute que j'ajoute quelque chose de chrétien là-dedans : je n'en vois pas l'opportunité. De nombreux chrétiens, jeunes pour la plupart, vivent depuis des années dans une attitude de conscience hyperpolitique et de non-engagement réel vis-à-vis de celle-ci. Si certains d'entre eux entrent aujourd'hui au parti radical, et s'ils le font la tête froide, leur prise de position ne pourra qu'assainir et le climat politique français en lui fournissant une réserve d'hommes généreux et actifs, et l'Eglise qu'on ne pourra plus définitivement accuser d'être l'expression religieuse d'un parti politique.

Que pour eux cependant une espérance renaisse, c'est une chose positive et qui sera comptée à l'actif du parti radical.

G. S.

(*Copyright « L'Express ».*)

→

Il en sera sans doute autrement cette année. L'obligation de présenter côte à côte un rapport économique, appuyé sur les comptes de la nation, et un rapport financier met dans une certaine mesure au second plan la virtuosité littéraire. Elle impose que soient abordés les problèmes de fond et qu'en tout cas la politique budgétaire soit liée logiquement à l'analyse de la situation économique.

Du coup, la discussion devant le Parlement va prendre un tour plus ample et si, la première année, les députés risquent de se trouver un peu dépassés par le ton du débat, du moins peut-on espérer dans l'avenir, voir les séances budgétaires occupées à d'autres sujets qu'à l'indemnité de chaussures du facteur.

> **Le mot qui circule à la Bourse :**
> **— Ramadier ? Ramadier ? Ce n'est pas un nom d'emprunt ?**

150 votes

Elargie quant au sujet, la discussion se trouvera également simplifiée quant à la procédure. Jusqu'à présent, le budget était voté par chapitres — et il y en a environ 3.000, de montant inégal, mais généralement peu important. C'est-à-dire que 3.000 fois, qu'il y ait ou non débat, devait intervenir la formalité du vote, procédure fort lourde et qui prend du temps.

Désormais, le Parlement se prononce sur les masses budgétaires ventilées par titres (dépenses civiles ordinaires, en capital, dépenses militaires, etc.) et par ministère. Cette procédure réduira à environ 150 le nombre des votes nécessaires — chiffre d'ailleurs comparable à celui du vote du budget britannique.

Le Parlement a donc la possibilité de faire un travail plus intelligent et plus utile en n'abordant que les questions fondamentales. Les débats qui vont bientôt commencer diront si nos députés savent profiter de l'occasion.

Le test est décisif. Telle qu'elle était pratiquée jusqu'à présent, la discussion budgétaire illustrait l'impossibilité de faire coexister l: régime parlementaire et une gestion efficace de l'exécutif devenue une technique singulièrement complexe. En rendant au budget sa signification véritable, on lui restituerait son importance du point de vue de la politique économique. Le Parlement pourra mieux décider de ce qui est de son ressort ; il permettra en même temps à l'exécutif de mieux faire son métier.

COMMUNISTES

Un clin d'œil aux fonctionnaires

LE dixième anniversaire du Statut des fonctionnaires a été célébré en grande pompe, mardi dernier, non par la C.G.T., mais par le parti communiste. Une manifestation à la Mutualité avait été organisée sous la présidence de Maurice Thorez, et « L'Humanité » du lendemain matin consacrait une page et demie à son compte rendu.

Cet anniversaire tombe à point. Le mécontentement des fonctionnaires se manifeste, en effet, de plus en plus devant l'insuffisance des propositions gouvernementales. Et l'application du statut conçu par le gouvernement tripartite (M.R.P., socialistes, communistes) de 1946, puis laissé en suspens, est à nouveau à l'ordre du jour.

Le fait que le ministre chargé d'élaborer ce statut était M. Maurice Thorez permet à ce dernier :

- de rappeler avec nostalgie la « belle époque »,
- d'affirmer que les promesses faites dans l'unité ne peuvent être réalisées que dans l'unité retrouvée (ce clin d'œil ne s'adressant plus, toutefois, qu'aux seuls socialistes, à l'exclusion du M.R.P.).

L'agitation des fonctionnaires, dont le parti communiste tente de prendre la tête, lui permettra-t-elle de reléguer au second plan les contradictions de plus en plus nombreuses dans lesquelles il se débat ?

Tito-Tillon

Depuis le congrès du Havre, cet été, les événements se sont précipités : les émeutes de Poznan, l'élimination progressive des staliniens dans les Républiques populaires et l'autorité croissante du maréchal Tito sur ces pays ont eu des répercussions profondes au sein du P.C. français.

Les exclus « titistes » relèvent la tête et s'organisent. On en est au stade des rencontres : celle, la semaine dernière, de Lecœur et de Pierre Hervé est significative. Plus encore celle, maintenant révélée, qui réunit l'ancien chef des F.T.P., Charles Tillon, sorte de Gomulka français, et Tito lors de sa dernière visite à Paris.

On sait, en effet, qu'à l'exclusion du vieux « sage » du P.C., M. Marcel Cachin, avec lequel il s'était entretenu au cours de sa réception à l'Hôtel de Ville de Paris, le maréchal Tito avait refusé de recevoir les communistes français dont la tendance « kominformiste » est bien connue.

Son attitude est aujourd'hui aussi inflexible qu'hier : la délégation du P.C. français qui devait se rendre à Belgrade (au même titre que les délégations hongroise ou italienne) n'est toujours pas partie. Le maréchal refuse, en effet, de recevoir avec elle MM. Duclos et Fajon, farouches « kominformistes », et le P.C. considère cette exclusive comme « *une inadmissible ingérence dans les affaires françaises* ».

Et s'il n'en reste qu'un

M. Maurice Thorez, qui fut le premier stalinien de France, sera-t-il aussi le dernier tenant du stalinisme dans le monde ?

Alors que son homologue italien, M. Togliatti, vient de mettre en doute le fameux postulat marxiste de l'indispensable « dictature du prolétariat » pour la réalisation d'une société socialiste, M. Maurice Thorez entend maintenir le ton de la vieille orthodoxie dans « son » parti.

Certes, le premier stalinien de France contrôle le Comité Central qui se réunit aujourd'hui. Mais il n'est plus cautionné par les « partis frères » et les militants se posent de plus en plus de questions à ce sujet.

Pour éviter les points de friction

BUREAUX DE VENTE :
8, rue du Sentier
PARIS-2e
Tél. Gut. 40-71 à 73. Adr. tél. Marmor

JOINTS MICHEL
SPECIALISTES du CALFEUTRAGE SCIENTIFIQUE
RENDRONT FENETRES ET PORTES ETANCHES PAR JOINTS METALLIQUES
ETANCHEITE DU BATIMENT PAR LE SEELASTIK
Devis sans engagement :
4, rue Rosa-Bonheur - NICE
Tél. 754-78

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

ÉTABLISSEMENTS
G. ECREPONT
Textiles bruts et manufacturés
Toiles à drap - Linge de Maison
•
16, av. de la République
PARIS - XIe

S. M. Mohamed V

M. Habib Bourguiba

Une grande absente : la France

théorique, le P.C. a décidé de mettre avant tout l'accent sur le plan pratique.

Une victoire spectaculaire (dont il pourrait revendiquer la paternité) faciliterait les choses.

C'est pourquoi ce n'est pas la C.G.T. mais le P.C. qui a pris directement en main l'affaire des fonctionnaires.

AFRIQUE DU NORD

La grande rencontre

TUNIS sera peut-être, dimanche prochain, le lieu du plus spectaculaire des coups de théâtre. Il est possible que le sultan du Maroc Mohamed V, qui sera reçu en grande pompe et pour la première fois dans le royaume de Tunisie, décide avec le président du Conseil tunisien, Habib Bourguiba, la création symbolique d'un Ensemble nord-africain où la place de l'Algérie indépendante serait « provisoirement » déclarée vacante. Les nationalistes algériens seront d'ailleurs représentés aux manifestations de Tunis.

Cette décision serait, en fait, conforme aux thèses qu'ont soutenues à Paris auprès du gouvernement français M. Habib Bourguiba et le prince Moulay Hassan. Tous deux ont averti les ministres français que, sur la question algérienne, ils ne « tenaient » plus leur opinion publique. Et il est bien vrai, de l'aveu de tous les observateurs, qu'on assiste en Tunisie et au Maroc à un déchaînement de passions antifrançaises dès qu'il s'agit de l'Algérie.

Accueil fastueux

Le chef du gouvernement tunisien a tout fait pour que le souverain marocain soit reçu de façon solennelle et fastueuse. Pour respecter sans doute les traditions protocolaires et hospitalières ; mais aussi pour donner à ses frères rivaux le spectacle de son prestige et de sa force. Bien des choses séparent Bourguiba de Mohamed V : la formation, la vocation religieuse, une autorité acquise et non héritée. En fait, la fameuse « solidarité maghrébine » aurait bien pu ne pas jouer à plein sans ce puissant facteur d'unité qu'est devenue l'Algérie. Dans l'ivresse de l'indépendance recouvrée qui n'a pas encore cessé d'exalter des foules même mécontentes sur d'autres plans, les deux hommes d'Etat nord-africains vont inaugurer une diplomatie maghrébine dont le gouvernement français a décidé de s'exclure.

Les deux hommes ont proposé leurs bons offices, sinon leur médiation, pour l'Algérie. Ils estiment que le principe d'interdépendance doit jouer dans l'affaire algérienne. A affaires communes, solution concertée. Pierre Mendès France, au congrès de Lyon, a souligné la logique de cette attitude. Le ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, M. Alain Savary, partage cette manière de voir. Au comité directeur du parti S.F.I.O. et en Conseil des ministres, il a demandé que le président du Conseil, par une déclaration officielle, affirme aux Tunisiens et aux Marocains, avant l'entrevue de dimanche prochain, l'accord de la France pour les bons offices tuniso-marocains dans l'affaire algérienne. M. Guy Mollet s'est refusé à une telle déclaration qui ne s'inscrit évidemment pas dans la politique de M. Lacoste.

Incidents

Le voyage du sultan survient, d'autre part, dans une Tunisie troublée par de très nombreux incidents militaires et par la grève récente des fonctionnaires français. Les incidents militaires n'ont pas seulement lieu sur la frontière tuniso-algérienne. Quant aux fonctionnaires, ils ont provoqué, avec une maladresse que le nouvel ambassadeur de France, M. de Leusse, a sévèrement jugée, l'irritation des Tunisiens. Il est donc peu probable que ces deux hommes profrançais, Habib Bourguiba et Mohamed V, qui viennent de recevoir des mains de la France l'indépendance de leur pays, puissent, comme le sultan à Oujda, faire applaudir le nom de la France.

M. Alain Savary sait tout cela ; il vit actuellement un drame de conscience aigu. Il sait mieux que personne combien il est criminel de laisser passer, sans que la France y joue son rôle, l'entrevue de Tunis qui peut se conclure par ce projet de bloc nord-africain, qui aurait pu être, si le gouvernement français avait eu une politique audacieuse, l'amorce de la grande fédération française qui se créera bien un jour. Mieux que personne, il est placé pour connaître le besoin qu'ont Tunisiens et Marocains de la France et pour savoir combien il serait facile pour la France de jouer sur ces besoins.

Mais les réactions de Paris sont uniquement des réflexes de crainte et de défense. On parle de couper les crédits à la Tunisie et au Maroc si les deux pays votent contre la France à l'O.N.U. Mais que fait-on, en Algérie, pour qu'ils puissent voter pour la France ?

MAROC

L'armée en question

BARRAGES, routes coupées, réunions populaires, mouvements de grèves ! Le Sud-Marocain a vécu cette semaine une dangereuse agitation. Partie de Taroudant et d'Agadir, l'émotion, initialement artificielle, n'en a pas moins gagné l'ensemble du pays ; *pour la première fois, les masses urbaines des grandes villes marocaines se sont associées aux protestations locales.* Les dockers ont refusé de décharger les cargos « Safi » et « Telouet ». Des meetings organisés par l'Istiqlal et l'U.M.T., à Casablanca et à Rabat, n'ont été décommandés qu'à la dernière minute. Les journaux, enfin, rivalisaient de violence...

Il a suffi que deux unités françaises, fortes de quelques centaines d'hommes, se soient disposées à relever la garnison de Foum-El-Hassane pour créer une telle tension. Ce poste, distant de 50 kilomètres de la frontière algérienne, est pourtant conjointement tenu par l'armée royale marocaine et par les forces françaises. Mais c'est la « sonnette d'alarme » des régions sahariennes.

Un instrument politique

C'est pourquoi l'armée de libération marocaine n'a jamais pris son parti de la présence de l'armée française

→

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

M. JEAN MASSON, ministre des Affaires Economiques, négocie actuellement avec une délégation soviétique les nouveaux échanges entre la France et la Russie.

« Dans une période relativement courte les échanges ont triplé. Ceci constitue un signe encourageant pour l'avenir » vient de souligner M. Jean Masson.

En effet, dans les deux sens les échanges se sont élevés à 11 milliards en 1953 et à 32 milliards en 1955.

La Russie envoie en France : des minerais, du pétrole, de l'essence automobile, du bois à scier, du bois à papier, des fourrures et du platine.

La France envoie en Russie : des produits sidérurgiques, des biens d'équipement, des huiles, des épices, du cacao et de la viande.

★

« L'AURORE » a commencé cette semaine la publication des Mémoires du Général Boyer de la Tour, ancien Résident général à Tunis, puis à Rabat, qui paraîtront prochainement en librairie. On annonce aussi chez le même éditeur la sortie des Mémoires du Général Navarre, et d'un livre de M. Jacques Soustelle « Aimée et souffrante Algérie ».

La hâte mise à s'expliquer, à se justifier, voire à attaquer, par l'ancien Résident général au Maroc a indisposé ses pairs, les chefs militaires, d'autant qu'il est encore en activité de service et qu'il siège au Conseil Supérieur de la Guerre. Sans doute, le général de la Tour a-t-il entendu mettre à profit sans retard une fragile notoriété.

★

M. GUY MOLLET et M. André Maroselli, ministre de la Santé publique, vont avoir à fournir la semaine prochaine aux députés membres de la Commission des Boissons des explications publiques.

En effet, son président, le député du Gers, M. Baurens, qui milite depuis 28 ans dans des syndicats agricoles, vient de critiquer brutalement certains aspects de la campagne gouvernementale contre l'alcoolisme.

A l'unanimité de la Commission, les communistes seuls votant contre, il fut décidé de protester contre plusieurs des procédés utilisés pour attirer l'attention du public sur les dangers de l'alcoolisme tels que les tracts glissés dans les enveloppes de la Sécurité sociale, ou la circulaire du ministère de l'Education nationale qui a supprimé l'eau rougie distribuée au repas dans les cantines scolaires.

A quand le quart de vin pour les écoliers ?

★

LE « Canard Enchaîné » a trouvé un nouveau critique littéraire. Son nom a une résonance familière : Pierre Hervé. C'est bien l'ancien député communiste qui a trouvé ce nouveau métier. La preuve : il consacre son premier article cette semaine au livre de son vieux camarade Pierre Courtade.

— Il y a beaucoup d'amertume dans « Les Animaux supérieurs », écrit Hervé, et même quelques confidences. Lisez, par exemple, la nouvelle intitulée « Les Idées et les Tanks » et transposez... Lisez, page 28 : « Tant de lignes, de milliers de lignes écrites et dont il ne restera rien... »

B. G.

Pardessus importés d'Italie
Modèles exclusifs
depuis 19.900 frs
GARY
73, Champs-Élysées, 73
Paris - ELY. 77-76

Une nouveauté Kalamazoo
LE MULTIVUES
Votre résolution :
Connaître le MULTIVUES, équipement technique pour vos analyses d'informations statistiques
SANS ENGAGEMENT
prenez dès aujourd'hui un rendez-vous :
AVRon 26-81
Postes 46 ou 47
51, rue Emile - Zola
MONTREUIL (Seine)

John Baillie
REAL SCOTCH TAILOR
1, rue Auber (Opéra)
Exclusivement sur mesure
à partir de 48.000 francs
Livraison rapide si nécessaire

VELOURDIN POILUX
tissus idéals
POUR VÊTEMENTS ET AMEUBLEMENT
Gros TISSUS NOUVO
29, RUE DU SENTIER, PARIS
ESCALIER B - GUT. 10-72
VENTE AU DÉTAIL : GRANDS MAGASINS ET TOUTES BONNES MAISONS

dans ce secteur. Les bandes de l'armée de libération y sont, en effet, solidement implantées. Fortes de 2.000 à 3.000 hommes, bien encadrées, disposant d'un armement moderne, elles sont l'instrument des revendications d'Allal El Fassi sur Tindouf, le Sahara espagnol et la Mauritanie.

L'état-major de cette armée, non encore ralliée aux forces régulières, est installé à Goulimine : là même où siège le « pseudo-caïd » de Tindouf et où transitent les caravanes des tribus nomades qui remontent du Sud, de Fort-Trinquet, de Mauritanie. Contrôlant enfin les pistes, ce sont encore les éléments de l'armée de libération, remontant la vallée du Draa, qui assurent le passage épisodique de caravanes d'armes destinées à ravitailler la rébellion algérienne.

Un projet saharien

La revendication du Grand Maroc n'a pourtant jamais fait l'objet d'une démarche officielle du gouvernement du sultan auprès de la France. M. Balafredj, ministre des Affaires étrangères marocain, a seulement mentionné officieusement, au cours d'une conversation avec les ministres français, les prétentions de son pays sur la zone de Tindouf. Mais Mohamed V sait que la solution du problème des frontières marocaines sera trouvée à l'intérieur d'une vaste organisation économique des zones sahariennes qui servira de fondation à l'ensemble de l'Afrique du Nord.

Mais il faut d'abord que cesse le conflit algérien : la remise en cause du statut de l'armée française au Maroc ne prend le caractère passionnel qu'elle revêt périodiquement qu'en fonction de cette guerre. Et l'émotion populaire fut telle que Mohamed V, malgré tout son sang-froid, put craindre vendredi dernier des incidents catastrophiques.

L'incident

Il dépêcha immédiatement dans le Sud son ministre des Forces armées, M. Guedira. Il fit pression sur les leaders des partis pour qu'ils mettent tout en œuvre afin de rétablir l'ordre : c'est sur son intervention personnelle que plusieurs meetings furent annulés. Il envoya enfin, une fois de plus, son fils le prince Moulay Hassan, chef d'état-major des forces armées royales, prendre contact avec le gouvernement français.

Localement, l'incident fut vite réglé. Les unités un moment arrêtées par les barrages purent poursuivre leur route : il n'en résulta qu'un changement d'itinéraire. Les soldats prirent, en effet, l'avion pour Foum-El-Hassane à Marrakech, et non, comme prévu, à Agadir. A Paris, on convint essentiellement de se retrouver le 12 novembre prochain : le statut des troupes françaises restera jusque là inchangé.

L'obstacle algérien

Certes, le gouvernement français sait que ce statut ne peut subsister tel quel : l'indépendance marocaine implique par elle-même sa révision. Mais comment négocier le traité d'alliance militaire qui dans l'esprit des accords du 2 mars doit s'y substituer ? Le conflit algérien le permettra-t-il ? Bien des Marocains mettent purement et simplement en cause la présence des troupes françaises au Maroc.

REMARQUES SUR L'UNITÉ SYNDICALE

par Pierre LE BRUN *Secrétaire de la C.G.T.*

A la faveur de l'évolution amorcée par le XXe congrès du Parti communiste soviétique, un grand débat se déroule au sein du mouvement syndical, tant en France qu'à l'étranger, sur le problème de l'unité ouvrière.

En France, un dialogue s'est instauré entre divers syndicats F.O. et C.G.T. (ceux de la Banque-Région parisienne, en particulier) ainsi qu'entre des organisations nationales C.F.T.C. et C.G.T. (celles des officiers de marine marchande, réunies récemment au Havre, par exemple).

L'un des participants les plus actifs de ce dialogue, Pierre Le Brun, secrétaire de la C.G.T. et membre du Conseil Economique, vient de formuler (1) des jugements intéressants et nouveaux sur la productivité, l'Europe et certaines questions politiques, examinées en fonction de la démocratie syndicale et de l'unité. Ces réflexions, venant du principal animateur de la minorité dite « réformiste » au dernier congrès de la C.G.T., semblent de nature à faire progresser la discussion vers une réunification syndicale qui, tôt ou tard, est inévitable et, certainement, souhaitable. Voici les propositions de Pierre Le Brun :

JE suis d'accord sur un premier point essentiel : une unité complète et durable est plus facile sur le plan strictement revendicatif. A défaut d'unanimité en toutes circonstances, après loyale discussion et vote régulier, une discipline stricte sur le plan de l'action va de soi et ne semble pas devoir entraîner de difficultés majeures.

PIERRE LE BRUN

En ce qui concerne les questions économiques non strictement revendicatives, le problème est plus complexe, ainsi que l'attestent les deux exemples de la productivité et de l'Europe. Il faut bien voir cependant que ces deux questions furent empoisonnées à l'origine par la guerre froide et qu'il devrait être maintenant possible d'aboutir en ce qui les concerne à des accords, sinon totaux, du moins substantiels :

— PRODUCTIVITE : L'affaire fut lancée par Jean Monnet en vue de réduire, au bénéfice de dépenses d'armement, les investissements productifs du Plan, en développant l'intensité du travail. Elle fut et reste financée sur crédits américains. Aujourd'hui encore, le commissariat à la Productivité énumère, dans son dernier bilan annuel, les facteurs possibles d'accroissement de la productivité en « omettant » les investissements productifs.

Ne nous sommes-nous pas laissé entraîner nous-mêmes à confondre intensité du travail et productivité ? Certes l'industriel qui installe de nouvelles machines veut les amortir au plus vite, et notamment par l'intensification du travail. Mais l'industriel qui utilise des machines vétustes n'en est pas moins, sinon plus, intéressé à l'intensification du travail en vue de combler l'insuffisance technique de ses installations.

Il convient donc de se rappeler la différence très nette établie par les économistes, et d'abord par Karl Marx, entre l'intensité du travail et une productivité essentiellement basée sur la mise en œuvre matérielle des progrès techniques, sur ces investissements productifs dont la réalisation nous pose d'importantes questions d'emploi et de rémunération des travailleurs, de financement, de localisation, etc. N'y a-t-il pas possibilité de larges accords pour affronter ces questions du point de vue des travailleurs, tout en maintenant, en durcissant même, l'opposition syndicale à l'intensification du travail?

— EUROPE : Cette question a été empoisonnée par la guerre froide, par la coupure non seulement économique, mais aussi politique et militaire du continent européen, par la volonté de réarmer l'Allemagne de l'Ouest. N'est-il pas possible, maintenant, de se mettre d'accord pour reconnaître la réalité géographiphe, historique, économique et même politique de la grande Europe ? Pour soutenir en conséquence les efforts de la Commission européenne de l'O.N.U. tendant au développement des échanges Est-Ouest et du commerce multilatéral intra-européen et pousser dans la voie d'une coopération s'exerçant notamment au bénéfice des pays sous-développés de l'Europe méridionale, de l'Afrique et du Proche-Orient ? Et cela, tout en assumant totalement la représentation consultative des travailleurs dans les organismes de la petite Europe, et pour le moins dans la C.E.C.A. ?

— QUESTIONS POLITIQUES : Ce sont à l'évidence les plus complexes, les plus dangereuses du point de vue d'une réalisation rapide et durable de l'unité (...).

Parlons d'abord de la discipline. La tradition syndicale en France lui impose, et dans tous les domaines, une importante limitation, l'autonomie des organisations confédérées, en vertu de laquelle la Confédération et les Unions départementales et locales ne sont pas à proprement parler des organismes de direction, mais de coordination et de représentation.

D'autre part, et tout particulièrement en matière politique, la discipline, après libre discussion et vote, ne saurait interdire l'expression ultérieure des opinions particulières. Elle s'imposerait évidemment sur le plan pratique des prises de position, déclarations, délégations et représentations de l'organisation syndicale. Mais sur le plan de l'action, en matière de grève ?

Quoi qu'en disent nos adversaires, les grèves politiques sont extrêmement rares ; sur le plan confédéral, je n'en ai personnellement connu que deux : celle du 12 février 1934 et la grève insurrectionnelle de 1944, l'une et l'autre effectives, totales, efficaces, après avoir été unanimement décidées. Profondément convaincu que la grève politique doit rester exceptionnelle et qu'elle ne peut être effective, efficace, qu'à la condition d'être unanime, j'inclinerais volontiers à faire jouer la règle de l'unanimité en la matière, je veux dire non sur le plan des prises de position politiques, mais sur celui des actions de caractère politique.

Parlons maintenant de libre discussion : la démocratie intérieure, dans la Centrale syndicale unique d'une classe ouvrière politiquement divisée, devrait nécessairement compter, sans dissimulation et sans hypocrisie, avec l'existence de courants de pensée, de tendances politiques ou même extra-politiques. Ainsi se pose le problème de la liberté d'expression de ces courants et tendances, de même que, le cas échéant, celui de leur équitable représentation selon les règles et par les techniques de la démocratie la plus stricte. Ces problèmes pourraient et devraient être, le moment venu, abordés et résolus sur la base des principes énoncés par Léon Rouzaud au dernier Congrès de l'U.G.F.F., avec l'approbation unanime de ce Congrès ; en s'inspirant aussi des intéressantes expériences de la C.G.I.L. et, chez nous, des organisations autonomes de l'Enseignement (...)

Ne pensez-vous pas qu'il convient aussi, dans la discussion et dans la réalisation de l'unité syndicale, de faire une large place aux grands problèmes d'orientation syndicale qui nous sont posés par l'Histoire, et d'abord à ceux que nous posent les progrès en cours de l'automation et de l'énergie atomique ; à l'ambition également de rechercher et d'apporter en commun notre contribution syndicale à la recherche d'une voie française, pacifique et démocratique, vers « la disparition du salariat et du patronat », c'est-à-dire vers le socialisme ?

P. Le B.

(Copyright « L'Express ».)

(1) Dans « Le Peuple » du 1er octobre 1956.

L'ACTIVITÉ DU GAZ DE FRANCE

Le Gaz de France nous communique :

Du rapport de gestion que le **GAZ DE FRANCE** vient de publier pour l'exercice 1955, on peut retenir les points suivants :

Progressant de 160 millions de m3, les ventes de gaz ont augmenté en 1955 de 5,45 % par rapport à 1954, atteignant 3 milliards 108 millions de m3. Comme les années précédentes, l'accroissement des ventes a été plus marqué en 1955 sur les usages industriels et commerciaux (+ 7,2 %) que sur les usages domestiques (+ 3,5 %). Depuis 1947, l'ensemble des ventes a progressé d'environ un tiers.

Le nombre des abonnés domestiques s'est accru de 84.000 unités contre 52.000 en 1954.

L'action commerciale du Gaz de France, jointe à celle du commerce privé a conduit à une vente d'appareils, en 1955, de 400.000 pour la production d'eau chaude, 250.000 pour la cuisine et 75.000 pour le chauffage.

La facturation du gaz à la thermie s'est développée en 1955 jusqu'à intéresser 60 % de l'ensemble des abonnements.

Les ventes de coke du Gaz de France, en 1955, ont pu être maintenues au niveau de 1954, soit 2.400.000 tonnes environ.

L'effectif global du personnel a été ramené de 33.719 à fin 1954 à 32.143 à fin 1955, soit une nouvelle diminution de 5 %. Ainsi, depuis le 1er janvier 1952, l'effectif total a diminué de 11,5 % tandis que les ventes de gaz progressaient de 16 %.

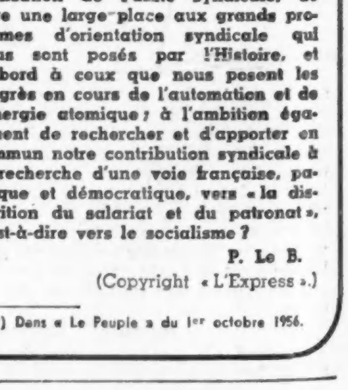
Durant l'année 1955, de nouvelles conventions ont été conclues avec la Ville de Paris et le Syndicat des Communes de la Proche Banlieue.

Les cokeries de Rouen et de Paris-Sud sont entrées en exploitation complète. Les réseaux de transport de gaz à longue distance ont été accrus de 200 km. de canalisations et les réseaux de distribution de 750 km. Quarante-cinq usines à gaz vétustes ont été éteintes en 1955 et les distributions correspondantes alimentées par des moyens modernes.

Les forages effectués en 1955 dans la région de Beynes ont confirmé la possibilité de stocker, sous terre, d'importants volumes de gaz.

Le compte des Profits et Pertes de l'exercice 1955 se solde par une perte de 3.436 millions, due pour une part (plus d'un milliard) à l'insuffisance des tarifs de vente du coke et, pour une autre part, au blocage du prix du gaz en dépit de la majoration des éléments constitutifs du prix de revient (charbon, main-d'œuvre, etc.).

APRES
LE
CONGRES
RADICAL DE LYON
demandez
la « Déclaration finale »
et toute la documentation
qui peut vous intéresser
au
Parti Républicain Radical
et Radical-Socialiste
1, place de Valois - PARIS
Tél. : GUT. 36-32

Jean Été


de Père en Fils depuis 1852
CONCESSIONNAIRE
DES GRANDES MARQUES DE L'HORLOGERIE
85 Av. du Gal-Leclerc. PARIS
70 Faubourg Saint-Honoré

L'HOMME DE LA SEMAINE :

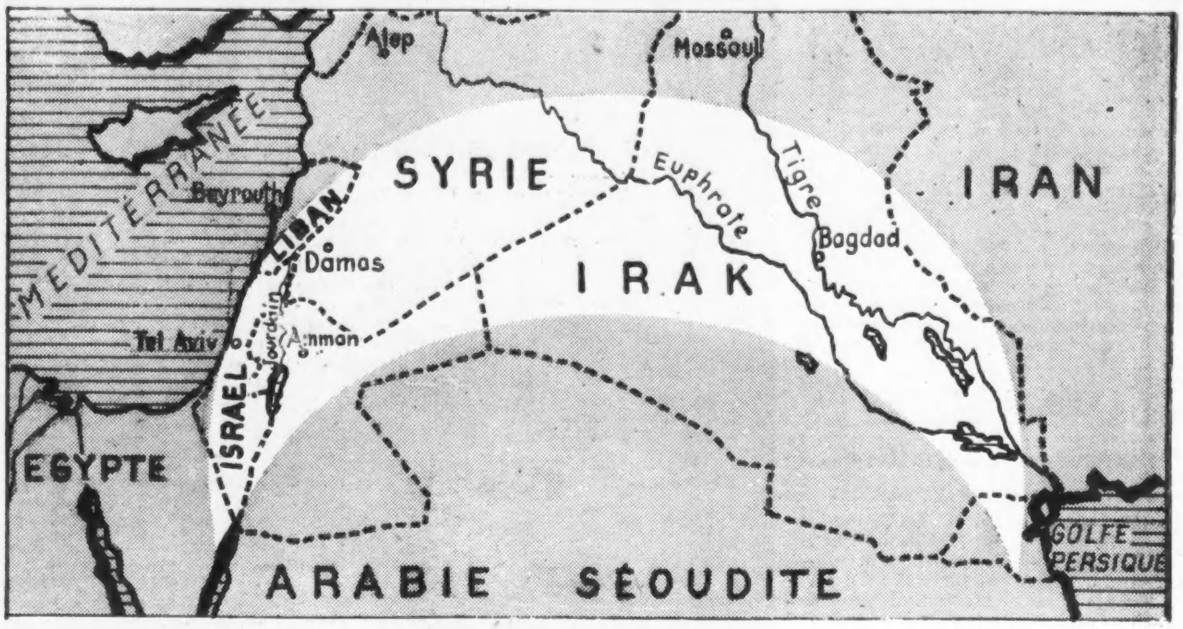
Noury Es Saïd

(De notre correspondant à Tel-Aviv.)

DANS l'épais nuage de poussière soulevé par leurs blindés et leurs chenillettes, trois bataillons lourds de l'armée irakienne prenaient position, la semaine dernière, sur la frontière nord du royaume de Jordanie.

Leur présence, menaçante aux yeux des uns, rassurante pour d'autres, vérifiait une nouvelle fois la vieille boutade de l'ex-mufti de Jersulam : « Si vous voulez connaître les desseins britanniques au Proche-Orient, observez Noury es Saïd ».

Le premier ministre d'Irak, appelé « Sir Noury » par ses ennemis, « le Pacha » par ses amis, s'était entendu une fois de plus avec le Foreign Office pour défendre les intérêts britanniques tout en servant ses propres ambitions : ses trois bataillons, « appelés au secours » (selon la version officielle) par la Jordanie, devaient pénétrer lundi dernier dans ce pays, le « défendre contre les agressions israéliennes » et, accessoirement, prendre le commandement de l'armée jordanienne.



LE RÊVE DU « CROISSANT FERTILE »
Bientôt une réalité ?

Un vieux rêve

L'occasion était belle pour « dégonfler » enfin le prestige du colonel Nasser ou, du moins, empêcher une nouvelle victoire du « nassérisme ». Dimanche, en effet, la Jordanie élit son nouveau Parlement. Si le scrutin est libre (ce qu'il n'a jamais été jusqu'ici), il marquera de l'avis de tous les observateurs un triomphe spectaculaire du parti p r o - é g y p t i e n « Baath ».

Il était donc urgent, pour le Foreign Office, de remplacer le « contrôle électoral » de Glubb Pacha (le commandant britannique de l'armée jordanienne, chassé il y a six mois par une révolte populaire), par un contrôle irakien des opérations électorales.

Pour Noury es Saïd, d'autre part, l'occasion était belle de faire un premier pas vers son vieux rêve : le « Croissant fertile », ou tout le Nord de la péninsule arabe (Jordanie, Irak, Syrie, Liban) unifié sous le sceptre du roi d'Irak. A la faveur de l'occupation de la Jordanie, de l'éviction de son commandant en chef et de la mise en place d'un général irakien, « l'Anschluss » irako-jordanien était à portée de main. Des élections préfabriquées viendraient l'entériner par la suite. Le Foreign Office bénirait le coup de force.

Anschluss ajourné

Ce plan ambitieux comportait toutefois deux inconnues : les Israéliens accepteraient-ils sans broncher la présence à leurs frontières des troupes de l'Irak, qui n'a jamais signé l'armistice avec Israël et se pose en champion de la croisade contre l'Infidèle ? Le gouvernement israélien n'allait-il pas profiter des ennuis du colonel Nasser pour répondre par une invasion de la Jordanie au coup de force de Noury es Saïd ?

Deuxième inconnue : le général Abou Nowar, commandant de l'armée jordanienne et partisan de Nasser, n'était pas homme à renoncer à son commandement en faveur d'un général irakien : il était capable de se battre contre « l'occupant » ; et il n'était pas exclu qu'il entraînât avec lui les troupes irakiennes, peu sûres, pour marcher avec elles sur Amman et contraindre le roi Hussein de Jordanie à abdiquer.

Le roi Hussein était conscient du double danger. Il pria les Irakiens de rester provisoirement chez eux. Les protestations énergiques d'Israël aidant, Noury es Saïd fut obligé de différer « l'opération Anschluss ».

Mis provisoirement en échec, Noury es Saïd n'est toutefois pas homme à renoncer au projet, vieux de quarante ans, du « Croissant fertile ». A 69 ans, affaibli par la maladie, Noury sait que le temps presse. Engagé dans une course avec la mort et avec la révolte qui gronde dans son pays, il n'a plus le choix des moyens : ou le « Croissant fertile » se fera « par l'épée et le sang » dans les semaines qui viennent, ou Noury aura lutté pour rien

NOURY ES SAÏD ET LE PRINCE FAIÇAL
On l'appelle « Sir » Noury

durant près d'un demi-siècle, avec le fanatisme visionnaire et la brutalité des grands tyrans.

Une belle carrière

Comme tant d'autres anglophiles, Noury a fait ses premières armes contre la Grande-Bretagne. Cet aristocrate kurde, formé à l'Académie militaire de Stamboul, doué d'un solide mépris du peuple et d'un grand sens politique, était en 1914 un officier très en vue de l'armée turque. Son acharnement au combat lui valut la Croix de fer. Mais prisonnier des Anglais en 1915, il leur offrit ses services quand Lawrence, le grand aventurier britannique, appela les souverains arabes à la révolte contre l'empire ottoman.

Il devient rapidement l'un des principaux commandants de l'armée de Lawrence. Toujours tiré à quatre épingles, botté, ganté, la pipe de bruyères aux lèvres, il mène les tribus à l'assaut avec un calme qui lui vaut l'admiration de Lawrence : « Beaucoup d'hommes, écrit celui-ci, parlent plus vite sous le feu, feignent une aisance, une jovialité qui les trahissent. Noury devenait plus calme ».

Un observateur britannique écrit de lui à la même époque : « C'est un homme que nous devons nous résoudre soit à utiliser, soit à combattre ».

Noury se révèle utilisable. Avec la création du royaume d'Irak, le soldat se mue en politicien. On dit de lui à Londres : « Ce n'est peut-être pas le meilleur homme d'Etat, c'est le seul ».

Le seul en effet : depuis 1930, Noury a été quinze fois premier ministre. Il sait partir quand les affaires se gâtent, il revient quand le pays est dans l'impasse. Il est passé maître dans l'art d'organiser des élections : ou bien le peuple vote sous la loi martiale, ou bien, quand le vote est libre, Noury fait dissoudre la Chambre élue. Sa dernière expérience électorale fut la plus réussie : sur 135 députés, 113 furent proclamés élus avant l'ouverture du scrutin. Les leaders de l'opposition, en effet, étaient en prison, et les candidats de Noury seuls sur le terrain.

Depuis deux ans, l'interdiction des partis politiques et des réunions publiques ; le contrôle sévère de la presse ; l'internement administratif des éléments oppositionnels assurent « l'ordre public » contre les révoltes paysannes qui ensanglantèrent le pays en 1948 et 1952.

Les cheiks

La cause de ces révoltes, toutefois, demeure. Elle a un nom : les cheiks. Ceux-ci, au nombre de quelques centaines, possèdent la quasi-totalité des terres cultivables. Aux élections, ils ont autant de voix qu'ils possèdent de serfs. Ils prélèvent 50 % des récoltes. Quand l'État irrigue leurs terres, ils en prélèvent 80 %. Avec leur demi-milliard de revenus par an, ils font la loi à Bagdad. Un projet les obligeant de payer des impôts pour les travaux d'irrigation entrepris à leur profit par l'Etat, fut bloqué avant même d'être soumis au Parlement.

La conséquence, c'est que les 40 à 50 milliards de revenus pétroliers que l'Etat investit chaque année vont gonfler les poches des cheiks ; 3 des 5 millions d'Irakiens vivent dans des huttes de terre, malades et affamés. Noury, grâce à son plan quinquennal, veut construire un Irak puissant et moderne, sans toucher à la structure féodale du pays. Mais ses barrages et ses ponts ne bénéficieront aux Irakiens que dans dix ans au moins. Dans dix ans, Noury sera-t-il encore là ? Et le peuple attendra-t-il aussi longtemps ? « Il ne peut manger les barrages, ni se chauffer avec des ponts », vient de déclarer un ministre irakien.

Déjà la nouvelle bourgeoisie fait cause commune avec le prolétariat urbain contre l'oppression féodale. « Noury est notre ami le plus solide, le bastion de l'Occident dans le monde arabe, vient d'écrire un conservateur anglais. Mais peu de dirigeants sont aussi isolés dans leur pays ».

→

→

Noury est le géant avec lequel le Foreign Office veut abattre Nasser ; mais c'est un géant aux pieds d'argile. Instrument consentant des cheiks, il tente de consoler son peuple de la misère et de la terreur en prêchant la guerre à Israël, et le « Croissant fertile ». « Comment, écrit un observateur américain, l'Occident peut-il justifier sa croisade pour la liberté quand il achète la stabilité et l'amitié de l'Irak en y maintenant un gouvernement corrompu et oppressif ? Si nous aidons le régime actuel à rester au pouvoir et continuons d'ignorer ses imperfections, l'explosion, lorsqu'elle viendra, n'en sera que plus violente ».

LE MARÉCHAL BOULGANINE ET M. HATOYAMA
Le visiteur joue sans atouts

COMMUNISTES

Le mouvement s'accélère

(D'un correspondant à Belgrade.)

UNE nouvelle étape a été franchie cette semaine en Europe de l'Est. Mardi à Varsovie les journaux annonçaient par de grands titres le retour à la vie politique de M. Gomulka, qui a déjà assisté à la réunion du bureau politique du parti communiste chargé de fixer la date de la prochaine session plénière du comité central du P.C.

En même temps, à Budapest, M. Imre Nagy, ancien président du Conseil, était réintégré dans le parti des travailleurs hongrois. Et pour fêter cet événement plusieurs journaux s'attaquaient nominalement à Mathias Rakosi, l'ennemi numéro un d'Imre Nagy et hier encore dictateur du pays.

Le revirement de Budapest n'était pas toutefois destiné uniquement à satisfaire l'opinion intérieure. Il était annoncé au moment même où M. Ernest Geroe et M. Hegedus — respectivement secrétaire général du parti et président du Conseil — arrivaient à Belgrade pour renouer des contacts avec les communistes yougoslaves. M. Geroe a eu l'occasion de rencontrer le maréchal Tito récemment, au cours du voyage inattendu de celui-ci en Crimée, et les luttes internes au sein de son parti n'ont pas manqué d'y être évoquées. La réadmission rapide de M. Nagy était donc destinée à rassurer les Yougoslaves et à leur prouver que la controverse est en train d'être liquidée par un compromis.

Le tournant

M. Geroe faisait partie, il n'y a pas longtemps encore, d'un tout-puissant triumvirat : c'étaient Farkas, Geroe et Rakosi qui gouvernaient la Hongrie pour le compte de Staline. Mais contrairement à ses deux collègues il a su prendre le tournant à temps et se placer dans le camp des déstalinisateurs. Rakosi, lui, est destitué et attaqué dans la presse, Farkas et son fils même sont en prison tandis que Geroe négocie à Belgrade une nouvelle étape de l'évolution de son pays. Cet exemple seul suffit à décourager les leaders trop staliniens d'Europe de l'Est et les force à prendre le tournant que la base du parti exige.

Car la protection de Moscou ne suffit plus à assurer la puissance et la sécurité d'un dirigeant dans les démocraties populaires. Le démantèlement de l'appareil de sécurité qui est partout un fait accompli, la division probable entre les leaders soviétiques eux-mêmes, la perte de l'autorité morale de l'U.R.S.S. au sein du mouvement communiste international, depuis le rapport Kroutchev, font que Moscou ne peut plus ni protéger un Rakosi, ni empêcher le retour d'un Gomulka contre la volonté de leur parti.

Le bloc de l'Est a perdu sa structure rigide et monolithique, la direction n'appartient plus à un seul centre et les discussions se déroulent à différents échelons : la visite de M. Geroe à Belgrade et le prochain voyage des dirigeants roumains en Yougoslavie prouvent à eux seuls que dans la recherche des voies nouvelles les leaders des démocraties populaires essaient de s'inspirer d'autres exemples et de prendre d'autres conseils que ceux de Moscou.

JAPON

M. Hatoyama va à la pêche

(D'un correspondant à Tokyo.)

S'IL existait une médaille de « héros du peule japonais », elle reviendrait sans doute à M. Itchiro Hatoyama, premier ministre qui, le côté gauche paralysé par une hémiplégie, septuagénaire et malade, abandonné au surplus par sa majorité parlementaire en révolte, se bat cette semaine, à Moscou, dans des conditions impossibles, contre tout le gouvernement soviétique.

Pour le peuple japonais, la lutte que mène M. Hatoyama est une question de vie ou de mort. En termes diplomatiques, les questions débattues peuvent paraître rébarbatives : il s'agit pour M. Hatoyama de rétablir avec l'U.R.S.S. des relations diplomatiques sans renoncer (comme le demande Moscou, et comme faillit le faire, le couteau sous la gorge, M. Shigemitsu, ministre des Affaires étrangères) aux îles méridionales de la chaine des Kouriles, occupées par l'U.R.S.S.

Cette discussion d'aspect purement diplomatique recouvre cependant un problème économique vital : le Japon, qui vient de dépasser le niveau des 90 millions d'habitants, est le pays le plus surpeuplé du monde : 1.450 habitants au kilomètre carré de terre cultivable. Il est aussi le plus gros consommateur de poisson : 40 kilos par an et par tête. Et le cinquième des poissons pêchés par les Japonais proviennent justement des Kouriles. La puissance qui contrôle les Kouriles peut, à volonté, acculer le Japon à la famine ; elle tient le gouvernement japonais à sa merci.

Manœuvre

Les Russes ont déjà prouvé qu'ils savaient profiter de cette situation. Il y a six mois, et après dix mois de vaines discussions nippo-soviétiques, Moscou a réduit de 75 % les licences de pêche au large des Kouriles. Une révision de cette décision, affirmait Moscou, n'était possible que dans le cadre d'un règlement des questions territoriales.

Les Japonais répondirent que, s'il leur fallait mourir de faim, ils aimaient autant se battre avec leurs cotres de pêche contre les canonnières soviétiques. Et ils défièrent la flotte russe avec une flottille de 300 chalutiers, et 11.000 hommes à bord.

L'U.R.S.S. ne releva pas ce défi. Elle accorda au Japon un traité de pêche provisoire, valable pour dix ans. Mais ce traité ne deviendra valable que lorsque le Japon aura soit signé un traité de paix avec l'U.R.S.S., soit renoué ses relations diplomatiques avec Moscou.

M. Hatoyama, qui s'est fait élire il y a 18 mois après une vigoureuse campagne, menée dans son fauteuil roulant, en faveur de la « paix avec l'U.R.S.S. », est la dernière carte du gouvernement japonais. Armé seulement d'un extraordinaire courage physique, il veut réussir où les trois hommes qui l'ont précédé à Moscou ont tous échoué : ne pas renoncer à une parcelle du territoire japonais, rétablir les relations diplomatiques avec Moscou et décrocher ainsi le traité de pêche. Le règlement des questions territoriales serait ajourné.

S'il réussit, ce qui est fort possible, M. Hatoyama, investi par une majorité de droite, se trouvera, à son retour, à la tête d'une majorité centre-gauche. Il s'en consolera ; cet ancien « épuré politique », qui a fait vœu de conclure la paix avec l'U.R.S.S. avant de mourir, est habitué aux retournements. Il existe pour lui des problèmes plus graves que les questions parlementaires. En voici quelques échantillons :

L'anarchie

— une natalité qui, en dépit du « birth control », dépasse de loin un taux de mortalité plus bas que celui de l'Angleterre ;

— 1.100.000 nouveaux travailleurs à caser chaque année sur le « marché du travail » ;

— 300.000 nouveaux logements à trouver chaque année à Tokyo seulement, dont la population a augmenté de 5 millions depuis la guerre ;

— l'anarchie à éviter dans un pays qui compte 5 millions de chômeurs, où la moitié des familles ouvrières (trois enfants en moyenne) disposent de moins de 11.000 francs par mois, et où la décadence des traditions, accélérée par un gigantesque brassage de la population, a fait naître 200 organisations extrémistes qui inondent Tokyo de leurs affichettes et peuvent se trouver, un jour prochain, aux prises avec les organisations ouvrières.

ANGLETERRE

La succession est ouverte

(De notre envoyé spécial à Llandudno.)

« M. GAITSKELL aurait dû s'inspirer de l'exemple d'un véritable socialiste comme M. Mollet dans son attitude au cours de la crise de Suez. Il aurait pu apprendre de lui une leçon de patriotisme et le sens du devoir national. »

Cette remarque de M. Julian Amery, un ultra-conservateur, leader du fameux « groupe Suez » a déchainé l'enthousiasme du Congrès conservateur réuni la semaine dernière à Llandudno.

Sir Anthony Eden et les membres du gouvernement assis à la tribune n'ont rien fait pour s'opposer aux écarts de langage des « extrémistes impériaux » qui se sont exprimés comme M. Amery avec une violence peu habituelle pour un congrès conservateur.

Sir Anthony était assez satisfait, en réalité, d'entendre ce flot d'accusations déferler sur les travaillistes, et aussi sur les Américains, mais jamais sur le gouvernement conservateur.

« Rock and roll »

Pourtant les experts de la politique anglaise s'attendaient à assister à Llandudno à une épreuve de force à l'inté-

rieur du parti conservateur. On croyait que les délégués venus de province demanderaient des comptes au gouvernement sur la façon assez maladroite avec laquelle il a traité l'affaire de Suez, affaiblissant les positions du parti conservateur dans l'ensemble du pays. On s'attendait aussi que l'antagonisme entre les deux clans à l'intérieur du cabinet britannique, l'un conduit par M. Butler et l'autre par M. Macmillan, éclate au grand jour. Toutes ces prévisions ont été déjouées. Pas une voix discordante n'a pu se faire entendre à Llandudno : le député Yates, qui a voulu critiquer le gouvernement, a été hué par la salle au point qu'il n'a pas réussi à terminer son discours.

Le gouvernement n'a pas essayé de calmer les revendications extrémistes du « groupe Suez », ni de prendre la défense de son grand allié américain. Les critiques à l'égard de M. Dulles, dont la conduite a été définie par M. Waterhouse comme une diplomatie du « rock and roll », sont restées sans réponse. En adoptant une telle attitude, Sir Anthony Eden a évité une pénible bataille à l'intérieur de son parti, mais il a accepté un risque beaucoup plus grand : le glissement de l'ensemble du mouvement conservateur vers la droite sinon l'extrême droite.

Rupture

Avec l'évolution simultanée du parti travailliste vers la gauche, qui a été marquée à Blackpool par la victoire de M. Bevan, la rupture entre les deux partis est désormais complète. L'ère de la concorde bipartisane qui a caractérisé la politique anglaise pendant près de dix ans a pris fin à Blackpool et à Llandudno.

La Chambre des Communes qui se réunit mardi prochain redeviendra le terrain d'âpres batailles et de véritables débats politiques, ce qui n'a pas été le cas depuis longtemps.

Suez n'a pas suffi à déchaîner les passions partisanes des Anglais. Ce fut probablement un prétexte décisif, mais la rupture était de toute façon inévitable.

L'armistice, sinon la collaboration entre les deux grands partis anglais, de même que la fidélité absolue à l'alliance avec l'Amérique, ont été consciemment ou inconsciemment motivés par le sentiment très vif qu'avaient les Anglais du danger soviétique. Avec la fin de la guerre froide et le dégel de plus en plus prononcé, certaines priorités dites nationales ont disparu. Désormais, les travaillistes ne se gênent plus pour réclamer des expériences sociales nouvelles, ni les conservateurs pour les accuser de manque de patriotisme et de clairvoyance. Les deux partis considèrent que l'alliance avec l'Amérique est utile mais qu'on ne doit plus lui sacrifier certaines exigences nationales.

Succession

Dans cette imminente bataille intérieure le parti conservateur est-il vraiment aussi uni et solidaire derrière Sir Anthony Eden que le laisse croire le Congrès de Llandudno ? On peut en douter ; Sir Anthony Eden a perdu ses galons de leader au cours des derniers mois et il faudrait un miracle pour qu'il les regagne. M. Butler et M. Macmillan ne cachent même plus leur animosité réciproque et la bataille de couloirs que ces deux hommes se livrent n'est rien d'autre que la course à la succession. On peut même dire que les leaders conservateurs sont tellement préoccupés par des luttes personnelles qu'ils se sont laissé eux-mêmes manœuvrer et qu'ils auront désormais à défendre des positions extrémistes adoptées à Llandudno et auxquelles certains d'entre eux (M. Butler par exemple) ne croient pas sincèrement.

ÉTATS-UNIS

La bombe H contre Stevenson

(De notre correspond. à Washington)

MARDI dernier, en ouvrant le *New York Times*, les supporters du président Eisenhower ont eu une joyeuse surprise. Le grand quotidien new-yorkais, qui est le journal politique le plus influent, annonçait, un

LE PRÉSIDENT EISENHOWER
Une alliée inattendue

mois avant les élections de novembre, qu'il soutenait la candidature Eisenhower (1). C'était là une des rares bonnes nouvelles de la semaine. Les républicains ont, en effet, perdu la confiance sereine qu'ils avaient au début de la campagne. Incontestablement, Stevenson a pris un bon départ. Le président est maintenant obligé, au risque de compromettre sa santé, d'ajouter de nouvelles réunions et de nouveaux déplacements à son programme pour prouver l'excellence de sa condition physique. Il est également contraint de répondre aux attaques de plus en plus efficaces de son adversaire.

Stevenson aux points

Il n'est plus question pour lui d'être le dieu qui plane au-dessus de la mêlée. Il faut qu'il se batte au nom de l'administration républicaine et qu'il en défende les réalisations. Or c'est précisément ce que cherche Stevenson. Plus il réussira à identifier Ike au parti républicain, plus il aura de chances de vaincre. En obligeant Eisenhower à la défensive, il s'est donc assuré un important succès tactique. En termes de boxe, il mène aux points.

Mais les habitués du ring savent bien qu'on peut mener aux points pendant plusieurs rounds et se faire battre par k.-o. dans la dernière reprise.

Les observateurs américains pensent maintenant que Stevenson en prend le chemin et qu'il commet une grave erreur de tactique en attaquant Eisenhower sur le terrain où il semble être le plus fort : celui de la défense nationale. Ignorant l'avis de beaucoup de ses conseillers, Stevenson a, en effet, décidé de placer le problème de l'interdiction des essais atomiques au centre de la bataille électorale.

Courage dangereux

Mardi dernier, dans un discours télévisé, il a promis, s'il était élu, d'ouvrir immédiatement des négociations avec les Russes et les Anglais pour l'arrêt des expériences nucléaires. « Ces expériences, a-t-il dit, font courir d'immenses dangers à l'espèce humaine. » Les pluies radioactives répandent, en effet, sur le globe le plus terrible poison du monde, le strontium 90, dont une cuillerée à soupe partagée entre tous les habitants de la terre suffirait à porter la radioactivité des os à un niveau dangereux.

Stevenson a montré d'autre part que les essais étaient devenus inutiles puisque les bombes actuelles étaient déjà capables de détruire les plus grandes villes du monde, et que leur arrêt ne serait pas dangereux pour la sécurité nationale puisque toute violation des accords par une puissance quelconque serait immédiatement décelée par les autres nations.

Mauvais terrain

Cette thèse courageuse, qui a l'appui de tous les milieux scientifiques américains, prouve la conscience aiguë qu'a Stevenson des responsabilités « mondiales » d'un président des Etats-Unis. Il est douteux, cependant, qu'elle soit électoralement payante.

Depuis la fin de la guerre froide, les Américains s'intéressent de moins en moins au problème des armes atomiques. Ne croyant plus à la guerre, il leur importe peu que l'on perfectionne ou non les bombes existantes, et les dangers que les essais atomiques font courir au monde sont trop lointains pour les angoisser réellement. D'autre part, ils sont plus enclins à s'en remettre, dans ce domaine, au jugement de l'administration en place dirigée par la plus haute autorité militaire du pays qu'à celui d'un opposant qui ne dispose peut-être pas, pensent-ils, de toutes les informations nécessaires.

L'effort de Stevenson pour éveiller les électeurs à la conscience du danger a donc plus de chances de consolider sa réputation « d'intellectuel anxieux » que de lui rapporter des voix. Une nouvelle fois le candidat démocrate à la Maison Blanche a fait preuve de courage. Cela peut lui coûter l'élection.

(1) Le *New York Times* avait soutenu en 1936 : Roosevelt, en 1940 : Wendell Wilkie, en 1944 : à nouveau Roosevelt, en 1948 : Thomas Dewey, en 1952 : Eisenhower.

ALLEMAGNE

La fin du mirage

(De notre correspondant à Bonn)

M. BLANK était certainement le ministre le plus impopulaire d'Allemagne. Il n'y allait pas que de sa faute. Cet ancien menuisier, ancien syndicaliste, est un homme timide, profondément honnête et soumis. Il a accepté, des années durant, de mettre en œuvre une politique de réarmement qu'il savait irréalisable. Il paie aujourd'hui pour n'avoir pas su dire « non » quand M. Adenauer disait « je veux ». M. Franz-Josef Strauss, l'homme qui répète depuis 1950 « vous allez à un échec », vient de succéder à M. Blank.

Casernes trop petites

Le départ de M. Blank marque la fin d'un mirage.

Depuis plusieurs semaines, des milliers de volontaires appelés se présentent à leurs casernes pour être renvoyés, pour six mois, avec leur pleine solde, dans leurs foyers. Comment les loger dans ces casernes qui, construites pour 1.500 soldats, en hébergent déjà 5.000, et où il faut attendre trois heures et demie son déjeuner. Il n'y a pas assez de dépôts pour les uniformes et les conserves, pas assez de baraquements, et ce après six ans de préparatifs.

Construire des casernes, au surplus, n'est pas une chose simple. Leur construction est du ressort des « Länder » et des municipalités, et celles-ci ne veulent pas voir de soldats : 135 municipalités (dont celle de Munich) refusent même de dresser la liste des citoyens astreints au service militaire.

En limogeant M. Blank, le chancelier rompt, à onze mois des élections, avec une politique jusqu'ici intouchable, qui se résume en quelques chiffres : 12 divisions, 500.000 hommes, 6.000 chars, 11.000 véhicules blindés, le tout en trois ans.

Il est maintenant officiellement admis que la première tâche de M. Strauss sera d'expliquer au Conseil Atlantique : « Nous avons voulu aller trop loin et trop vite. Nous promettons 300.000 hommes dans un délai indéterminé. 6.000 chars, c'est trop : ils seront démodés avant leur mise en service. La stratégie atlantique ne nous convient pas : elle charge la Bundeswehr de mener à elle seule la contre-offensive après un repli sur le Rhin. Nous voulons tenir nos frontières. Il nous faut des armes atomiques. »

Pas de retraite

Avec M. Strauss, la soumission allemande aux plans atlantiques prend fin. Ce nationaliste de quarante et un ans, énergique et ambitieux, mettra aussi un terme à la politique (déjà ébranlée) des « civils en uniforme » : il veut un grand état-major, des militaires de carrière, non des démocrates réformateurs.

Pour le chancelier, M. Strauss est certainement un atout électoral. Car il n'y a plus guère de doute à ce sujet : M. Adenauer, à près de quatre-vingts ans, va briguer un troisième mandat des électeurs. Contre l'avis de tous ses amis, l'engageant à désigner enfin son dauphin en la personne de M. von Brentano, ministre des Affaires étrangères, M. Adenauer n'a pas promu celui-ci au rang de vice-chancelier. L'accueil favorable que la presse avait fait à ce projet de promotion a blessé le chancelier : l'opinion le jugeait donc mûr pour la retraite ? Elle considérerait la promotion de M. von Brentano comme un engagement à lui céder la place dans un an ? Eh bien ! qu'on se détrompe.

La question de la retraite se reposera toutefois dans un an : aux élections de 1957, M. Adenauer ne peut espérer la majorité absolue. Les socialistes auront très probablement autant de voix que lui, sinon plus. Or, s'ils sont prêts à gouverner avec M. von Brentano, jamais ils n'accepteront de servir sous M. Adenauer.

STRATEGIE EN CHAMBRE

Un journaliste a surpris le général en retraite, comte Auclaire de Sabrolles, à quatre pattes dans sa chambre à coucher. « Culture physique, mon général ? » interroge le visiteur. « Non, mission de reconnaissance, gênée par l'obscurité, pour retrouver mon bouton de col sous cette commode », répond l'illustre officier. « Prenez donc mon boitier Wonder, vous y verrez plus clair », propose le journaliste complaisant. La pile Wonder ne s'use que si l'on s'en sert.

AU CŒUR DE L'INDUSTRIE LORRAINE
★
BREITENBUCHER BOIS
AUMETZ (Moselle)
Téléphone n° 11

E. OXEDA
334 rue Saint-Honoré, PARIS
ACHAT DE
BEAUX BIJOUX ANCIENS

FABRIQUE DE PAPIERS
André SCHERB
S. A. au capital de 200.000.000 de francs
Maison fondée en 1862
★
TURCKHEIM
(Haut-Rhin)
Tél. COLMAR 36-52 et 36-53
DOMAINE VINICOLE

FORUM

Pas assez d'étudiants

par Jacques DELPY vice-président de l'U.N.E.F.

JACQUES DELPY

L'UNANIMITE est réalisée tant au Parlement, au gouvernement, que dans les syndicats universitaires sur la nécessité de réformer notre enseignement. A vrai dire, on n'arrive pas à comprendre comment ce système désuet pourrait encore, par sa seule force d'inertie, résister à deux facteurs qui deviennent fondamentaux dans l'économie générale de notre pays : la crise de l'enseignement et la poussée démographique depuis 1946.

C'est parce que l'enseignement est inadapté aux nécessités économiques actuelles que l'on a suggéré une réforme des enseignements supérieurs et la refonte complète du secondaire par l'institution d'un cycle moyen d'orientation. Parce qu'il n'est pas démocratisé et que le système de bourses a fait faillite, que l'on propose l'institution d'une allocation d'études aux étudiants sans considération de leur situation sociale et par seule référence à leur travail universitaire. Enfin parce que notre nation se doit de mieux employer les loisirs que la technique industrielle accorde aux hommes, que l'on a opté pour une expansion de l'enseignement par allongement de la scolarité obligatoire.

Mais expansion et démocratisation de l'enseignement sont liées et l'une n'ira pas sans l'autre ; ces deux objectifs, en tout cas, rendent inévitable, à brève échéance, la réforme de l'enseignement. Les étudiants, quant à eux, détermineront leur attitude devant le projet gouvernemental par la place qui y sera réservée à l'allocation d'études.

Cette réforme s'impose d'autant plus que notre pays doit faire face à une situation originale pour lui. Déjà, les structures actuelles de nos écoles et de nos universités ont bien du mal à accueillir les 600.000 enfants correspondant à l'effectif d'âge des années 1933 à 1945. Or, l'effectif des classes d'âge est passé, depuis 1945, de 600 à 800.000 et plus. En outre, c'est une règle générale que la proportion des enfants qui poursuivent leurs études au-delà de la scolarité obligatoire est en augmentation constante (25 % en 1956) ; cette poussée, qui peut faire déjà éclater les structures du secondaire, risque, si rien n'est prévu à cet effet, de provoquer au niveau du supérieur de très grandes difficultés financières.

Voilà pour l'avenir. Qu'en est-il maintenant du présent ?

Bien qu'il soit trop tôt pour recenser les difficultés qui se présenteront en novembre 1956, les étudiants sont extrêmement inquiets. Le manque dramatique des locaux et des maîtres relève aujourd'hui du fait divers ; des exemples significatifs ont été maintes fois donnés, à commencer par le scandale de la « Halle aux Vins », la situation des amphithéâtres de la Sorbonne, de la Faculté de Droit et du P.C.B. On aura beau récriminer indéfiniment contre l'engorgement de l'Université de Paris : le nœud de la question est qu'une véritable décentralisation de l'enseignement ne pourra être réalisée au plan des étudiants tant qu'elle ne sera pas réalisée au plan des maîtres.

Budget et réforme

Les esprits malthusiens — et ils sont nombreux dans notre pays — diront sans doute ici qu'il y a trop d'étudiants : mais savent-ils que l'on ne compte qu'un étudiant pour 300 habitants dans notre pays, alors qu'aux Etats-Unis il y en a un pour 59 ? De même le travail universitaire de l'ensemble des étudiants sera d'une qualité moindre tant que la moitié de ceux-ci devront chercher leur subsistance dans le travail « noir ». On dira là encore que le niveau social de l'étudiant s'améliore ; et pourtant l'on sera obligé de dépenser autant d'argent pour les sanas que l'année dernière. Enfin les files d'attente au restaurant universitaire s'allongeront tant qu'un nouveau restaurant n'aura pas été construit à Paris sur la Rive Gauche.

Tous ces problèmes, nous dit-on, seront résolus dans le budget de l'Education nationale 1957, grâce à la réforme de l'enseignement et aux plans d'équipement scolaire et universitaire. Mais à quoi servirait-il de construire des plans quinquennaux d'équipement si, dès à présent, le budget de cette année n'était pas la claire manifestation de la volonté gouvernementale de promouvoir une politique d'éducation nationale ambitieuse ? Les syndicats universitaires ont montré que la rentrée au niveau du secondaire et du primaire avait été défectueuse et qu'en tout cas il en était résulté, une fois encore, une surcharge des maîtres et des locaux. La même chose se produira au niveau du supérieur tant que les conclusions de la commission de démocratisation de l'enseignement n'auront pas été inscrites dans le budget de l'Education nationale et dans le projet de réforme de l'enseignement.

J. D.

(Copyright « L'Express ».)

MÉDECINE

Deux mois à l'hôpital

LE dimanche 5 août, vers 11 heures du matin, le jeune fils de M. Robert Catu était conduit à l'hôpital de Cannes (un véritable palais) avec une double fracture assez impressionnante : l'avant-bras replié presque à angle droit.

Personnel médical de garde : un interne. Après les formalités d'admission, verdict : *« On ne peut rien faire pour le moment, il faudra attendre demain, d'ailleurs il n'est pas possible de faire une radio avant lundi matin. »*

Il est superflu d'ajouter que Mme Catu, ne pouvant supporter l'idée de voir le petit blessé laissé à l'abandon pendant vingt-quatre heures, prit le parti de le faire sortir aussitôt — mais non sans peine — de l'hôpital pour le conduire dans une clinique privée.

Ce témoignage, nous l'avons extrait du courrier abondant — où se mêlent approbations et critiques — que nous a valu le terrible récit de M. Georges Mauco, secrétaire général du Haut Comité de la Population et de la Famille, sur un séjour de deux mois qu'il a fait à l'hôpital.

Nous regrettons de ne pouvoir publier toutes les lettres que nous avons reçues : elles occuperaient plusieurs pages du journal. Bornons-nous à dire qu'elles reflètent l'émotion considérable qu'a provoquée le récit de M. Mauco dans les milieux hospitaliers, chez les médecins, les étudiants, les infirmières et les malades.

Les éloges ont été — on ne s'en étonnera pas — formulés le plus souvent par d'anciens malades hospitalisés, les critiques par des directeurs d'hôpitaux, des médecins et des étudiants en médecine (la Fédération nationale des associations professionnelles des externes et anciens externes d'hôpitaux de France nous a fait parvenir, en particulier, de sévères observations).

Nous croyons répondre au vœu même de M. Mauco en ne faisant pas rebondir, ici, une polémique, mais en nous efforçant de faire une œuvre constructive. C'est pourquoi parmi les centaines de lettres qui nous sont parvenues nous en avons choisi deux qui contiennent des éléments qu'il importe de connaître.

L'une d'elles a pour auteur le docteur Leclainche, directeur général de l'Assistance publique, l'autre M. Bloch-Michel, médecin des hôpitaux.

Un scandale

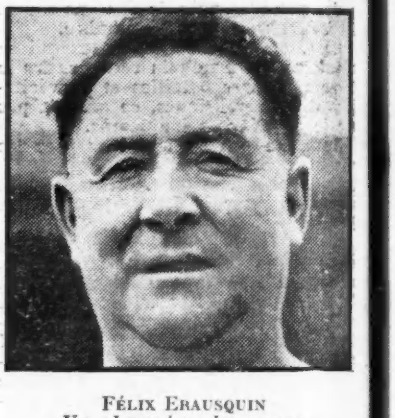
« Je ne crois pas, écrit le docteur Leclainche, *que le tableau si sombre de la condition du malade tel que le brosse M. Mauco corresponde à un séjour dans un hôpital parisien. Quoi qu'il en soit, je reconnais que la situation de certains de nos malades dans les services non encore modernisés de nos plus vieux hôpitaux et surtout de nos hospices n'est peut-être pas très éloignée de celle que nous décrit M. Mauco.*

Quelle est la cause de ce véritable scandale que votre journal a très courageusement dénoncé ? Elle se trouve dans le fait que M. Mauco a très judicieusement souligné, à savoir que « trop longtemps l'hôpital a été réservé aux pauvres, il en garde encore aujourd'hui des traces — l'inconfort, la malpropreté, la promiscuité » (...)

« La vaste opération qui consiste à transformer nos vieux hôpitaux pour indigents en maisons de santé pour tous est en cours. Dans tous les services nouveaux ou rénovés, les malades jouissent d'un confort au moins équivalent à celui que peuvent offrir les cliniques les plus réputées, pour un prix global notablement inférieur. Voilà ce qui attend, d'année en année, un nombre plus important de nos malades.

« Il convient d'ajouter que la réforme peut être très rapidement menée à bien. Il suffit d'investir les capitaux suffisants. Un plan de travaux dont le montant s'élève à plus de 50 milliards est d'ores et déjà établi pour achever la tâche entreprise à Paris. (...)

LA DUCHESSE DE WINDSOR
Vingt ans après



FÉLIX ERAUSQUIN
Un champion dangereux

Critiques injustes

Et voici le point de vue du docteur Bloch-Michel, médecin des hôpitaux :

« L'article de M. Mauco, qui dénonce beaucoup d'insuffisances réelles de nos services hospitaliers, contient cependant des critiques injustes et des contre-vérités. Je relèverai d'abord les plus flagrantes :

- *« Le boucher » dont parle M. Mauco ne peut avoir mérité ce surnom pour la façon dont il effectuait les biopsies, car les prélèvements de tissu ne sont jamais faits par des externes mais par des internes.*
- *Il est inexact que, pendant l'été, « tout le monde soit en vacances en même temps ». Chaque chef de service dispose d'un ou deux assistants et il est impensable que ceux-ci prennent leurs vacances en même temps que lui.*

« Beaucoup des incidents rapportés par M. Mauco ne peuvent être que très exceptionnels et il est probable qu'il a condensé les anecdotes de plusieurs années : les « erreurs de piqûres » sont rarissimes, comme sans doute les histoires de poux qui échappent à la désinfection.

- *Les critiques formulées contre le personnel me semblent particulièrement injustes. Il y a vingt-cinq ans que je vais à l'hôpital tous les matins et je peux témoigner du dévouement et de la compétence de l'ensemble du personnel hospitalier, en particulier des surveillantes. Les seules difficultés viennent de l'insuffisance numérique de*

ce personnel, dont les tâches (soins, piqûres, prélèvements pour examens, etc.) ont considérablement augmenté avec les progrès de la médecine. Aujourd'hui, dans beaucoup de services, les infirmières sont effectivement trop accaparées par les soins médicaux pour pouvoir assurer les services d'hygiène.

Les patrons « pointent »

« M. Mauco se plaint de ce que les « patrons » passent trop rarement dans les salles et sont trop souvent absents. Je veux d'abord lui signaler que les chefs de service « pointent » chaque jour, ou plutôt que le concierge relève leur heure de départ et d'arrivée. Les feuilles émargées par chaque intéressé sont communiquées à l'administration et au Syndicat des médecins des Hôpitaux. Cela dit, si le rôle du chef de service est avant tout de soigner ses malades, il n'est pas tenu de le faire toujours personnellement. Responsable de la bonne marche du service et de la qualité des soins qui y sont dispensés, il peut s'en remettre aux assistants qu'il s'est lui-même choisis pour

MADELEINE DANIÉLOU
Contre les préjugés

tous les soins ou toutes les décisions qui ne nécessitent pas son intervention personnelle. Il le doit même dans la mesure où il est indispensable qu'il se consacre en même temps à sa tâche d'enseignement et de recherche. On raconte qu'un inspecteur des Finances aurait proposé un jour de supprimer tous les crédits de recherche et d'abandonner tout le monde aux journaux américains. Je ne crois pas, pour ma part, ue ce soit la bonne méthode pour assurer le progrès de la médecine française.

« M. Mauco a cependant soulevé un certain nombre de problèmes très importants et qui réclament une solution urgente :

● *Celui, d'abord, des malades « chroniques » et des vieillards, dont le nombre augmente avec les progrès de la science médicale, et qui encombrent les services. Les « chroniques » sont des malades dont l'état ne peut être amélioré et qu'il est impossible de rendre à la vie normale (grands rhumatisants, hémiplégiques, etc.). Ce sont eux, le plus souvent, qui offrent les spectacles affligeants et créent les conditions psychoolgiques difficiles dont se plaint M. Mauco. Il serait urgent de créer de nouveaux « services de chroniques ». Il faut aussi multiplier le nombre des hospices, encore dramatiquement insuffisant (dans l'hospice de Brousse, dont j'ai été le médecin-chef, les demandes d'admission n'étaient prises en considération qu'à partir de 80 ans).*

Des secrétaires

● *Un second problème important soulevé par M. Mauco est celui de l'attente aux consultations. En ce qui concerne les consultations « de porte » (consultations de médecine générale), la solution n'est pas facile car elle exigerait une augmentation importante du personnel médical et du nombre des locaux d'examen. Mais pour les consultations spécialisées l'attente pourrait être facilement supprimée par l'organisation d'un bon secrétariat qui fixerait des rendez-vous précis. Malheureusement, les postes de secrétaires sont rares et si mal payés qu'il est souvent difficile de trouver pour les remplir des personnes réellement compétentes. Beaucoup de chefs de service n'ont même pas de secrétaires. Ceux qui en ont de bonnes les paient le plus souvent de leur poche. Mais si l'administration organisait un secrétariat dans chaque service, l'attente pourrait être supprimée pour la plupart des malades.*

● *Troisième problème : celui de l'organisation des loisirs forcés du malade — ce que les Anglo-Saxons appellent « occupational therapy ». Distraire le malade et lui procurer une activité qui peut être parfois prérééducative sont des impératifs essentiels. On ne s'en est malheureusement guère soucié jusqu'à présent. Quelques essais ont été tentés, notamment dans le service de rhumatologie d'un hôpital parisien, mais presque tout reste à faire dans ce domaine capital. »*

Ainsi beaucoup reste à faire... Nous espérons, en publiant le texte de M. Mauco et quelques-unes des remarques qu'il a suscitées, avoir aidé ceux dont la tâche est de donner aux médecins, comme aux malades, des hôpitaux dignes d'une grande nation.

JE, TU, IL...

● MME CHARLES DANIÉLOU, qui vient de mourir à Neuilly samedi dernier à l'âge de 77 ans, a consacré sa vie à lutter victorieusement contre les préjugés les plus fortement enracinés en matière d'éducation féminine.

Fondatrice des Collèges Sainte-Marie, aujourd'hui au nombre de quatre, où elle entreprit avec succès de démontrer que la formation des jeunes filles de la bourgeoisie et de la « bonne société » pouvait parfaitement dépasser le stade de la révérence et comporter de très fortes études : d'une Ecole normale d'enseignement supérieur, qui devint le réservoir de ses professeurs ; des « Ecoles Charles-Péguy », primaires, entièrement gratuites, et ouvertes dans les banlieues ouvrières, qui s'appliquent à respecter strictement la neutralité scolaire, Mme Charles Daniélou se trouve ainsi à l'origine du grand mouvement intellectuel et spirituel qui se développe dans la jeunesse féminine, à laquelle elle a su assigner, malgré les critiques des catholiques conservateurs, des objectifs sociaux et humains qui portent l'avenir. Elle avait été reçue première, en 1902, à l'Agrégation de Lettres.

● FÉLIX ERAUSQUIN, 49 ans, met en émoi les milieux sportifs en lançant le javelot à 83 m. 40 (record du monde : 83 m. 66). Ce n'est pas seulement en raison de son âge et de son exploit que ce sportif espagnol provoque des mouvements divers. Mais aussi parce qu'il lance le javelot comme un disque, c'est-à-dire après avoir effectué une double rotation. Son style tout à fait inédit sur les stades, il l'a découvert en imitant des paysans espagnols qui s'amusaient à lancer des bâtons aussi loin que possible. Disent les athlètes : ce n'est pas du lancer, mais un autre sport, c'est laid et c'est dangereux (si le « lanceur » lâche son javelot un quart de seconde trop tôt, celui-ci risque d'aller se ficher dans les tribunes).

● GRÉGORY HANCOCK HEMINGWAY, 24 ans, organisateur de chasses au Tanganyika et fils de l'écrivain, s'est rendu en Floride pour dire « bonjour aux armes » : il a été appelé à rejoindre l'armée américaine en qualité de deuxième classe. Pour regagner les Etats-Unis et payer son voyage, il lui a fallu vendre sa voiture et son fusil préféré. Interrogé sur ses ambitions littéraires, il a répondu : « Je n'ai jamais rédigé que des chèques sans provision ».

● E. 101 n'a que quelques mois, mais fait vingt additions ou soustractions à la seconde et réalise quatre multiplications ou divisions en même temps. Cette machine électronique, qui répond au surnom de « Bébé-Cerveau », achève en une heure un travail qui demanderait plus de deux cents heures à un ingénieur expérimenté. L'E. 101, d'un volume réduit, doit provoquer une révolution dans le monde de la cybernétique: elle constitue le chaînon qui manquait entre la simple machine à calculer et les cerveaux électroniques compliqués exigeant des manipulateurs spécialisés. Aussi, doit-elle permettre aux grosses industries auxquelles elle est destinée de se passer des services (100.000 francs l'heure) des grands cerveaux électroniques à qui elles devaient faire appel pour leurs « super-calculs ». Présentée à Paris, au Salon de l'Equipement de Bureau, l'E. 101 ira ensuite à Bruxelles, Londres, Zurich et Berlin.

● LE DUC ET LA DUCHESSE DE WINDSOR qui avaient toujours refusé de poser devant les caméras de la télévision, viennent d'accepter enfin d'être les vedettes d'une émission. En permettant à vingt millions d'Américains de pénétrer dans leur appartement new-yorkais, ils ont assuré le lancement des mémoires de la duchesse : « Le Cœur a ses raisons ».

Les grandes marques
d'articles en caoutchouc
TETINES RITA
THE SELECT
DIAMANT
LES BIBERONS
INCASSABLES
RITA-DIAMANT
Toute une fabrication d'articles d'hygiène impeccables
TOUTES PHARMACIES

Dofan *présente*

LE SAC DU MOIS

DOFAN *présente aux lectrices de « L'EXPRESS » un sac spécialement étudié pour elles.*

Il s'agit d'un modèle exclusif, fabriqué en nombre limité.

Il correspond parfaitement à ce que les femmes cherchent cette saison parce que :

Il est réalisé en DELDI - CALF, le nouveau cuir qui ressemble à du daim à poil long.

Il se fait en trois couleurs : alexandra, taupe et marron, qui sont les couleurs mode.

Il a une poignée écaille.

Ni trop grand, ni trop petit, il peut se porter toute la journée, au bureau comme pour sortir le soir.

...ET SURTOUT IL NE COUTE QUE 4.950 FRANCS

Vous pouvez le trouver chez :

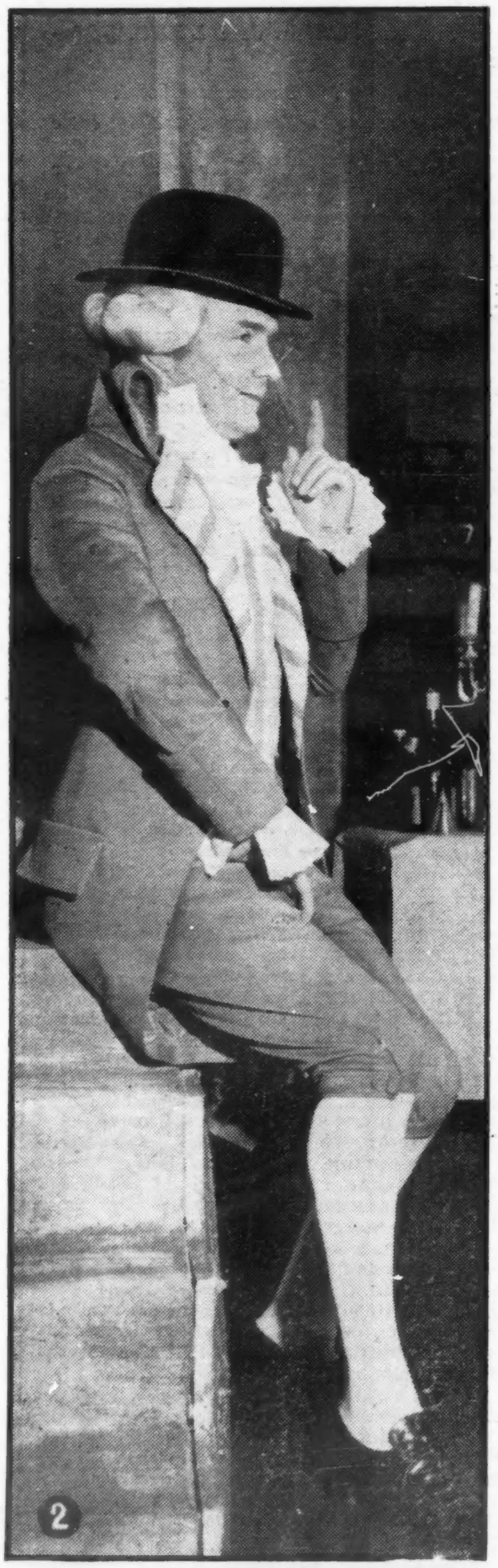
SEINE	PARIS	**ART DU CUIR**, 18, boulevard Saint-Michel
		BERNAL, 110, boulevard Sébastopol
		LEDERER, 5, boulevard de la Madeleine
		MAD'LIZIN, 1, rue Auber
ALLIER	MONTLUÇON	**THEVENIN**, 66, boulevard Courtais
AUBE	TROYES	**BREUILLE-LAFARGE**, 84, rue Emile-Zola
B.-DU-RHONE	MARSEILLE	**MAX**, 100, La Canebière
		PASCAL, 6, boulevard Dugommier
		PASCAL, 20, rue Francis-Davso
CALVADOS	CAEN	**AU DEPART**, 6, rue du Moulin
CHAR.-MARIT.	LA ROCHELLE	**AU TOURISTE**, 8 bis, rue Chaudrier
CHER	BOURGES	**NICOL'S**, 5, rue du Commerce
GARD	NIMES	**LE HALL DU VOYAGE**, 5, bd Amiral-Courbet
H.-GARONNE	TOULOUSE	**POMAREDE**, 75, rue Alsace-Lorraine
GIRONDE	BORDEAUX	**GASPARD**, 12, place Gambetta
		L'ANTILOPE, 3, rue Sainte-Catherine
HERAULT	BEZIERS	**DAUMAS**, 10, avenue Georges-Clemenceau
ILLE-ET-VIL.	RENNES	**BAGOT**, 4, rue Le Bastard
ISERE	GRENOBLE	**AU ROBINSON**, 17, place Grenette.
LOIRE	ST-ETIENNE	**PARTIR**, 5, rue du Chambon
LOIRE-INF.	ST-NAZAIRE	**PARALUX**, 30, avenue de la République
LOIRET	MONTARGIS	**LES DEUX SELLIERS**, 55, rue Dorée
	ORLEANS	**J. LEGRAND**, 63, boulevard Alexandre-Martin
MAINE-ET-L.	ANGERS	**SELECTION**, 3, place du Ralliement
MARNE	REIMS	**LAFARGE**, 17, rue Carnot
M.-ET-MOS.	NANCY	**AU CACHET**, 26, rue Saint-Jean
MOSELLE	METZ	**LAFARGE**, 7, rue du Petit-Paris
NORD	LILLE	**ELITE**, 2, place du Général-de-Gaulle
PUY-DE-DOME	CLERMONT-Fd	**H. BOHAT**, 11, rue du 11-Novembre
PYR.-ORIENT.	PERPIGNAN	**AU TOURISTE**, 3, rue Alsace-Lorraine
BAS-RHIN	STRASBOURG	**LE SAC MODERNE**, 6 a, place des Etudiants
		VOTRE SAC, 32, r. du Vx-Marché-aux-Poissons
HAUT-RHIN	MULHOUSE	**MAROQUINERIE MODERNE**, 47, r. Sauvage
RHONE	LYON	**ANNELOT**, 79, rue de l'Hôtel-de-Ville
SARTHE	LE MANS	**AU TOURISTE**, 14, rue Dumas
SAVOIE	CHAMBERY	**AU DEPART**, 2, rue Favre
H.-SAVOIE	ANNECY	**BALLORAIN**, 11, rue Vaugelas
	ANNEMASSE	**AU TOURISTE**, 24, avenue de la Gare
SEINE-MARIT.	LE HAVRE	**LAFARGE**, 62, place de l'Hôtel-de-Ville
SEINE-ET-O.	ST-GERMAIN	**VAN GERMEZ**, 16, rue de Paris
SOMME	AMIENS	**LAFARGE**, 1, rue Gambetta.
VAUCLUSE	AVIGNON	**ROSSI**, 18, rue de la République

POUR la première fois depuis le début de la saison théâtrale une pièce a fait scandale : c'est *Pauvre Bitos,* de Jean Anouilh, où l'auteur d'*Antigone* se livre à une critique féroce de la Révolution française et aussi de la Libération. Robert Kanters vous dit, en page 26, ce qu'il pense des qualités dramatiques de cette pièce dont chaque soir la représentation est entrecoupée par les protestations d'un certain nombre de spectateurs. Pourquoi ? Quelques échanges de répliques suffisent à indiquer le ton de la pièce. Vous en jugerez vous-mêmes.

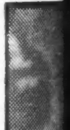
1

1 Quelques années après la guerre, de je[unes] bereaux de province décident de ridi[culiser] substitut nommé à la Libération, Bitos, [l'un] de leurs anciens condisciples chez les Pères, [fils] de la blanchisseuse du collège, qui rempor[tait] les prix et qu'ils détestaient. On organise [un dîner] de têtes où chacun devra jouer le rôle d'un [révolu]tionnaire de 93. Bitos, l'implacable, sera n[aturelle]ment Robespierre. Parmi les invités, Brassac fait l'apologie des « vendus » :

...OU LE DINE


2

3


4

2 3 Vite les conjurés passent à l'attaque et accablent Bitos sous prétexte de s'en prendre à Robespierre. Julien-Danton, la bouche pleine, lui crie de l'autre bout de la table :

— *Moi, j'aimais manger, j'aimais l'amour, j'aimais la vie. Et c'est pour ça que tu m'as fait tuer, Tartufe ! Tu nous as tous tués parce que tu ne savais pas vivre. Ils nous auront coûté cher, tes complexes !*

Vulturne-Mirabeau, à son tour, vante les mérites des pourris et des voleurs :

— *En politique, la France a eu plusieurs fois l'occasion de constater qu'ils étaient moins dangereux que la vertu. C'est un fait, les voleurs tuent moins. Et si on doit choisir...*

Oui, ce que je dis est ignoble, la réalité est presque toujours ignoble. Au moins puis-je choisir, si j'ai le choix, la forme d'ignominie qui me coûte le moins cher .D'ailleurs les vraies résolutions sont lentes et elles ne sont jamais sanglantes. Le sang, c'est toujours pour payer la tête des hommes comme nous, pressés de jouer leur petit rôle.

Bitos ricane :

— *Par cabotinage, n'est-ce pas ? Pour se faire applaudir comme des acteurs. N'avez-vous pas remarqué qu'ils sont toujours prêts à mourir eux-mêmes et à rester pauvres ?*

— *Si, mais j'ai remarqué que les acteurs exécrables l'étaient aussi. Tout Pont-aux-Dames se ferait tuer pour son art. Ce n'est pas ce qui leur donne du talent !*

... Les rois ont massacré, eux aussi depuis l'aube du monde et autant que vous, c'est vrai. Ils avaient du moins le courage de dire que c'était pour le bien de leurs affaires ou pour leur bon plaisir. On savait à quoi s'en tenir. Louis XI n'employait pas de grands mots, il ne se donnait pas le beau rôle. Il restera éternellement dans les livres d'histoire un personnage antipathique, avec ses amulettes ridicules à son chapeau, un pied sur la cage du cardinal de La Balue. Vous et vos pareils, en faisant la même besogne, vous y avez posé la main sur le cœur. C'est en cela que je vous trouve répugnants.

Bitos, à ces mots, veut s'en aller. On le retient. Amanda-Mme Tallien s'interpose. Maxime, brutalement, pousse Amanda vers Bitos :

— *Les femmes ont toujours pitié des blessures qu'elles n'ont pas faites elles-mêmes. Allons, puisque tu as pitié de lui, embrasse-le !... Tu ne vois donc pas comment il te regarde depuis tout à l'heure ? Ça sent bon, hein, petit curé, les femmes riches ?*

4 Fau[...] farc[...]

— N[...] *n'y avons[...] tout. Les [...] cats. Che[...] le faut. E[...] on pour r[...] le fait, av[...] mais on [...] en France[...]*

LA MARCHE DES IDÉES 19 OCT. 56

- **L'AFFAIRE DU CONGRÈS DE LYON**
  Pour comprendre le Congrès Radical, les débats tels qu'ils se sont déroulés **(pp. 13-14-15-16-17).**
- **LES VISAGES DE L'ADVERSAIRE**
  Pour connaître ceux contre lesquels nous nous battons en Algérie, des photos inédites **(pp. 18-19).**
- **A POZNAN, LA DÉFENSE ACCUSE**
  Pour sauver son client, un avocat attaque le régime. En exclusivité, le texte de sa plaidoirie **(p. 20).**
- **PREMIER DIALOGUE A VENISE**
  Pour retrouver un langage commun, Merleau-Ponty, Sartre, Silone et les écrivains de l'Est se sont rencontrés. Leur conversation n'avait pas encore été publiée **(pp. 21-22-23-24).**

L'AFFAIRE DU CONGRES DE LYON

C'EST sur trois petits mots, lancés d'une voix sourde dans le micro par M. Edouard Herriot, qu'est tombé dimanche matin le rideau sur le 52e Congrès national du parti radical qui siégeait depuis quatre jours à la Bourse du Travail de Lyon.

Après les dialogues parfois dramatiques, les discours passionnés, les longues et vives manifestations de la salle qui, crescendo, avaient émaillé ces quatre jours de débats fiévreux, le paroxysme venait d'être atteint. Debout, les 2.500 délégués acclamaient Pierre Mendès France, soulignant de violents applaudissements l'appel qu'il adressait au président Herriot pour qu'il demeure à la tête du parti, qu'il maintienne l'unité menacée. A la tribune, le vieux leader assis, visiblement ému, écoutait le congrès scander son nom. Autour de lui, et de Mendès France, les dirigeants radicaux s'étaient dressés, attentifs.

D'un geste vif, on vit soudain M. Herriot rapprocher de lui le micro posé sur le bureau présidentiel. Et les trois petits mots retentirent : « Laissez-moi faire. »

Cette fois, le congrès était fini. Une nouvelle étape de l'histoire du radicalisme en France, cette histoire si intimement mêlée à celle de la République, commençait.

Voici comment s'était déroulé ce congrès.

La première journée avait été consacrée en grande partie à l'évocation du cas symbolique d'un absent : M. Edgar Faure. C'est de lui qu'il était question, bien que son nom n'y fût pratiquement pas prononcé, à la conférence des présidents et secrétaires généraux de fédérations, qui, le matin du jeudi 11 octobre, précédait la séance inaugurale. De lui encore, qu'on devait parler — en le nommant cette fois — tout au long de cette première séance qui devait sanctionner sor exclusion définitive par un scrutin sans ambiguïté : 924 voix contre 333.

Puis on en était venu au cas Faure, rapporté par M. Naudet, député de la Seine, qui avait été suivi à la tribune par un ancien militant — « J'ai vingt ans de parti », devait-il préciser — dont le langage vif et clair avait, pour la première fois, secoué l'assistance :

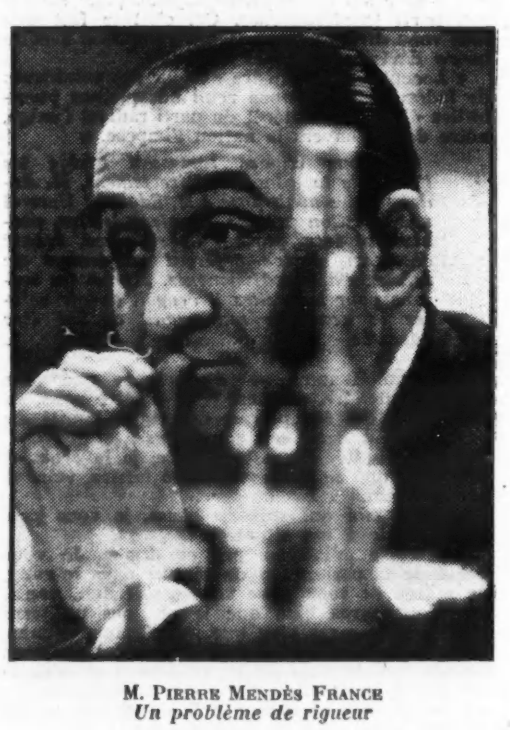
M. BOUDON. — « Délégué d'une fédération populaire du 6e secteur de la Seine, qui a quintuplé ses effectifs en un an (*applaudissements*), je viens vous dire que des milliers de Français sont tournés vers nous, prêts à nous rejoindre. S'ils devaient revoir le président Edgar Faure parmi nous, ils se détourneraient et ceux qui nous ont rejoints quitteraient dans le désespoir le parti radical, absolument, définitivement. »

Avec le professeur Lacharrière, le ton s'était élevé :

M. LACHARRIÈRE. — « Il n'y a qu'un problème pour ce congrès : c'est celui de la rigueur.

« Rigueur à l'égard de ceux qui ont été exclus pour avoir manqué à la discipline et à l'idéal du parti.

« Rigueur, bien entendu, à l'égard de cette tentative ridicule pour restaurer l'immobilisme à la tête de notre parti par une direction collégiale où un certain nombre de personnalités viendraient se neutraliser mutuellement (*applaudissements prolongés*).



M. PIERRE MENDÈS FRANCE
Un problème de rigueur

« Rigueur aussi, parce que tout est lié, dans l'exécution de la plate-forme et dans notre position à l'égard du gouvernement. »

Puis vint le tour d'un jeune. C'était l'un des aspects les plus frappants de cette salle que la jeunesse de bon nombre de délégués. Leur enthousiasme mêlait parfois trop d'ardeur bruyante aux réactions du congrès. Mais, avec eux, c'était l'avenir, c'était la salubre franchise qui s'exprimaient sans détours. L'un des leurs était à la tribune :

MICHEL SOULIER. — « Je viens présenter ici un appel de l'Association des Etudiants radicaux du département du Rhône. Nous avons adhéré au parti parce qu'il a soulevé un immense espoir, parce qu'il a rompu avec cette politique de compromission des dix dernières années (*applaudissements*). Je ne quémande pas les applaudissements, j'aimerais mieux que vous m'écoutiez en silence.

« Aujourd'hui, ce parti est rénové : on a fauché les mauvaises herbes. Si vous ne voulez pas que nous, jeunes, nous donnions notre démission en masse, si vous ne voulez pas que nous retournions à ce chaos, à ce déchirement de l'opinion, que nous perdions tout espoir, donnez-nous encore des raisons d'espérer et faites-nous confiance. Nous vous amènerons tous les jours des jeunes plus nombreux. »

Ainsi, dès le soir de la première journée, les questions d'hommes et de discipline étaient réglées, sans appel. La journée de vendredi allait être consacrée au débat sur la direction collégiale que la minorité proposait de substituer, à la tête du parti, à l'autorité de Pierre Mendès France. En fait, derrière cette exigence apparemment formelle, c'est toute la controverse sur l'orientation du radicalisme qui se trouvait ouverte.

André Morice : « J'ai dit un jour à Pierre Mendès France... »

Il était un peu plus de 15 heures lorsque s'ouvrit la discussion qui devait être dominée par le dialogue des porte-parole de la minorité, M. Tony Révillon, député de l'Ain, et surtout l'ancien ministre André Morice, député de la Loire-Inférieure, avec Pierre Mendès France.

M. ANDRÉ MORICE. — « Je ne suis pas d'accord avec ce que l'on nous a dit hier en nous demandant d'en terminer au plus vite avec ces débats internes pour arriver, a-t-on dit, aux choses sérieuses. Les choses sérieuses sont là.

« Pourquoi sommes-nous en désaccord avec la conduite actuelle de la politique de notre parti? Première raison profonde, parce qu'aux yeux de

beaucoup, notre parti n'apparait plus comme le garant de la grandeur française (*protestations prolongées*) parce que de graves équivoques sont nées, qu'il faut dissiper.

« La seconde raison de notre attitude est parce que, dans son propre fonctionnement, le parti radical ne fonctionne plus comme un parti démocratique (*Cris : Hou ! Hou !*). D'abord, il ne joue pas son rôle normal sur l'échiquier politique et dans son fonctionnement interne il a des pratiques totalitaires.

« Puis, nous avons critiqué l'attitude de Pierre Mendès France au gouvernement. Nous avons souffert de l'opposition publique faite par lui à Lacoste, à Champeix, à Guy Mollet, sur ce problème essentiel de l'Algérie (*protestations*).

« J'ai dit un jour à Pierre Mendès France : vous avez un talent que personne ne discute, mais, dans certains de vos discours, vous procédez comme par envoûtement (*rires*). Sur certains de vos discours, lui ai-je dit, honnêtement je ne puis que me dire d'accord. Hélas ! l'accord ne porte que sur les mots, mais non sur leur traduction en actes !

« Quelles sont les principales raisons de notre attitude ?

« D'abord, l'action, que nous considérons comme néfaste, d'un journal qui s'appelle *L'Express* (*vives protestations, quelques applaudissements*).

« On nous dira : le président Mendès France n'est pas *L'Express*, *L'Express* n'est pas le président (*protestations*).

« Je dis, qu'on le veuille ou non, que c'est l'organe de ce que l'on a appelé le mendésisme et c'est là où Mendès France fait connaître sa pensée. Dans l'esprit public, les deux choses sont étroitement liées et la récente publication du plan sur l'Algérie par le président Mendès France a été une confirmation de cette opinion.

« Et là, je veux dire aussi, pour bien souligner que notre souci essentiel réside dans ce problème de l'Algérie, que nous n'avons pas été d'accord non plus avec ce plan publié de réformes.

« Ai-je besoin de vous dire que nous sommes également, comme vous l'êtes, convaincus de la nécessité de réformes profondes.

« Mais le plan, tel qu'il était présenté, établissait un état d'esprit tel que, dès la mise en route de son application, la partie eût été irrémédiablement perdue. Tous les points visaient à l'expropriation morale, matérielle, administrative des Français et impliquent contre eux un blâme assorti de sanctions (*protestations, quelques applaudissements*).

« Tout ceci crée un état d'esprit général qui a été le nôtre. Tout cela, c'est la méconnaissance profonde d'un facteur essentiel déterminant : le facteur psychologique. On oublie trop que la France est en guerre et lorsqu'on nous dit (*applaudissements et mouvements divers*) que ce sont là des approches différentes de grands problèmes, je dis : allez donc demander à Clemenceau, à celui de 1917, ce qu'il en penserait ! (*Mouvements divers, sifflets.*) Seule doit apparaître la volonté de la nation de vaincre ses ennemis et le parti radical, à cette heure décisive, n'a pas donné l'impression de jouer le rôle qui est le sien. Et ce, à une heure où le parti socialiste et son chef, M. Guy Mollet (*mouvements divers*) donnent le magnifique exemple d'un devoir national accompli avec cœur (*huées dans la salle, cris : « Morice, vous vous êtes trompé de congrès. »*)

« On n'est pas radical à 20 ou à 18 ans, on le devient quand... »

« Je reste attaché — vous m'en excuserez — à cette formule : On n'est pas radical à 20 ans ou à 18 ans : on le devient lorsqu'on a étudié l'histoire de la République (*brouhaha, vives protestations*). Le pire danger pour la jeunesse, c'est de s'en servir sans souci de son intérêt véritable.

« J'en viens maintenant, mes chers collègues, à ma conclusion. Est-ce le procès d'un homme que nous sommes à faire ? Je dis non (*cris : oui, oui !*) Nous poussons aujourd'hui un cri d'angoisse pour sauver un parti et pour rendre ses assises à la démocratie (*mouvements divers*).

« Le procès que nous faisons est un procès de méthode, de tournure d'esprit, d'un jeu que nous considérons comme des plus dangereux. Nous sommes coupés sur ces méthodes, sur un comportement humain. Et nous sommes dressés contre un esprit monolithique, contre un esprit totalitaire qui n'est pas le nôtre (*protestations*).

« Le parti radical est autre chose que la petite formation de combat qu'on veut faire.

« Le parti radical est une synthèse des diverses opinions, et nous pensons qu'il faut que son bureau soit à cette image, d'où la proposition qui a été présentée tout à l'heure par notre collègue Tony Révillon (*protestations*).

« Nous accepterions avec joie de confier au président Herriot la mission délicate, mais qui serait efficace, de choisir lui-même des vice-présidents dont il soumettrait la ratification au congrès (*protestations*).

« Nous pensons que c'est la seule voie qui nous permette de sauver notre parti, de refaire notre unité dans l'esprit démocratique.

M. André Morice a la tribune
Une voix dans la salle : « Vous vous êtes trompé de congrès ! »

« Et je voudrais maintenant, s'il me le permet, m'adresser à Pierre Mendès France (*murmures, bruits divers*).

« Il n'est pas un homme, si valable soit-il, qui puisse, s'il est démocrate, refuser un sacrifice, même s'il lui apparaît injuste, pour sauver son parti (*protestations*). Or, c'est le fait que seul vous dirigiez le parti qui l'empêche à cette heure décisive de jouer son rôle.

« Acceptez donc l'ordre du jour des présidents de fédérations qui nous rend nos pleines possibilités d'action. L'intérêt du parti radical l'exige, notre devoir envers la nation l'impose. »

Ce long exposé ramassait toutes les thèses de la minorité. Directement, M. André Morice avait posé à M. Edouard Herriot une question précise. Le vieux leader, visiblement ému, parlant de sa place, écouté dans un silence déférent entrecoupé de rafales d'applaudissements, exposa les raisons pour lesquelles il croyait devoir refuser la demande qui venait de lui être adressée.

Edouard Herriot. — « Après ce que vous venez d'entendre, quel est celui d'entre vous, en bonne foi, qui accepterait de refaire l'unité du parti radical dans ces conditions ?

« Cette unité, elle est possible, je le crois, à condition que ce soit vous qui la fassiez, vous et non pas moi.

« Pour moi qui suis en cause, je vous prie de réfléchir à ma situation.

(...) « Ne m'infligez pas ce drame. Je vous demande la permission de rentrer dans le rang, au milieu de vous, avec vous (*cris : non, non !*)

« Vous savez bien que je ne vous quitterai jamais, vous savez bien que jusqu'à mon dernier souffle, je resterai ce radical que j'ai toujours été, ce radical impénitent, ce radical si souvent attaqué — mais attaqué par des adversaires qui ne veulent pas s'exposer à la déception de ses propres amis.

« Cherchez-vous un président. Je l'aiderai de mon mieux. J'ai toujours aidé Mendès France de mon mieux. » (*Vifs applaudissements.*)

Après ce refus, il appartenait à Pierre Mendès France de répondre au nom de la direction du parti, aux démonstrations de MM. Tony Révillon et André Morice.

Pierre Mendès France. — « Je suis sûr d'exprimer ici, au moins pour quelques instants, le sentiment de l'unanimité du parti (*vifs applaudissements*) lorsque je demande au président Herriot de rester à notre tête, non seulement comme le symbole du radicalisme, mais comme le garant le plus sûr de sa force et de son unité profonde. C'est au nom du parti radical, président, que je vous le demande (*applaudissements*).

« Vous avez toutefois, peut-être, été un peu trop impressionné par ce que certains ont dit ici, lorsqu'ils ont parlé de « la crise du parti, de sa faiblesse ». Non, président, nous vous présentons un parti prospère, fort, vigoureux.

Mendès France : « J'ai été longtemps dans la minorité... »

« Quelqu'un a osé parler cet après-midi du « grave échec que nous aurions subi aux dernières élections ». A-t-il lu les chiffres ? Nous avons gagné un million de voix à travers la France (*applaudissements*). Et où les avons-nous gagnées ? Écoutez bien cela : Dans 26 départements français, nos gains ont été les plus forts. Ce sont les 26 départements les plus jeunes, les plus dynamiques, ceux qui, au point de vue économique, sont en voie d'expansion, ceux où se refait la chair de notre pays après tant de souffrances, après qu'il ait subi ce que nous avons connu. C'est précisément dans ces régions de notre pays et dans les jeunes générations, c'est là où la France se reconstruit, se redresse ; c'est là que le parti radical a connu ses plus beaux succès voici six mois (*vifs applaudissements*), et nous avons le droit de nous étonner que l'on parle d'une crise grave que nous traverserions. Nous sommes le seul parti français dont les effectifs ont augmenté ces deux dernières années, dont les effectifs continuent à augmenter semaine après semaine (*vifs applaudissements*).

« Alors, où est-elle cette crise ? Serait-elle à l'intérieur ? On a parlé, tout à l'heure, de mœurs totalitaires, de dictature. On a prétendu que par moments, la minorité aurait été étouffée et, tout modestement, l'un de nos collègues est venu demander à cette tribune, comme il l'a dit, une petite place au soleil (*sourires*). Avons-nous jamais refusé, à qui que ce soit, la large place de liberté qui est due à tous ceux qui, dans notre parti, ont le droit de parler parce que ce sont des citoyens libres de leur pensée et de leur comportement politique.

« L'année dernière, au mois de novembre, nous avons élu un bureau. Avons-nous été sectaires ?

MM. Edouard Herriot, Edouard Daladier et Pierre Mendès France a la tribune, écoutent M. André Morice
« Que M. Tixier-Vignancour s'exprime ainsi, ça ne nous étonne pas. »

Tendancieux ? Nous y avons fait volontairement une place à ceux qui se disent aujourd'hui la minorité brimée. Tony Révillon, que vous avez entendu tout à l'heure, nous l'avons élu. Il a été membre du bureau. Gaborit, qui a signé, lui aussi, cette demande de direction collégiale pour avoir cette petite place au soleil, Gaborit l'a eue sa place au soleil. Il a été membre du bureau (*applaudissements prolongés*).

« Il a été membre du bureau. Je conviens qu'il n'est jamais venu à nos réunions ; c'était son droit (*applaudissements*). Mais nous ne nous sommes jamais opposés à ce que lui et ses amis jouent leur rôle dans le parti.

« Il y a eu des élections. Il y a eu les investitures. Ces investitures, les avons-nous données avec sectarisme ? Dans un esprit de tendance ? Voulez-vous que je vous dise toute ma pensée ? Peut-être, à ce moment-là, avons-nous été un peu trop libéraux (*vifs applaudissements*).

« Et puis, on a constitué un nouveau gouvernement. M. Guy Mollet m'a demandé à l'aider à désigner des ministres radicaux. Ont-ils été choisis dans une tendance, avec un esprit de brimade ou de représailles ?

« Alors, où est-elle la dictature ? Quand avons-nous étouffé la minorité ? Quand avons-nous interdit à des collègues, à des militants, à des présidents de fédérations, à des députés ou à des sénateurs, de jouer totalement leur rôle dans le parti ?

« Vous dites qu'il y a une division. Cette division, qui l'a faite ? Eh bien ! c'est vous, Morice, et un certain nombre d'autres (*applaudissements*).

« Il m'est arrivé longtemps d'être, dans le parti radical, dans la minorité (*applaudissements*). Je montais à la tribune de nos comités exécutifs ou de nos congrès, je défendais mon point de vue. On ne me suivait pas toujours, on ne m'approuvait pas toujours, mais j'ai toujours eu la liberté de m'exprimer, exactement comme André Morice et ses amis ont toujours pu le faire sans difficulté.

« Pourquoi ne venaient-ils pas dans nos comités exécutifs pour dire leur opinion ? Et pourquoi, lorsque nos comités exécutifs s'étaient réunis, avaient voté sur certaines affaires graves, comme celle de l'Algérie, des motions et des textes — généralement — à l'unanimité, pourquoi fallait-il que dans les jours suivants, des déclarations, des manifestes, des articles de journaux viennent jeter la suspicion, le doute sur l'attitude du parti, de ses militants et de ses chefs ?

« Ces attaques sont celles-là mêmes que chaque jour nous relevons dans la presse d'extrême droite.

« Que M. Tixier-Vignancour s'exprime ainsi, ça ne nous étonne pas (*applaudissements*). Mais qu'il puisse invoquer votre témoignage, qu'il puisse trouver votre caution pour ses diffamations, pour des attaques adressées à des hommes du parti républicain, je vous pose la question : trouvez-vous cela normal ?

« Et quand vous avez fait cela, êtes-vous fondés à parler ensuite de l'unité du parti et à gémir sur ce que vous appelez sa division ? (*Applaudissements.*)

« Vous avez le droit d'avoir changé d'avis ; nous d'être restés fidèles ! »

« Qui a fait éclater les incidents ? Qui s'est opposé à l'immense majorité du parti ? A ses militants comme à ses élus ? Qui a alimenté ces campagnes de haine comme celles que nous avons vues se déchaîner contre certains d'entre nous, voici quelques mois, ces campagnes de haine que les hommes politiques doivent savoir subir et qui, dans le passé, si souvent, hélas ! se sont déchaînées contre les chefs des partis républicains ?

« Aujourd'hui, nous avons entendu les mêmes échos, les mêmes attaques, atténuées j'en conviens — le climat de la salle vous y incitait sans doute (*rires*) — les mêmes attaques dirigées jusque contre des amis qui (et pour quelles raisons !) ne sont pas là pour se défendre.

« Etait-il décent de choisir ce jour-là pour attaquer *L'Express* et Jean-Jacques Servan-Schreiber (*applaudissements*) qui, aujourd'hui, comme d'autres parmi nous, est au premier rang du risque, du sacrifice et du combat ?

« Vous avez parlé de la politique algérienne, et c'est la seule chose importante qui me reste à dire.

« L'année dernière, le parti radical dans son congrès de novembre, a voté une plate-forme ; il a défini une politique algérienne.

« Ceux qui ont adopté cette plate-forme approuvée, vous vous en souvenez, à l'unanimité, si les événements leur paraissent le justifier, ont le droit d'avoir changé d'avis.

« Je vais très loin : quand il s'agit de choses aussi graves, quand l'enjeu est de cette taille, un homme politique a le droit de monter à la tribune et de dire : J'ai cru que l'on pourrait faire en Algérie telle ou telle politique l'année dernière, et c'est ainsi que je me suis exprimé devant les électeurs. J'ai bien réfléchi, je me suis renseigné, je me suis trompé, c'est une autre politique qu'il faut faire.

« Il y a de l'honneur et de la probité pour un homme politique à s'exprimer ainsi s'il le pense !

« Mais si vous avez le droit d'avoir changé d'avis, nous avons le droit, nous, d'être restés fidèles (*applaudissements*) et il serait étrange que le procès soit fait non pas à ceux qui ont changé d'avis — et, je le répète, je l'admets — mais à ceux qui, aujourd'hui, sont dans la position même où ils étaient voici un an ; ceux qui déjà mettaient en garde l'opinion publique, le pays, le parlement, le gouvernement de l'époque, contre une politique qui ne pouvait que nous éloigner de plus en plus les uns des autres en Algérie, qu'opposer de plus en plus deux populations qui doivent coexister, qui doivent vivre ensemble, qui doivent se réconcilier demain !

« Voilà la politique que nous avons définie, nous y restons fidèles aujourd'hui.

« Le bureau du parti, angoissé comme nous tous par le problème algérien et désireux d'avoir le contact le plus complet, le plus confiant, avec ceux de nos amis qui vivent là-bas, sur cette terre ensanglantée, a voulu qu'à l'occasion de ce congrès, une confrontation complète et loyale ait lieu entre les représentants du bureau d'une part, et les représentants des fédérations des trois départements algériens d'autre part.

« Nous avons obtenu ce résultat magnifique de nous mettre d'accord tous sur un texte qui a été élaboré loyalement, franchement ; et au moment où les malentendus sont dissipés, au moment où l'accord complet se révèle entre nos amis de l'Algérie et nous-mêmes, pour promouvoir une politique de réconciliation et de rapprochement, pour revenir sur des erreurs qui, hélas ! ont tant fait souffrir le pays — comment avez-vous osé dire à cette tribune que vous ne vous associeriez pas à la motion d'union, à la motion de rapprochement que le parti radical tout entier devrait accueillir avec enthousiasme ? (*Applaudissements.*)

« Comment avez-vous osé ?

« Dans un parti démocratique, il y a une loi, c'est la loi de la majorité.

« La majorité ne doit pas brimer la minorité ; la majorité ne doit pas interdire à la minorité de s'exprimer. La majorité ne doit rien faire qui puisse empêcher la minorité de convaincre, d'expliquer, et peut-être de conquérir, et de devenir elle-même, plus tard, la majorité. Voilà notre rôle. (*Applaudissements.*)

« Réciproquement, la minorité doit faire son devoir de propagande, de persuasion ; elle ne

→

Nous devons ensemble tenir nos

→

doit jamais saboter, elle ne doit jamais paralyser, elle ne doit jamais diffamer les hommes de la majorité avec lesquels elle est associée. (*Applaudissements.*)

« Ce que vous avez appelé d'un mot flatteur la « direction collégiale », c'est en réalité la restauration du vieux système des équilibres, des compensations, des échanges de bons procédés. Eh bien ! non ! Ce n'est pas possible, c'est contraire à la loi de la démocratie, c'est contraire à la volonté de ces innombrables républicains de tous âges et de toutes convictions qui, à travers la France, reprennent espoir parce que nous représentons — ils le savent maintenant — une chance pour le pays.

« Pour que nous gardions leur confiance et pour que nous justifiions leur espoir, dans une heure où tous les regards se tournent vers nous, vers cette salle, ce congrès doit être celui du désintéressement, de la droiture politique, du civisme et de la fidélité au devoir républicain. » (*Applaudissements. Le congrès et la tribune, debout, acclament l'orateur.*)

M. Léon Hovnanian, député de Seine-et-Oise, monte à la tribune. Il vient dire, au nom de la fédération de son département, qu'il est prêt à retirer la motion qu'il a déposée et qui réclame le départ des ministres radicaux. Il déclare :

M. Hovnanian : « Combien de temps encore nous faudra-t-il attendre ? »

LÉON HOVNANIAN. — « Vous nous avez dit, président, que nous ne pouvions pas rompre avec le parti socialiste ; vous nous avez dit que toute la base de notre politique était faite sur l'action conjointe du parti socialiste et du parti radical. D'accord. Mais vous avez fait un appel solennel en démissionnant ; vous avez fait un nouvel appel solennel au lendemain de la motion du Congrès de Lille. Jusqu'à ce jour, nous ne pouvons pas dire que les dirigeants socialistes et que le gouvernement ont infléchi leur politique dans le sens que nous souhaitons (*applaudissements*).

« Alors, comme nous vous faisons confiance, nous vous suivons encore, mais dites-nous, dites-nous combien de temps encore vous accepterez de faire uniquement des appels (*applaudissements*).

Après le dialogue, parfois dramatique, mais net, qui avait ainsi marqué la seconde journée du congrès, la motion André Morice proposant la direction collégiale était écartée, les délégués adoptant par 1.006 voix contre 426 (vote à bulletins secrets) un texte de A. Milani, président de la Fédération des Bouches-du-Rhône, qui demandait au président Herriot de rester à la tête du parti, renouvelait leur confiance à Pierre Mendès France et condamnait sévèrement les agissements fractionnels de la minorité.

Battus, les minoritaires délibéraient dans la fièvre toute la soirée. A leur quartier général, le restaurant Naudron — un des hauts lieux de la cuisine lyonnaise — MM. Queuille, André Morice, André Marie, entourés d'une dizaine de députés, échangeaient, entre le saucisson chaud et le poulet gros sel, des propos optimistes. « Nous serons quarante », *assurait M. Morice qui interrogeait, un peu inquiet, M. Queuille :* « Vous êtes avec nous, bien sûr, président ? » *M. Queuille, l'œil bleu lavande, hésitait :* « Il faut que je consulte ma fédération... »

A l'heure où les effluves du saint-marcellin au vin blanc envahissaient la salle du restaurant, une rumeur s'élevait : « Les Algériens arrivent ! » *On attendait ces délégués des trois fédérations radicales d'Algérie qui discutaient depuis trois jours, pied à pied, avec Pierre Mendès France, la rédaction de la motion algérienne. Las ! Le Grouchy de ce Waterloo était M. Borgeaud.*

Il était plus d'une heure du matin quand, la scission décidée, chacun s'en fut. Il restait un dernier combat à livrer : le débat sur l'Algérie qui allait occuper la troisième journée des délibérations.

Tout au long de ce débat, comme au cours des deux premières journées, les interventions des minoritaires allaient constamment ramener la discussion au niveau des questions d'hommes, des petites querelles — ces querelles que M. Herriot lui-même avait qualifiées la veille de « subalternes ». C'est en vain que Pierre Mendès France et plusieurs des dirigeants s'efforçaient de conduire le congrès vers les vrais problèmes, vers le vrai travail du congrès : l'examen des problèmes politiques de fond, la définition des objectifs radicaux. En vain que, dans les commissions (notamment la commission de politique générale sous la présidence de Maroselli), des discussions d'un niveau élevé et de caractère constructif s'instauraient sur l'Euratom, sur le projet Billères de réforme de l'enseignement, sur Suez, sur l'Algérie, sur la participation au gouvernement. Inlassablement, les orateurs de la minorité soulevaient des incidents, amenaient les dirigeants mis en cause à d'indispensables mises au point, multipliaient les diversions.

Mendès France : « Un seul moyen, rétablir la confiance... »

Pierre Mendès France présentait enfin la motion de politique générale ; il en vient à l'examen de la politique algérienne et dresse la liste « des déconvenues et des sujets d'angoisse » éprouvés par l'opinion. Il poursuit :

« La France, ce pays qui s'interroge, attend maintenant que la situation soit intelligemment exploitée par le gouvernement. Si la bonne foi de la France était manifestée clairement par quelques mesures, après lesquelles on ne pourrait plus se méprendre sur sa volonté, par quelques mesures spectaculaires, très nettes, très claires, très déterminantes, alors tout serait possible.

« Je suis persuadé que la trêve des combats pourrait alors être obtenue. Il est inutile, bien sûr, de faire quelques nouveaux appels pour demander aux rebelles de déposer les armes, si nous ne démontrons pas clairement d'une manière décisive notre bonne foi et notre bonne volonté à l'égard de cette population musulmane envers laquelle il a été si souvent manqué de parole. On ne peut pas s'abriter indéfiniment derrière de faux préalables. Il y a un certain nombre de mois, quelqu'un disait — pas chez nous — la répression d'abord, le rétablissement de l'ordre, plus tard on verra pour les réformes.

« Aujourd'hui, certains ont inventé un nouveau préalable qui serait le préalable égyptien, et demain je ne doute pas que l'ingéniosité leur permette de trouver des préalables nouveaux.

« Si nous nous efforçons courageusement de démontrer notre loyauté et de mettre nos actes, enfin, en accord avec ce que nous avons enseigné, avec cette idéologie d'égalité, de liberté, qui fait la grandeur de la France, alors tout sera possible sans que nous ayons besoin d'inventer des préalables supplémentaires. Il sera possible alors de confronter tous les intéressés européens et musulmans d'Algérie sous l'arbitrage de la France, pour élaborer le statut d'un pays qui pourrait être le pilier le plus solide de l'Union Française de demain.

« Cela, c'est notre devoir dans l'heure présente, nous ne devons pas nous y soustraire.

« Je pense qu'il ne peut plus y avoir de doute et que personne n'oserait plus, aujourd'hui, préconiser l'usage exclusif de la force. Ceux qui, si longtemps, se sont contentés de cette thèse simpliste et fausse et si contraire à notre véritable génie national, ceux qui essaieraient aujourd'hui encore de s'y raccrocher, seraient les véritables défaitistes parce qu'ils engageraient la France dans une voie sans espoir, contraire à notre intérêt, contraire à notre grandeur, contraire aux principes mêmes de la République, et qui, par une évolution désormais trop facile à comprendre, éloignerait définitivement deux territoires qui ont profondément besoin l'un de l'autre.

« J'ajoute que le problème dépasse les frontières mêmes de l'Algérie. Si le problème d'Algérie était résolu, les jeunes Etats du Maroc et de Tunisie qui savent bien que leur destin est lié au nôtre, retrouveraient aisément et heureusement leur stabilité.

« Toute l'Afrique du Nord pourrait alors avancer si rapidement dans le chemin du progrès que le pôle d'attraction du monde arabe se déplacerait bien vite du Caire vers l'Ouest.

« L'affaire algérienne représente un intérêt si considérable pour les jeunes Etats de Tunisie et du Maroc, que nous ne pouvons pas nous étonner que leurs dirigeants s'en préoccupent.

« On a souvent parlé d'interdépendance en lui donnant un sens juridique qu'elle ne saurait avoir, mais il est bien vrai qu'entre la Tunisie, le Maroc et la France, des intérêts profonds et puissants existent — et il est souhaitable qu'il y en ait demain de plus en plus et que nous les traitions continuellement ensemble de la manière la plus confiante et la plus loyale.

« Eh bien ! il est certain que l'amélioration de la situation en Algérie que nous aurions su obtenir par ces mesures si souvent réclamées par nous et qui ont été malheureusement ajournées, rendrait un immense service à la Tunisie et au Maroc et consoliderait ainsi l'association qui doit continuer à nous lier avec eux (*applaudissements*).

« Quand une association comme celle de la France et de l'Algérie est aussi profondément nécessaire à l'une et à l'autre des deux intéressés, cela dépasse l'entendement que de part et d'autre on continue de s'exterminer.

« Une solution de force est évidemment un non-sens, nous l'avons toujours dit. Nous, Français, nous devons savoir qu'on n'impose pas la collaboration par la force et par les armes, et les musulmans d'Algérie doivent savoir qu'il ne saurait y avoir de collaboration avec des gens qu'on prétend chasser.

« A la base du conflit actuel, il y a un tragique malentendu ; l'essence de ce malentendu, c'est la méfiance réciproque, aucune des deux parties ne croyant à la parole de l'autre. Mais de là découle bien la définition de notre politique. Pour sortir de cette dramatique impasse, il n'y a qu'un seul moyen : rétablir la confiance.

« Nous le savons maintenant, nous n'y parviendrons pas avec des mitrailleuses, avec des canons et avec des avions. Sans doute il était devenu malheureusement indispensable de faire, sur le plan militaire, l'effort maximum pour assurer ou rétablir là-bas une meilleure sécurité. Cette tâche, elle a été accomplie par notre armée. Et, dans plus d'un cas, la population musulmane a rencontré plus de compréhension de la part des militaires qu'elle n'en avait trouvé avant leur arrivée de la part d'une administration trop souvent bornée. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

« Mais notre armée elle-même se rend compte des limites de son action. Depuis quelque temps déjà, elle se demande ce que les civils attendent encore et pourquoi ils n'agissent pas dans le domaine qui est le leur, celui de la politique qui n'est pas le domaine de l'armée (*applaudissements*).

« Agir, cela veut dire quoi ? On nous propose, ici ou là, des formules de statut futur pour l'Algérie. Et on discute : Y aura-t-il une assemblée ou deux ? Comment seront-elles composées ? Comment seront-elles réparties ? Et le ministre résidant : responsable là-bas, responsable ici ? Devant qui ?

« Ces discussions peuvent être utiles pour notre édification, pour que nous nous préparions — car enfin, il y a une échéance constructive, espérons-le — mais elles ne sont pas en rapport avec le problème immédiat. Dans un moment où un mur de méfiance, hélas ! si épais, existe entre la population d'origine européenne et la population musulmane, ce serait une grande erreur que de proposer unilatéralement ou d'octroyer unilatéralement un nouveau statut aussi généreux fût-il.

« Il faut sans hésiter, punir les coupables, fonctionnaires ou préfets... »

« D'abord, disons la vérité : quelle que soit l'ampleur des promesses de ce nouveau statut, nous savons bien qu'une fraction considérable des musulmans ne nous croira pas (*applaudissements*). Elle ne nous croira pas parce que trop de promesses ont déjà été faites dans le passé qui ne se sont pas traduites par des réalisations.

« Et puis, il y a une autre raison que je dis sans hésiter. Ce statut promulgué aujourd'hui dans de pareilles conditions, même si nous disons que c'est le dernier point après lequel nous sommes déterminés à ne pas reculer, nous savons bien que ce sera, un jour, le commencement d'une discussion, d'un marchandage. Loin d'être un point d'arrivée, ce sera un point de départ. Les concessions que nous aurons ainsi faites, nous ne pourrons plus les discuter, les débattre. Elles seront, en quelque sorte, acquises. Ce qui aura été donné aura été donné. Unilatéralement, sans garantie, sans contrepartie.

« Le difficile n'est pas d'élaborer des textes, le difficile est de rétablir le contact entre deux populations qui, psychologiquement, sont de plus en plus éloignées l'une de l'autre. C'est à la méfiance qu'il faut s'attaquer tout d'abord ; et cette méfiance, il faut la détruire : la diminuer d'abord, la détruire ensuite, par des mesures qui sont de notre propre et unique responsabilité.

« On me dit qu'il doit y avoir prochainement un débat à l'O.N.U. sur l'affaire algérienne et que certains pays du Moyen-Orient ont l'intention d'exploiter contre nous des faits pénibles et révoltants et qu'ils vont apporter sur la tribune internationale des documents, des albums, des photographies, hélas !

« Mais nous avons un moyen d'aborder la tribune internationale dans les meilleures conditions et de nous défendre et de nous laver de tous reproches : sanctionnons ceux qui ont commis ces fautes (*applaudissements*). Punissons-les (*applaudissements*) sans hésiter (*applaudissements prolongés*). Et alors, le gouvernement fran-

promesses

çais pourra venir la tête haute devant les soixante nations dans l'enceinte de New-York.

« Il faudra épurer l'administration, châtier certains fonctionnaires, certains préfets — oui, je le dis sans hésiter, mais non selon le jeu habituel, en leur donnant d'honorables avancements, de sorte que les plus mauvais sont les premiers récompensés (*vifs applaudissements*).

« Le gouvernement de la France républicaine ne doit pas tellement attacher d'importance à l'intérêt de carrière de tel ou tel fonctionnaire; c'est la réputation de la France qui est en cause. Qu'on y pense, et vite (*applaudissements*).

« Billères a dit tout à l'heure : *« Si vous n'êtes pas d'accord avec la politique de ce gouvernement, vous devez nous dire de quitter le gouvernement. »*

« Je demeure, pour ma part, fidèle à l'ancienne tradition de notre parti qui, dans d'autres temps, nous a été enseignée par Herriot, selon laquelle il n'appartient pas à un congrès de renverser un gouvernement (*applaudissements*).

« Nous devons ici définir une politique, et cette politique engage tous les radicaux, qu'ils soient militants, parlementaires ou ministres.

« Mais nous sortirions de notre rôle si nous prenions ici sur nous — ce serait vraiment le règne des clubs que nous avons si souvent dénoncé dans d'autres partis — si nous prenions ici, dans ce congrès, une responsabilité qui ne nous appartient pas. Elle est celle des élus du peuple, elle n'est pas celle des militants d'un parti politique (*applaudissements*).

« Par contre, le congrès est pleinement dans sa mission lorsqu'il définit la politique générale qui doit être suivie, et aussi lorsqu'il indique quel genre de rapports nous devons avoir avec tel ou tel parti voisin.

« Tous ensemble nous remettrons notre pays debout »

« Je voudrais m'exprimer très clairement sur nos relations avec le parti socialiste.

« Depuis 25 ans que j'exerce une activité politique et que des mandats m'ont été confiés, aucun de ces mandats, depuis le plus modeste — le Conseil municipal de la petite ville dont je suis le maire — jusqu'au plus important — la Présidence du Conseil dans ce pays — aucun de ces mandats, depuis le plus modeste jusqu'au plus solennel, ne m'a été confié autrement que par l'appui conjugué des voix radicales et des voix socialistes.

« Je ne conçois pas ce que pourrait être le destin d'un parti radical rénové, rajeuni comme celui que nous rêvons de reconstituer, si ce n'était pas dans l'association avec le parti socialiste.

« Devrions-nous retourner à ces alliances qui nous ont coûté si cher avec les partis de droite ? L'expérience a cependant été faite, et nous avons vu ce qu'elle nous a coûté. Je ne connais pas un cas dans le passé, au cours duquel, nous étant associés avec les partis de droite, nous n'ayons pas eu très rapidement à le regretter, et la nation tout entière (*applaudissements*).

« Nous ne devons pas rompre avec la formation du Front républicain, et nous commettrions une très grande faute, non seulement dans l'immédiat, mais pour ses conséquences, pour demain, si nous prenions aujourd'hui la responsabilité de créer une situation telle que la coopération entre le parti radical et le parti socialiste soit interrompue.

« C'est pour cela, vous le savez bien, que pendant des mois, alors que j'étais dans le gouvernement et que je blâmais telle ou telle de ses décisions, c'est pour cela que j'ai retardé indéfiniment — certains disent trop — ma démission.

« Quelles que soient les difficultés, quels que soient les obstacles, quelles que soient les déceptions — et nous en avons éprouvé — nous devons maintenir l'alliance des partis républicains et nous devons essayer d'en tirer le meilleur parti possible, dans l'intérêt de nos idées qui, dans tant de domaines, sont conformes ou en tout cas parallèles à celles du parti socialiste.

« Mais si cette volonté nous anime, nous pouvons nous retourner vers nos amis socialistes, et nous pouvons leur adresser un message, un appel angoissé.

« Nous sommes prêts à aller de l'avant, nous sommes impatients d'action et de progrès, et nous savons que le pays attend cela de nous (*applaudissements*). Nous avons tenu ce langage depuis deux ans (*applaudissements*). Et parce que nous voulions cela, nous n'avons pas hésité à nous associer avec nos anciens amis traditionnels, les socialistes.

« Nous sommes allés aux urnes. Les socialistes — comme il était aisé de le prévoir — ont eu plus de sièges que nous et, tout naturellement, c'est eux qui ont eu le gouvernail. Nous disons à nos amis socialistes : « Ne craignez plus, comme cela a pu se passer autrefois, que de notre côté vous rencontriez des difficultés pour l'action et la marche en avant. Notre volonté est de vous aider dans toute la mesure où vous pourrez promouvoir ce programme qui est notre programme commun.

« Quel malheur ce serait pour la République, pour la nation, si demain un échec du Front républicain venait à décourager définitivement, à rejeter loin de nos institutions tant d'hommes, tant de jeunes hommes et de jeunes femmes dans ce pays qui nous ont fait confiance.

« Ah ! voyez-vous, ce jour-là on ne chercherait pas à savoir si c'est la faute des radicaux ou des socialistes, ce serait bien secondaire. Mais l'échec serait celui de tous les républicains. Ce serait la preuve aux yeux des ennemis de la République que tous les espoirs leur sont permis, puisque la gauche se serait déshonorée, discréditée par son désastre, par son impuissance à réaliser les transformations et les progrès que le pays attend avec tant d'impatience (*applaudissements*).

« Nous ne voulons pas changer de majorité. Nous n'avons pas l'intention de changer de gouvernement. Mais nous devons, tous ensemble, avec nos voisins, nos amis et nos alliés et qui le restent, nous devons ensemble nous ressaisir et nous reprendre et tenir nos promesses communes avant qu'il soit trop tard pour la France (*applaudissements*).

Le congrès, debout, acclame Pierre Mendès France.

Une séance de nuit devait permettre l'adoption des textes préparés par les commissions, résumant différents aspects de la politique radicale.

Le vote des motions se poursuivait le dimanche matin. En quelques mots, après l'approbation de la déclaration du parti et le choix de Strasbourg comme lieu du prochain congrès, M. Herriot rendait compte des démarches qu'il avait entreprises pour empêcher la scission :

« Ce matin, j'ai vu le citoyen Queuille. Je lui ai offert une vice-présidence pour le cas où je resterais à la tête du parti. Il m'a refusé avec obstination.

« Je me suis adressé aussi à M. Morice et il m'a déclaré que ma démarche ne pouvait pas avoir de suite puisque, la nuit dernière, la scission s'était faite et qu'elle était désormais un fait accompli. »

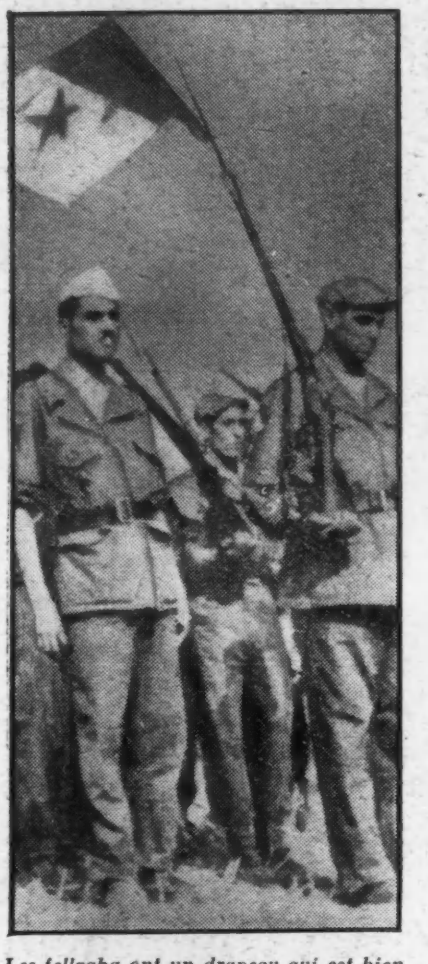
La nuit précédente, en effet, les minoritaires avaient décidé de quitter le parti radical. Des listes de noms circulaient, souvent contestées d'ailleurs de part et d'autre. Dans une dernière intervention, Pierre Mendès France annonçait que le poste de président du parti demeurerait vacant. Il ajoutait :

« Et maintenant, nous allons continuer notre travail. Nous sommes une force vigoureuse au service de la nation. Tous ensemble, nous remettrons notre pays debout. »

De longues ovations, des cris : « Herriot ! » « Mendès ! » scandés par l'assistance debout, et ces trois petits mots : « Laissez-moi faire », lancés par M. Herriot, devaient clore, à 11 h. 30, le 52e Congrès du parti radical.

UNE VUE DE LA SALLE PENDANT LE DISCOURS DE M. MENDÈS FRANCE
Il n'y avait pas que des « collégiens » pour applaudir

LES VISAGES DE L'ADVERSAIRE



Les fellagha ont un drapeau qui est bien connu des Marocains et des Tunisiens : il est de tous les défilés.

Les Egyptiens, qui s'intéressent beaucoup moins qu'on ne croit à l'insurrection algérienne, aiment cette photo de femmes qu'ils ont mille fois reproduite.

UNE masse anonyme d'individus fanatiques, entraînés à la guérilla, vivant de la terreur, réglant entre eux leurs comptes comme des bandits d'honneur, mais s'attaquant aux autres comme des bandits de grand chemin ; une masse dominée par la haine du Français, de l'Européen, du non-musulman, et qui puise son idéal, son énergie et ses armes dans l'aide égyptienne : telle est l'idée que se font de nombreux Français des fellagha algériens.

Pire ou meilleure, la réalité ne correspond pas en tout cas à cette idée. Les rappelés, désormais, le savent. Et, plus encore que les rappelés, les officiers français du Deuxième Bureau. Tous ceux, enfin, qui sont chargés de prendre contact, d'enquêter ou d'interroger les membres de l' « Armée de libération nationale ».

La discrétion des services officiels s'expliquait par la volonté de ne pas accréditer l'idée auprès des Algériens et à l'étranger qu'on avait affaire à une véritable organisation militaire. Cette discrétion est devenue vaine et même, en un sens, nocive. Les Algériens, dans une sorte de romantisme révolutionnaire, ont en effet tendance à surestimer, au contraire, les moyens des fellagha. Quant aux autres pays, ils sont abreuvés de documents de propagande comme ceux que nous publions ici.

Toutes les photos que nous reproduisons ci-contre émanent, en effet, de journaux égyptiens récemment parus au Caire. Elles donnent des éléments bien connus de ceux qui combattent, et ignorés pourtant du public français. On peut voir des hommes en uniforme, armés, équipés, à l'entraînement ou au repos. On peut voir aussi des femmes. On peut, en plus, se rendre compte des possibilités qu'offre la végétation algérienne pour le camouflage, la guérilla et l'embuscade.

ALGER :
Uniformes, grades et insignes

Les chefs d'état-major français disent volontiers qu'ils évaluent les insurgés non pas en hommes mais en armes. Il y aurait 30.000 armes. Mais s'il y avait davantage d'armes, il y aurait probablement autant d'hommes que d'armes. L'armement est presque entièrement français : fusils de chasse, fusils, mitraillettes, quelques mitrailleuses et quelques mortiers. Un certain trafic se fait par les frontières tunisienne et marocaine. Des sommes considérables sont consacrées aux achats d'armes un peu partout.

L'Armée de libération nationale, commandée par d'anciens sous-officiers de l'armée française, a une organisation à peu près calquée sur celle de notre armée. Les soldats ont des uniformes, des grades, des insignes et reçoivent une instruction militaire brève mais intensive. La discipline y est rigoureuse et les châtiments pour manquements à la discipline y sont très sévères.

Cette armée tire le principal de sa puissance de son réseau de renseignement, lequel est, aux dires des officiers français du Deuxième Bureau, extraordinaire. Dans tous les centres, il y a des « commissaires politiques » qui sont chargés de la guerre psychologique. Une guerre que les insurgés mènent sur deux fronts : contre les Français et contre les musulmans favorables au régime français actuel ou simplement apathiques. En gros, le double but des fellagha, qui n'ont jamais pensé pouvoir vaincre l'armée française, a été, d'une part, de fixer par l'insécurité permanente le maximum de troupes françaises et, d'autre part, de maintenir du côté musulman, par la complicité ou la terreur, un vide politique complet qui exclut toute expérience franco-musulmane non fondée sur la reconnaissance officielle du F.L.N. C'est ce qui explqiue que les victimes des insurgés soient surtout musulmanes et que les atrocités les plus saisissantes aient été commises sur des musulmans. Lorsque les chefs de l'insurrection disent : « Nous avons le temps », ils ne veulent pas seulement dire qu'ils attendent que la France se lasse, ils témoignent par là qu'ils comptent sur la guerre pour cimenter l'unité politique du peuple algérien.

L'Armée de libération nationale est née de la fusion de tous les réseaux terroristes se réclamant du C.R.U.A. (Comité révolutionnaire d'unité d'action). Ce comité lui-même est né de la scission en deux fractions, l'une messaliste, l'autre antimessaliste, du grand parti nationaliste algérien : le M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques que dirigeait avant la scission le leader Messali Hadj). Après cette scission, et tandis que les fellagha tunisiens poursuivaient leur combat, un mouvement « activiste » est apparu qui, le 1er novembre 1954, se manifesta dans les Aurès et le Constantinois, parfois en liaison avec les bandes armées tunisiennes.

LE CAIRE :
De Ben Bella à Ferhat Abbas

Ce mouvement surprit tous les Algériens musulmans et presque tous les chefs nationalistes, qu'ils fussent modérés ou extrémistes. Messali Hadj pensait que l'heure de la rébellion n'avait pas encore sonné. Les « centralistes » ou antimessalistes, n'avaient pas été mis au courant : Ferhat Abbas, leader de l'U.D.M.A., était délibérément tenu à l'écart. Quant à M. Farès, partisan de l'intégration, il était alors violemment hostile à toute violence.

Pendant deux mois, de novembre à janvier, le terrorisme sévit, sporadique et intermittent dans des régions isolées. Sous la pression de l'administration algérienne et des élus locaux, la France commit l'erreur d'arrêter et de mettre en prison tous les chefs politiques sans s'inquiéter de savoir s'ils avaient ou non une responsabilité dans la rébellion. Les deux fractions du M.T.L.D. furent dissoutes. Messali était en résidence surveillée ; Lahouel s'enfuit au Caire.

Peu à peu tous les chefs nationalistes se sentirent traîtres à leur idéal en ne participant pas à l'insurrection. Le C.R.U.A. était devenu entre temps le F.L.N. (Front de Libération Nationale) expression politique de l'A.L.N. (Armée de Libération Nationale).

Les « centralistes » Kiouane et Yazid, les « U.D.M.A. » Abbas et Francis rejoignirent au Caire les leaders du F.L.N. Enfin, les communistes ont obtenu, sur le plan local, la fusion de certains de leurs maquis avec les maquis F.L.N.

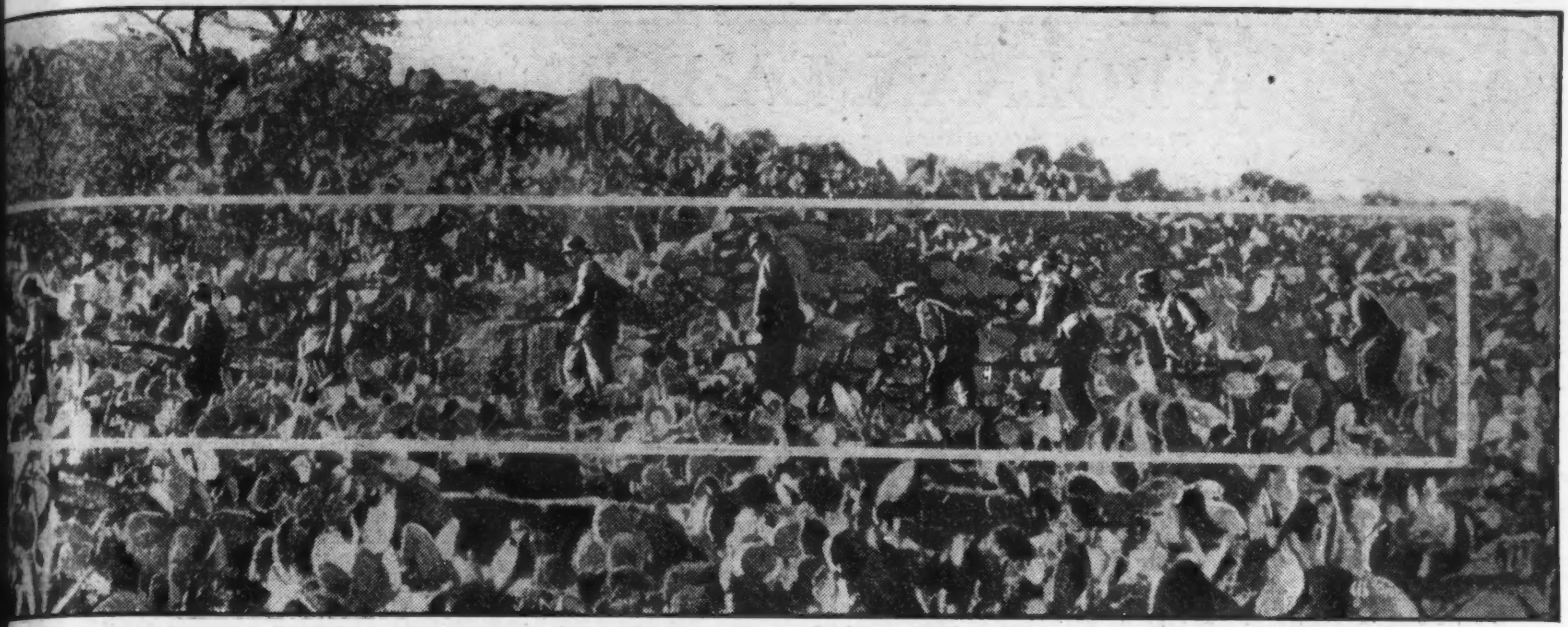
Le chef en titre du Front est Mohamed Khider. Un homme de taille moyenne aux tempes grisonnantes et au teint mat qui fut député d'Alger à l'Assemblée Constituante de 1946. Il a comme adjoints : Yazid, ancien président des Etudiants algériens en France et Ahmed Bouda, ancien délégué à l'Assemblée algérienne, qui n'est au Caire que depuis mars 1956. Les éléments religieux ralliés au Front sont représentés par les ulémas en la personne de Tawfik El Madani.

Mais en fait, le chef incontesté du Front et de l'Armée de Libération Nationale est Ben Bella, invisible et mystérieux, qui voyage constamment, habite une villa dans les faubourgs du Caire et que protège la police. Son obsession demeure l'achat et le trafic d'armes et tous ses déplacements sont faits dans ce but. Il est le seul de tous les Algériens du Caire — et même de tous les Nord-Africains — à voir parfois Nasser.

Pour le journal é... cette p...

La campagne d'Italie et la ... que ce...
la meurtrière tactique de la ... sous-...
telle que le Front du Caire, ... reau d...
de Libération ... major d...

Ben Bella (à gauche) et Allal ... reau ...
travaillent non sous le portrait ... ous c...
... mal, ...



cette photo résume la guerre d'Algérie : possibilités exceptionnelles de camouflage qui rendent la guérilla plus insidieuse et la répression plus difficile.

que certains de ces hommes ont faites dans l'armée française, leur ont enseigné
s sous-officiers sont devenus généraux et stratèges. Leur importance est devenue
reau de la rébellion, ne s'intitule plus que « l'expression politique » de l'Armée
major d'Alger est souvent sévère à l'égard du Comité du Caire

ureau du Maghreb » au Caire. Ils
ous celui de Mohamed V. Les deux
t mal.

L'exécution d'un « traître ». La quantité de ces exécutions a favorisé parfois le ralliement aux autorités françaises de certains douars apeurés.

EXCLUSIF

A POZNAN, LA DÉFENSE ACCUSE

Pour la première fois dans un pays communiste, un procès s'est déroulé dans des conditions qui ont permis aux accusés et aux témoins de parler librement. Il s'agit du premier procès de Poznan. Le principal inculpé, Joseph Foltynowicz, était accusé du meurtre d'un caporal des forces de sécurité ; il n'a été condamné qu'à quatre ans et demi de prison. C'est sans aucun doute à l'habileté et au courage de son avocat Mᵉ Kujanek qu'il doit d'avoir échappé à un châtiment plus rigoureux. Mᵉ Kujanek ne s'est pas borné à défendre son client. Ce qu'il a dit dépasse, de loin, le procès de Poznan. « L'Express » publie ici, en exclusivité mondiale, le texte de son étonnante plaidoirie.

MONSIEUR le Président,

On ne saurait dissocier cette affaire des événements de Poznan qui sont la cause directe du procès. C'est seulement en la replaçant dans le cadre de ces événements et de leur genèse que le tribunal sera en mesure d'apprécier dans quelle mesure les accusés sont coupables des faits que leur impute l'acte d'accusation. Une Cour d'Assises aurait été plus appropriée pour juger les actes nés de la passion, du sentiment de la frustration et de la colère populaire. A la Cour d'Assises, c'est plutôt la conscience civique que la lettre du droit qui est prédominante. Messieurs les assesseurs, vous remplacez dans ce procès une Cour d'Assises et votre parole doit être celle de la conscience civique.

Les victimes de Poznan ont été départagées : d'une part, celles qu'on a enterrées glorieusement au cimetière des héros avec la participation des représentants des autorités de la République Populaire ; d'autre part, celles auxquelles on a réservé des obsèques modestes sans souligner le côté tragique de leur mort. En haut cependant, devant le Tribunal Suprême, elles se retrouvent toutes alignées, se donnant fraternellement la main.

L'âme du peuple polonais pleure *toutes* les victimes de la journée mémorable du 28 juin 1956 et la certitude que les sacrifices de leur vie ne seront pas vains constitue sa seule consolation. Dès maintenant on peut dire que la journée du 28 juin 1956 marque le début d'un changement radical : l'abandon des erreurs du passé.

En cette journée du 28 juin 1956, Poznan fut le terrain de désordres sanglants. L'histoire retient diverses sortes d'incidents de rues et leur donne des noms différents. Dans le passé on a vu les incidents de rues qui avaient commencé la période appelée désormais « Printemps des peuples ». On ne peut pas dire encore aujourd'hui comment l'histoire va classer les incidents de Poznan.

Le rôle positif des douloureux incidents de Poznan a cependant été souligné par la septième session plénière du Parti Ouvrier qui a basé sur ces incidents toute une série de conclusions. Tout d'abord le « plenum » a mis au point un programme concret : « Le programme de lutte pour le relèvement du niveau de vie et pour la démocratisation ultérieure de la vie publique. »

Messieurs les juges ! Vous ne devez pas perdre de vue un seul instant ce rôle positif des incidents de Poznan lorsque vous vous rendrez dans la salle des délibérations afin de juger dans l'équité.

Il existe un terrain d'entente entre les gens de bonne volonté. C'est celui de la franchise et de la simplicité — j'en suis profondément persuadé. Je crois que les accusés n'étaient pas maîtres de leurs actes. Les accusés sont des gens simples ; en ville, les autorités étaient absentes ; des milliers de gens étaient sous l'empire d'une psychose collective. Dans un tel état d'esprit le réflexe de discipline et les freins moraux cessent d'agir pleinement. Je voudrais, messieurs les juges, que vous puissiez partager une parcelle de ma conviction ; je voudrais, sans faire pression sur votre conscience, faire appel à votre raison afin que vous puissiez apprécier à sa juste valeur la culpabilité des accusés.

Qui a tué ? Et pourquoi ?

Mes collègues présenteront une analyse des faits et en donneront une appréciation juridique. Quant à moi, je dirai seulement ceci, messieurs les juges : vous pouvez prononcer une peine de mort, ou bien condamner les accusés à l'emprisonnement, à une lente agonie derrière les barreaux. Vous pouvez les innocenter si tel est l'impératif de votre conscience. Lorsque vous aborderez l'analyse de la culpabilité des accusés, vous ne devriez pas perdre de vue les détails des faits et des gestes de chacun d'entre eux, tout comme si vous en aviez été les témoins. Vous devriez procéder à un examen scrupuleux des documents de l'instruction et n'en retenir que ceux qui méritent votre confiance. C'est seulement la certitude de la culpabilité qui devra dicter votre décision. Si vous devez juger en fonction des accusations des témoins, il vous faut avoir pleine confiance dans ces témoins. Et là, messieurs les juges, vous rencontrerez les plus grandes difficultés car les documents fournis par l'instruction n'inspirent pas confiance. Le dossier de l'instruction foisonne de lacunes et de contradictions. Il y a des témoignages qui ne représentent que des fragments des incidents. De telles descriptions des événements peuvent s'éloigner de la réalité. Vous ne devez pas oublier que deux hommes peuvent avoir une vision différente d'un seul et même fait. Telle est la psychologie du témoin. Et que dire des témoins qui faisaient partie de la foule. D'une foule surexcitée par la rumeur alléguant qu'on a tué une femme et des enfants. Les témoins déposant ici n'étaient pas de simples observateurs ; ils ont bel et bien participé aux incidents. Ces lacunes du dossier de l'instruction ne concernent pas seulement la défense mais aussi l'accusation. C'est pour cela que l'accusation s'en tient à ce seul fait : on a tué un homme. Elle cherche ainsi à provoquer votre indignation. Mais seuls comptent les faits établis ; or ces faits sont inexistants. Messieurs les juges, ne laissez pas votre imagination être entraînée par l'assassinat d'un homme. Ne cédez pas à la pression du sang qui fut versé à la gare de Poznan.

Une question est importante : qui a tué Izdebny et pourquoi ? Izdebny a été tué par une foule affolée de colère et d'indignation, qui croyait qu'il était coupable de l'assassinat d'une femme et d'enfants. Il se trouvera peut-être quelqu'un pour dire que ce n'est pas vrai, que l'instruction n'a pas démontré qu'Izdebny a tué. La foule, elle, n'analyse pas la vérité. Pour une foule, la vérité n'est pas ce qui fut réel, mais bien ce qu'elle croit. La foule a cru fermement qu'Izdebny a tué une femme et des enfants.

LES AVOCATS DE POZNAN (1)
A bas la raison d'Etat !

La peur, la colère, l'indignation

Il importe de se demander pourquoi la foule a cru si facilement qu'un homme en uniforme puisse être l'assassin d'une femme et d'enfants. Pourquoi la foule n'a pas vu en cet homme en uniforme un défenseur naturel de la veuve et de l'orphelin contre un ennemi extérieur, en cas de guerre, ou contre un malfaiteur, en temps de paix.

Et à ce propos on ne saurait taire le rôle que l'Office de Sécurité a joué dans notre vie publique. Aujourd'hui nous pouvons en parler. Le XXᵉ congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. a posé très largement le problème de violations de la légalité par les organes de sécurité. La population connaît bien et éprouve le dégoût et la peur devant les méthodes d'instruction, telles qu'elles avaient été appliquées par les dignitaires du ministère de la Sécurité publique : Rozanski, Fejgin et Romkowski. Le Sejm (2) de la République a révélé et a condamné ces méthodes ; la presse en fit autant. N'oublions pas cependant que les rumeurs chuchotées circulaient à ce sujet bien avant que le Sejm et la presse commencent à en parler. Les gens qui sortaient des prisons, loin de se taire, racontaient les souffrances et les tortures subies. Mais il ne s'agit pas seulement de méthodes — on condamnait des innocents. La peur, la colère, l'indignation et la haine montaient dans la population. Tout ceci a trouvé son expression dans l'incident qui est l'objet du présent procès.

Par coïncidence malheureuse, les passions de la foule et sa haine, si longtemps cachée, se déchargèrent sur Izdebny.

Peut-on incriminer une tornade qui est passée par la ville en arrachant des arbres séculaires et en détruisant l'ordre installé par le droit des gens ?

Au banc des accusés sont assis des hommes inculpés d'actes commis pendant les incidents de Poznan. Mais où sont ces hommes responsables des incidents ? Qui est responsable ? Ce n'est pas mon propos de l'établir.

C'est un fait patent que la société était divisée en deux fractions par une dangereuse ligne de partage. Une situation s'est créée pouvant être ainsi définie : « Nous, et les autres », nous, masses laborieuses, et les autres qui se sont séparés de ces masses.

Peut-on s'étonner que la population ait essayé de détruire cette ligne de partage ?

Nous croyons que les incidents de Poznan marquent définitivement un changement dans notre vie publique, dans le sens d'un retour à l'unité de la nation.

Nous avons vécu une période d'erreurs et de déformations. Mais qu'est-ce qui se cache sous cette appréciation qui est un euphémisme ? Une longue période de renoncements et de sacrifices subis par l'ouvrier polonais dans l'espoir de relever le pays et d'améliorer son propre sort.

Tous ces phénomènes ont trouvé leur expression au cours des incidents de Poznan. Il apparaît à l'analyse de ces derniers que l'indifférence et le bureaucratisme des autorités centrales et locales y ont joué un rôle important.

Je reprends l'acte d'accusation présentant Foltynowicz comme un voyou et un ivrogne, démoralisant la jeunesse. Le procureur veut ainsi séparer Foltynowicz des masses ouvrières. Est-ce que le dossier de l'instruction permet de tracer un tel portrait de l'accusé ? Non ! Pourquoi cette offense si cuisante pour Foltynowicz ? Foltynowicz est la chair de la chair de la classe ouvrière, fils d'un ouvrier il est lui-même ouvrier. Le fait que Foltynowicz a ramassé des cigarettes et du chocolat traînant par terre ne fait point de lui un voyou, ni un être asocial. Ce fait ne peut pas faire table rase du passé laborieux et sans reproche de l'accusé. Qui est Foltynowicz ? C'est un membre d'une association sportive populaire. C'est un membre volontaire du corps des pompiers où il brille d'un bon exemple pour ses collègues. Il est le huitième fils d'une famille ouvrière, le dernier resté à la maison, fils laissant son salaire à sa maman afin que celle-ci puisse améliorer leurs conditions de vie insuffisante à cause des gains modestes du père. Est-ce ainsi qu'agit un voyou ? Et alors pourquoi cette offense ?

Est-ce la Raison d'Etat qui exige qu'on diffame ainsi l'accusé, messieurs les juges ? Rejetez toutes les « raisons d'Etat », conscients que la Justice est la plus haute d'entre elles. Rejetez toute politique qui est une malédiction pour la Justice et qui doit être chassée de l'édifice de celle-ci tout comme les pharisiens le furent du Temple. Je citerai à cette occasion ces paroles d'un avocat français : « Lorsque la politique entre au prétoire par une porte, la Justice en sort par une porte opposée. »

Messieurs les juges ! Suivez la voie de votre conscience, affirmez la vérité, cette vérité qu'attend de vous le peuple polonais.

Soyez indulgents pour les accusés tout comme le sont les dirigeants de l'Etat pour les responsables de la période des erreurs et des déformations. Car ce fut bien cette période qui a engendré les incidents de Poznan.

Je dois cette défense au peuple polonais qui considère les incidents de Poznan comme sa propre affaire. Je dois cette défense aux ouvriers de Poznan. Je la dois à ceux qui tombèrent et à ceux qui pleurent leurs morts. Je la dois à l'accusé Foltynowicz qui a déposé son sort entre mes mains.

Messieurs les juges, que votre verdict soit tel que lorsqu'il vous arrivera, plus tard, d'y repenser, vous puissiez être fiers de l'avoir rendu.

(1) Marqué d'une croix, Mᵉ Kujanek.
(2) Parlement.

Entre Merleau-Ponty, Sartre, Silone et les écrivains soviétiques

PREMIER DIALOGUE EST-OUEST A VENISE

La Société Européenne de Culture, dont le siège est à Venise, vient de diffuser cette semaine (1) la sténographie des interventions d'un certain nombre d'écrivains européens et soviétiques, lors d'une rencontre organisée en mars dernier.

Jusqu'ici tenues secrètes, car les participants s'étaient engagés « à ne donner à cette rencontre aucune publicité et à ne faire aucune communication à l'extérieur sur les débats, afin de ne pas risquer d'en compromettre l'issue », *ces interventions ont révélé quel itinéraire embarrassé avaient à parcourir les « hommes de culture » lorsqu'il s'agit de traduire dans les rapports culturels la déstalinisation et le fameux « dégel ».*

L'importance de ce débat vient de ce que, comme devait le remarquer l'écrivain italien Ignazio Silone : « c'est la première fois que des hommes de culture venant de pays aussi éloignés et divisés, se trouvent autour d'une table ».

Pendant toute une semaine, Anglais, Français, Italiens et Suisses ont tenté de trouver un langage commun avec les Yougoslaves, les Polonais et les Russes.

Sans doute s'est-il agi en premier lieu de thèmes familiers aux seuls écrivains, savants ou artistes : l'engagement politique de l'homme de culture, les conditions sociales et économiques du créateur dans les pays à régime démocratique ou totalitaire, etc.

Mais, en fait, tous ces techniciens n'ont pu faire autre chose que d'aborder un principe qui concerne chacun d'entre nous et qui est celui de la coexistence des mondes communiste et non communiste.

Comme devait le dire M. Umberto Campagnolo : « Nous ne pouvons ignorer le fait que nous avons été séparés pendant de nombreuses années ». La division du monde en deux blocs avait fini — on s'en aperçoit à la lecture de ce document — par donner l'impression aux hommes de part et d'autre du rideau de fer que l'espèce humaine n'était plus une, et que, d'un côté, le communisme et, de l'autre, l'anticommunisme avaient donné naissance à des espèces étrangères les unes aux autres et entre lesquelles la communication était impossible.

On va voir ici combien cette communication reste difficile. Pour Silone, le dégel ce ne peut être l'oubli du passé. Maurice Merleau-Ponty, lui, se demande dans quelle mesure, puisque l'initiative du dégel revient aux Soviétiques, ce dialogue à nouveau souhaité ne remet pas en question l'orthodoxie marxiste. Jean-Paul Sartre déclare que : « Quand il fait si froid qu'une moitié de l'humanité est gelée, il faut bien considérer que l'autre l'est aussi » et il demande comment les Occidentaux, eux aussi, se « dégèleront » par rapport aux Soviétiques.

Davantage, en effet, que les écrivains soviétiques, c'est Sartre qui devait répondre à Merleau-Ponty et surtout à Silone. Jean-Paul Sartre demande qu'on ne pose aux Soviétiques que des questions à l'intérieur de leur idéologie. Les Soviétiques, eux, ne paraissaient pas en demander tant, mais ce n'est pas l'un des faits les moins curieux de ces nouveaux rapports que de constater avec Stephen Spender qu'il est plus facile « de parler avec un communiste de l'Est qu'avec un communiste de son propre pays ».

Quoi qu'il en soit, la Société Européenne de Culture — que nous remercions de nous avoir donné l'autorisation de publier ces importants témoignages — a atteint son objectif en réussissant, ce qui a été souvent vainement tenté, à réunir des hommes si différents et si opposés.

(1) Dans sa revue « Comprendre ».

Ignazio SILONE

● Le dégel ne signifie pas : "Embrassons-nous !"

NOS collègues soviétiques sont venus à cette rencontre, d'une manière évidente, avec la volonté d'aboutir à un dialogue. Je dois dire que, pour ma part, je suis venu ici avec la même bonne volonté.

Nos entretiens se sont déroulés jusqu'à maintenant d'une manière peut-être désordonnée, mais on ne peut dire qu'ils n'aient pas été libres. Il est bien, je crois, que notre première rencontre avec des écrivains russes ait ce caractère. Nous tous sommes ici à titre individuel. Aucun de nous n'est venu en qualité de délégué. Il n'y a, parmi nous, aucun groupe, aucune fraction, aucune délégation. Je voudrais que ce soit aussi le sentiment sincère des écrivains russes assis autour de cette table : qu'ils se considèrent comme des personnes et non comme des délégués. Nous sommes ici pour nous parler franchement, pour nous poser réciproquement des questions et pour y répondre. Je peux assurer nos collègues russes qu'aucune de leurs questions ne restera sans réponse, au moins de ma part (...)

Je suis donc heureux de cette possibilité de nouer des relations avec des écrivains soviétiques. A vrai dire, il me serait difficile de renouer des relations avec des citoyens soviétiques que j'ai connus jadis, puisqu'ils ne sont plus là. Mais, après les avoir assassinés et couverts de boue, on commence aujourd'hui à les réhabiliter. On ne peut leur rendre la vie, on leur rend l'honneur. Situation paradoxale. Pourtant, je ne crains pas leur reproche si je suis assis aujourd'hui à cette table. Ce qu'on a coutume d'appeler le dégel ne signifie pas, pour moi, un « embrassons-nous », mais le dialogue et la discussion.

Nos collègues soviétiques, ici présents, n'ont pas encore répondu à l'invitation que Sartre leur a faite de nous poser des questions et de nous critiquer. Puisque la rencontre n'est pas encore terminée, nous attendons leurs critiques à l'égard de notre culture. Ils savent peut-être que sans cesse nous nous critiquons nous-mêmes. D'autre part, avant de leur poser à mon tour des questions, je demanderai la permission de formuler une remarque. Il y a, nous le savons tous, maintes manières de critiquer l'état actuel de la Russie, de la Chine et d'autres pays, et qu'il en est une particulière aux fascistes et aux conservateurs. Celle-ci n'a jamais été la mienne ni celle de mes amis. Nous critiquons le communisme totalitaire du point de vue du mouvement ouvrier libre. C'est une critique de cette sorte qui fut, dès le début de la révolution d'Octobre, formulée par Rosa Luxembourg : la critique faite de l'intérieur de la révolution, une critique faite par des amis de la révolution. Il ne me faut pas beaucoup de mots pour en rappeler le contenu essentiel. Elle se définit par la revendication de la liberté et de la démocratie prolétarienne comme conditions nécessaires pour éviter le dépérissement bureaucratique de la révolution. J'ai relu ces jours-ci les avertissements prophétiques que cette grande socialiste, Rosa Luxembourg, écrivait en 1918, de la prison de Breslau. Ces pages représentent, à mon point de vue, aujourd'hui encore, le commentaire le plus pertinent au XX[e] Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. Le parti révolutionnaire qui supprime la liberté de ses adversaires et de ses membres, étouffe en même temps les forces créatrices des grandes masses laborieuses, condamne le nouveau régime à la tyrannie et favorise la formation de nouveaux privilèges.

● *Il n'est de pire trahison pour un écrivain que d'être au service de l'État terroriste*

Ceci dit, je passe aux questions particulières. J'ai beaucoup aimé le ton amical avec lequel M. Fédine nous a parlé de la fidélité des écrivains russes à leur grande tradition littéraire, et à sa caractéristique principale, l'amour du peuple. Oui, nous tous respectons et admirons les grands écrivains russes du siècle dernier, Gogol, Tolstoï, Dostoïevski, Tchékhov et tant d'autres. Ils appartiennent à la littérature mondiale. Or, justement, à cause du respect que nous leur devons, nous sommes obligés de constater que leur tradition, en Russie même, a subi une éclipse. Cela s'est produit en un point essentiel : la défense des opprimés et des humiliés contre le pouvoir arbitraire de l'Etat. Bien sûr, je n'oublie pas qu'au temps de Gogol, de Tolstoï, de Dostoïevski, le pouvoir était tsariste, et je ne veux établir, en ce lieu, aucune comparaison ni ouvrir la moindre discussion sur des analogies éventuelles avec la dictature d'aujourd'hui. J'entends seulement constater que les souffrances matérielles et morales du peuple russe n'ont point cessé, que l'arbitraire policier a atteint des formes inouïes, que des millions d'hommes ont été déportés, que même l'élite révolutionnaire a été détruite, et que nous ne trouvons aucun reflet de cette épouvantable réalité contemporaine dans la littérature et l'art soviétiques. Je n'entends pas mettre en cause des personnes, mais une situation. Jusqu'au XX[e] Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., il aurait été rituel, de votre part, de nier les faits ; leur dénonciation est maintenant officielle. On admet qu'il y a eu terreur et massacre d'innocents. On ne nous a pas encore expliqué par quelle invention diabolique les innocents s'avouaient coupables de crimes imaginaires. L'opinion internationale attend de connaître le reste de l'affreuse réalité. Vous autres, écrivains soviétiques, vous ne pourrez évidemment pas éviter cette angoissante question : Et vous ? Que faisiez-vous ? Ou plutôt : Que faisait-on de vous ? (...)

Je connais l'argument relatif à la nécessité de la discipline révolutionnaire. La création d'une société nouvelle se fait au milieu de difficultés, de dangers, de menaces de toute sorte, et les artistes et les écrivains doivent y contribuer par le sacrifice de leur liberté. Tel est le sophisme auquel tout artiste de bonne foi devrait, une fois pour toutes, renoncer. Quelle aide un artiste sans liberté peut-il apporter à la création d'un monde

→

ENTRE SARTRE ET SILONE

→

nouveau ? Il est aussi peu créateur qu'un eunuque. Mais je nie carrément que les restrictions auxquelles ont été soumis en Russie les artistes et les écrivains aient été imposées par les difficultés « objectives » du nouvel Etat. Durant les années qui ont suivi la révolution, tandis que la guerre civile et la famine faisaient courir au nouveau régime des périls graves, les artistes et les écrivains russes jouissaient encore d'une très large liberté. Je me souviens de Moscou à cette époque pour y avoir été : les cafés, les clubs littéraires, les ateliers des peintres rappelaient Montparnasse, sans la spéculation capitaliste. La liberté a été supprimée ensuite à mesure que la bureaucratie dominante proclamait les succès de la construction du socialisme et le renforcement de l'Etat. Il faut donc rejeter avec dédain le faux argument de la nécessité historique. Il appartient à l'historicisme bourgeois, essentiellement réactionnaire.

Le problème véritable est tout autre. Aucune révolution n'annule le problème des rapports entre la société et l'Etat. Or, l'écrivain appartient à la société et non à l'Etat. L'affirmation que la révolution prolétarienne conduit à l'identification de la société avec l'Etat est une sottise, même au point de vue du marxisme. S'il y avait identité, il n'y aurait plus d'Etat : les fonctions de l'Etat, devenues purement administratives, seraient absorbées par la société. (...)

Les relations entre Etat et société sont vivantes et variables : très proches, dans la phase de l'élan révolutionnaire, des grandes conquêtes et des réformes économiques, elles se brisent sous la terreur bureaucratique. Etre au service de l'Etat terroriste, cela veut dire être en dehors ou contre la société. Pour un écrivain, il n'existe pas de pire trahison. (...)

J'en viens à notre ami Sartre. L'aspect le plus curieux de nos entretiens, jusqu'à présent, est certainement l'opposition très nette entre sa position et celle de nos collègues soviétiques. Autant ceux-ci se sont révélés conciliants à l'égard de l'Occident, autant Sartre a été dur et hostile. Je pense que l'erreur fondamentale de Sartre vient d'une certaine hypertrophie idéologique, qui l'amène à tout annexer à l'idéologie et à partager le monde en deux camps nettement et irrémédiablement opposés. Le ton de Sartre est, malheureusement, encore celui de la guerre froide, comme si celle-ci était notre unique perspective. D'un camp à l'autre, il n'admet que quelques incursions de patrouille pour s'emparer d'une partie du butin de l'adversaire : ainsi, par exemple, il conçoit que le marxisme puisse dérober la psychanalyse à la bourgeoisie décadente. Si, à propos de cette vision, j'ai parlé hier de trotskysme, ce n'était pas, je vous assure, dans une intention injurieuse, car j'ai le plus grand respect pour Trotsky. Mais, mis à part le respect, j'ai toujours refusé sa tendance à la simplification extrême des situations et son apocalyptisme. Aussi la conception sartrienne du monde divisé en deux camps irréductibles fait violence à la réalité. Je me borne à rappeler que c'est inexact au point de vue politique, économique et sociologique, et que ce l'est encore plus au point de vue idéologique. La relation entre la structure d'une société et le monde de ses idées n'est pas si simple. Il ne faut pas confondre les conditions avec les causes de l'activité spirituelle.

Pourquoi Sartre n'a-t-il pas nommé la Yougoslavie ? Peut-être parce qu'il n'aurait pas su où la classer. Je ne saurais imaginer rien de plus opposé au marxisme, qui est une méthode de critique des idéologies et de recherche des contradictions au sein de toute réalité. En somme, Sartre est victime du zèle des néophytes. Le socialisme n'a rien à voir avec cela. Le socialisme est un grand mouvement historique ; il dépasse toute idéologie particulière. De même que le christianisme a eu différentes théologies, différentes philosophies, de même le socialisme peut-il avoir différentes justifications intellectuelles. A mon point de vue, l'identification du socialisme avec le marxisme n'a pas de fondement. On peut refuser le marxisme et accepter le socialisme. Le marxisme reste une théorie du XIXe siècle : il ne peut opérer l'intégration que Sartre souhaite. Ce qu'une doctrine figée ne peut se permettre pourra être l'œuvre de la classe ouvrière et du socialisme. Un mouvement historique peut réussir une synthèse sans tomber dans l'éclectisme, puisqu'il n'est lié à aucune vérité dogmatique. (...)

● *Le ton de Sartre est malheureusement celui de la guerre froide*

Je ne sais que conclure à propos de Sartre. Son schéma exclut tout dialogue. Pourtant, il est venu ici, avec nous. Je souhaite donc que nous trouvions un terrain de dialogue avec lui aussi ; mais la prémisse nécessaire ne peut être que la conviction d'un intérêt humain commun, malgré les différences politiques ou idéologiques.

Autre condition : si une autre rencontre doit avoir lieu l'année prochaine, je voudrais que tous les invités le soient directement, et à titre personnel. Aucun de nous n'a besoin de la tutelle de son gouvernement pour converser avec ses collègues des autres pays. L'indépendance est notre bien le plus précieux. Là où il nous a été dérobé, il nous faut le récupérer. J'ai beaucoup apprécié ce qu'a dit hier le professeur Bernal à ce sujet. Nous avons beaucoup d'esprits conformistes également en Occident. L'indépendance coûte toujours un effort, parce qu'elle comporte toujours un risque. Mais je dissimulerais un autre aspect de la réalité si je ne faisais pas allusion à ce curieux phénomène, où l'on voit des hommes, qui, après avoir critiqué la situation de leur pays d'origine, perdent tout esprit critique. C'est le cas, je crois, de ces savants qui, à un certain moment de la tension internationale, sur la demande de gouvernements déterminés, ont certifié qu'il y avait eu, en Corée, des faits de guerre bactériologique. Leur témoignage a duré tout juste le temps que la propagande en avait besoin. Ce délai expiré, ils n'ont plus soufflé mot de la guerre bactériologique ; si bien que, pour finir, nous ne savons pas si elle s'est produite ou non. Pourquoi ces savants se taisent-ils ? Leur comportement est grave. Un écrivain, un artiste, un savant ne devrait pas mettre le prestige dont il jouit au service de la raison d'Etat. Aucune raison d'Etat ne peut être identifiée avec la cause de l'homme. Nous avons à nous occuper de l'homme et de ses problèmes. Mais les problèmes de l'homme changent comme les situations historiques. C'est pourquoi il est difficile de définir l'artiste ou l'écrivain libre. Dante, Michel-Ange, Gœthe étaient des écrivains libres de leur époque. Nous ne pouvons leur reprocher de ne pas avoir critiqué la structure économique de leur société. Notre responsabilité est plus étendue. Notre malheur, ou notre chance, à nous écrivains d'aujourd'hui, est de vivre à une époque où presque tout est problématique : les relations des sexes, celles des ouvriers et des capitalistes, celles des nations et des continents, de l'Etat et de l'Eglise. L'immense étendue de notre problématique justifie notre revendication d'une liberté totale.

Konstantin FEDINE répond :

C'EST un discours d'une grande importance que vient de prononcer Silone, et certainement le discours le plus politique qui ait été entendu jusqu'ici dans cette réunion. Je ne puis répondre de façon détaillée sur tous les points qui ont été traités. Je voudrais, d'abord, étudier plus profondément le contenu de ce discours, que je n'ai entendu qu'à travers sa traduction un peu résumée. D'autre part, comme je n'appartiens à aucun parti politique, je ne saurais poursuivre la discussion sur un plan politique. Pour autant que je puisse saisir la pensée de son auteur, il s'agit certainement de problèmes qui doivent surgir constamment dans une société de culture, de problèmes concernant les relations entre la société et l'Etat, entre la culture et l'Etat. Une réponse demanderait probablement toute une conférence, et je n'ai pas l'intention de la faire ici. J'ai seulement pris la parole pour présenter quelques observations sur certains passages de l'intervention qui ne m'ont pas paru exacts. Je ne parlerai que du domaine qui me concerne, celui de la littérature.

M. Silone a reproché aux écrivains soviétiques de n'avoir pas suffisamment exprimé les souffrances de l'humanité opprimée. Cela ne me paraît pas tout à fait exact, en ce sens que nous avons une littérature très riche sur la guerre civile, et cette littérature a dépeint avec un grand réalisme les souffrances du peuple. J'admets la possibilité d'une discussion sur la question de savoir dans quelle mesure l'œuvre d'un écrivain doit être consacrée aux souffrances du peuple ; mais ce qu'est cette souffrance psychologique, c'est une autre question. Je crois que si nos écrivains ont exprimé, dans le passé, les souffrances du peuple, ils ne pouvaient taire, et n'ont pas passé sous silence, celles du présent. Mais les écrivains russes se résignaient à une grande partie de ces souffrances, dans l'espoir, dans le désir d'affirmer les côtés positifs de la révolution et de les répandre dans la pensée du peuple. Il est possible que l'illustration de ces côtés positifs et la nécessité d'accentuer leur valeur aient eu une influence sur l'objectivité de leur exposé des faits. Je refuse, par contre, le reproche qui a été fait à la littérature soviétique d'avoir rompu avec la tradition.

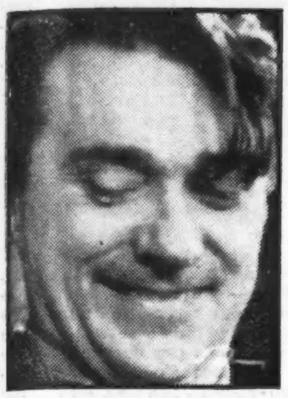
● *Les écrivains russes se sont résignés à une grande partie des souffrances du peuple russe*

J'ajouterai quelques mots sur les dernières observations de M. Silone. Il n'est pas juste de dire que nous venons seulement de procéder à une réédition complète des œuvres de Dostoïevski. J'ai pris part personnellement à l'édition des œuvres complètes, qui était achevée vers 1930, et qui contenait entre autres le *Journal* de l'écrivain, la partie de son œuvre qui, peut-être, contient les éléments les plus utiles du point de vue actuel. On nous a demandé si les écrivains soviétiques ont contribué à l'édition des œuvres de Dostoïevski. Je répondrai que l'on n'a pas cessé de publier les œuvres de Dostoïevski sous le régime soviétique, mais on donnait la préférence aux œuvres que j'ai mentionnées ce matin, en disant qu'il en est de plus accessibles au peuple et de mieux comprises par lui. Les œuvres de Dostoïevski figurent en partie au programme des écoles moyennes et les œuvres complètes au programme de toutes les facultés et de tous les

LE DÉGEL N'A PAS EU LIEU

instituts pédagogiques. Dans ces conditions, il était impossible de ne pas imprimer toutes ses œuvres. J'ajoute que l'édition publiée actuellement est tirée à 150.000 exemplaires pour chaque volume.

Je suis membre de la commission d'Etat pour la publication des œuvres complètes de Léon Tolstoï. Je ne veux pas dissimuler qu'il y a eu, à l'intérieur de cette commission, des discussions au sujet de l'opportunité de publier toutes les œuvres de Léon Tolstoï dans la présente édition académique. Il s'agissait d'abord de ses écrits de caractère religieux, comme par exemple *Ma Confession,* et de ses écrits de caractère antimilitariste, de ses appels aux soldats. Ces débats se sont clos, il y a longtemps. Nous avons achevé l'édition des quatre-vingt-dix volumes de l'œuvre de Tolstoï, dont soixante et onze sont déjà parus. Treize autres volumes sont encore à l'imprimerie. Et nous préparons maintenant l'index général. Je crois que, du point de vue de l'Etat, il est très audacieux de répandre des écrits comme *Ma Confession* ou des écrits contre le service militaire. La plus grande partie de ces volumes contient des lettres, le *Journal* de Tolstoï et des variantes de certaines œuvres. Le tirage en est moindre, il n'est que de cinq mille exemplaires par volume. (...)



Boris POLEVOI discute :

JE voudrais d'abord remercier M. Silone de la grande attention qu'il a apportée à notre délégation et à notre pays. Toute ma vie, j'ai essayé de devenir un homme conscient de moi-même, mais, peut-être par une faiblesse de mon caractère, je n'y suis pas parvenu. C'est pourquoi je ne saurais répondre à M. Silone, qui prétend éclairer les problèmes les plus différents, concernant Dostoïevski et Tolstoï.

Mais je veux parler de quelques questions qui touchent directement aux travaux de notre réunion. Quand on critique les conditions sociales d'un pays, il faut partir d'une connaissance des faits réels. Par exemple, les œuvres dont M. Silone a parlé ont eu des éditions tirées à plusieurs millions d'exemplaires, qui ont eu une grande diffusion, et qui contiennent des critiques très sévères et très profondes de l'époque à laquelle elles appartiennent. Notamment la dernière qu'a citée M. Silone contient des critiques sérieuses des erreurs qui ont été commises pendant la période de la collectivisation. Je pourrais, en particulier, citer une pièce écrite pendant la guerre, qui contient une critique très sévère des erreurs du commandement militaire, et qui a paru en pleine guerre. Cette pièce a paru à l'époque où à la tête des forces armées se trouvait Staline. Je pourrais en citer d'autres encore, mais je voudrais raconter une petite anecdote. Nous avons eu, il y a quatre ans, la visite de deux Hindous ; l'un était communiste, l'autre était délégué du Mouvement du Parti du Congrès national. Ils étaient d'opinions divergentes, et pendant leur voyage ils ne cessaient de discuter entre eux sur ce qu'ils avaient vu chez nous. Mais ils ont vu deux pièces à Moscou, et sur ces deux pièces ils sont tombés d'accord. Ils sont venus tous les deux à l'Union des Ecrivains pour nous reprocher d'admettre la représentation de pièces qui, comme ils disaient, « couvraient de boue notre vie quotidienne ». A ce propos, on peut dire que le discours de M. Silone ne correspond pas tout à fait à la réalité. On nous a fait le reproche d'être venus ici accompagnés d'un personnage officiel, et je voudrais savoir lequel de nous quatre est considéré comme un personnage officiel. Ces inexactitudes nous empêchent de faire aboutir rapidement nos efforts, parce qu'elles nous obligent à les rectifier et à nous expliquer et, pendant ce temps, nous pourrions faire des progrès sur la voie d'un accord. Par exemple, je me permets de proposer que parmi les activités de la Société Européenne de Culture, dont j'admire beaucoup les buts, soit introduit l'établissement d'un échange de correspondance personnelle entre les membres qui seraient heureux d'échanger leurs opinions avec tous ceux qui s'intéressent aux mêmes problèmes.

• *L'autocritique existait en U.R.S.S., mais elle ne plaisait pas à tout le monde*

Je voudrais, enfin, citer un autre exemple pour illustrer la liberté des intellectuels russes. Je ne dévoile pas un secret, car ce n'en est plus un, en disant que Fédine, qui est président des Ecrivains de Moscou, a été jadis membre des « Frères Sérapion », qui était une société d'éditions littéraires qui groupait des écrivains russes. De même, le professeur Alpatov, un des plus éminents experts d'art de l'Union Soviétique, a été bien souvent en désaccord avec la ligne officielle et sévèrement critiqué ; ce qui ne l'a pas empêché de manifester son opinion. En somme, je propose d'éviter tout ce qui peut avoir un caractère de soupçon personnel et rendre plus difficile notre rapprochement.

Ce débat sera plus efficace lorsque nous en viendrons à conclure que chacun de nous est venu librement et qu'en U.R.S.S. on peut faire ce qu'on veut. Je ne crois pas à l'utilité de discussions politiques qui ne peuvent pas convaincre des hommes ayant des conceptions très différentes. Il serait préférable de rechercher les points qui nous sont communs et le domaine dans lequel nous pouvons unir nos forces pour le bien de la culture européenne.

Jean-Paul SARTRE attaque :

HIER, j'ai félicité Silone d'exprimer la part sentimentale de cette réunion. Aujourd'hui, je lui en ferais plutôt un reproche, car cela l'amène, pour conclure, à me traiter successivement de communiste et de trotskyste, alors que je ne suis ni l'un ni l'autre, et que ces deux épithètes sont difficilement compatibles. Il nous a dit également que nos amis russes ont beaucoup plus d'intérêt pour les travaillistes anglais — ce que l'on comprend bien — que pour Saint-Germain-des-Prés. Dans une réunion où ce n'est pas Saint-Germain-des-Prés qui est représenté, mais la culture, on peut donc supposer que nos amis russes, actuellement, ont ici plus d'intérêt pour nous tous, intellectuels, que pour les travaillistes anglais.

SILONE. — Je n'ai pas parlé des Russes ici présents.

SARTRE. — Oui. Mais les autres n'ont rien à voir, justement, avec la question. Le sentiment dissout un peu les questions, et je voudrais essayer de revenir sur les questions qui ont été abordées. Je veux être au net sur un certain nombre de points, et je ne veux pas me payer de mots. Je constate que quand quelqu'un dit, par exemple, que le monde ou les événements sociaux sont si concrets, si vastes, si profonds — ce sont des expressions que nous retrouvons souvent sous la plume d'écrivains chrétiens, chez nous par exemple — ou que l'homme est plus vaste que l'idéologie, ou que le socialisme est plus vaste que le marxisme — toutes phrases qui sont, d'ailleurs, vraies — on en arrive précisément à ce que nous voulons éviter, ici, c'est-à-dire à tomber dans une problématique sans aucun principe et sans aucune conscience des véritables problèmes. Autrement dit, vous atteignez l'universalisme en mettant en bouillie toutes les barrières et toutes les structures qu'il pourrait avoir et qui rendraient l'universalité un peu plus difficile à conquérir. C'est l'attitude de beaucoup de gens, après dix ou quinze ans de lutte, de mésentente avec le parti communiste. L'ensemble des propos que vous avez tenus me semble, en effet, être quelque chose qui vient d'en-deçà du marxisme, qui me fait penser aux généreuses illusions de 1848, plutôt que quelque chose qui vient d'au-delà. Je ne crois pas qu'en évoquant le mystère du monde nous arriverons à quoi que ce soit. Il est certain qu'il y a beaucoup plus de choses dans le monde que dans les →

←

idéologies et dans les philosophies. Hamlet le disait déjà. Mais ce qui est important, ici, c'est de préciser sur quoi nous, qui sommes des intellectuels, nous devons nous entendre. Parce que vous avez placé la question sur ce plan : vous avez dit tantôt, comme hier soir, que le marxisme c'est tous les gens qui souffrent (c'est une définition au moins contestable) ; tantôt, comme aujourd'hui, que l'homme est plus vaste que l'idéologie. Du coup, vous avez manqué la question simple que j'avais posée hier, ou plutôt la réponse que je faisais à Merleau-Ponty. Merleau-Ponty nous disait simplement ceci : « Est-ce que nos amis russes sont décidés à accepter, à considérer comme des vérités, des vérités même plus avancées dans certains domaines des connaissances — des connaissances sociales, par exemple — des choses qui ont été trouvées en Amérique, en Angleterre, en France ou en Italie ? » Je lui répondais : « A certaines conditions, je le crois. ». Je voulais simplement limiter alors ce qu'on pouvait entendre ; car j'ai été en Russie, j'ai vu le fait concret, que vous avez peut-être oublié, que malgré l'extrême bonne volonté, de part et d'autre, que peuvent avoir à se comprendre intellectuels français et soviétiques, il y a une difficulté qui vient non seulement de ce qu'on ne parle pas la même langue, mais de ce qu'on ne parle pas la même langue intellectuelle, de ce qu'on n'a pas les mêmes principes. Il faut un moment d'adaptation pour comprendre ceux des autres, et l'on se trouve vraiment en présence, en U.R.S.S., de ce que j'appelle une idéologie et une culture, ce qui pour moi est la même chose. Vous m'avez chicané en me disant que le marxisme se considérait comme une science, c'est vrai ; mais vous disiez, ensuite, que c'est l'humanité souffrante, ce qui n'est plus tout à fait vrai. Mais ce que je veux préciser, c'est qu'ici je ne considère pas le marxisme uniquement comme science. La société soviétique tout entière a des mœurs, des idées, des significations, des projets, des tendances, des modes ; et en même temps, à l'intérieur de cet ensemble, il y a un développement des sciences sociales, dont les écrivains sont le reflet. Aussi nous ne pouvons pas leur demander de comprendre ce que nous comprenons, nous, à travers d'autres principes, d'autres idées, d'autres hommes. Il faut précisément qu'ils reconnaissent les faits, pour les intégrer à leur propre pensée, à leur propre science, à leur propre développement. De la même façon, en matière de sociologie, nous pouvons voir des études de Moreno ou de Marguerite Mead, par exemple, sur les sociétés primitives ou sur les groupes élémentaires dans les écoles ou dans les classes. Je ne sais pas pourquoi ces études n'intéresseraient pas les Soviétiques. Ce que je prétends, c'est que jamais, chez les Soviétiques, ces études ne demeureront le travail d'un petit groupe fermé, mais qu'il faudra bien que quelqu'un les intègre et dise : « C'est intéressant parce que, effectivement, dans la perspective de nos sciences sociales, nous pourrons en trouver une interprétation ; à l'heure actuelle, nous ne l'avons pas encore trouvée, certes ; mais quand nous la trouverons, ces questions seront éclairées. »

● *Il vaut mieux souligner les différences culturelles que les différences politiques*

Ce que j'entendais montrer, c'est qu'une vérité n'est rien quand elle est isolée. Il lui faut un contexte ; et dans le contexte soviétique elle a un autre sens, une autre importance que dans le contexte américain. Ce sont là des truismes. Il me semble alors qu'ici on peut poser le problème du vrai universalisme. C'est-à-dire se demander de quelle façon des sciences, qui sont dans leur principe opposées, mais qui progressent — je ne parle pas des sciences de la nature, et je pense plutôt aux sciences sociales — peuvent s'entraider ; dans quelle mesure elles peuvent être intégrées, et même je dirais intégrées réciproquement. C'est un problème intéressant ; mais si vous posez, comme vous l'avez fait, un universalisme de sentiments au départ, le résultat que vous obtiendrez c'est de supprimer tout intérêt à notre réunion ; et déjà, objectivement, il ne reste plus, de ce que vous nous avez dit, qu'une seule chose : c'est que vous espérez que nous échangerons des cartes postales, et que de temps en temps ils seront invités ici. Ce n'est pas du tout dans ce sens-là qu'un travail constructif peut être fait. Et comme il n'est certes pas question de discuter ici de science sociale ou de choses de ce genre, je voudrais au moins que l'on considère les cultures non pas comme quelque chose de vague et de polymorphe, qui se mélange au hasard, mais (comme c'est toujours arrivé d'ailleurs) comme un ensemble de choses assez précises, qui se mélangent grâce aux hommes et dans des directions données.

Il est certain que la culture soviétique peut s'enrichir de nos vérités ; il se peut aussi que nous-mêmes nous nous enrichissions des siennes. Mais il faut voir les problèmes tels qu'ils sont et ne pas les éviter. Nos amis soviétiques sont de bonne volonté, en effet, et vous m'avez dit qu'ils étaient de meilleure volonté que moi ; je les en félicite, mais je ne peux pas oublier cependant qu'ils nous ont dit que, pour eux, Joyce pouvait avoir des pages excellentes, qu'il était un auteur populaire en Irlande, mais qu'il leur apparaissait comme un auteur décadent. Espériez-vous qu'ils diraient le contraire ? Non, évidemment. Ce qui ne veut pas dire qu'ils refuseront l'intérêt que Joyce peut avoir pour eux, ni qu'ils n'y trouveront pas des éléments de méthodes littéraires ou de techniques. Mais cela signifie qu'ils se placent à un certain point de vue pour le juger.

Demanderons-nous aux Soviétiques de renoncer à ce point de vue — voilà la question que je vous pose — au nom de l'universalité, ou, comme vous l'avez dit, parce que l'histoire conduit à la synthèse ? Comme je ne sais pas ce que c'est que l'histoire, j'ignore comment s'effectuera la synthèse. Ou bien, ne voyez-vous pas que, du fait que nous sommes des hommes, nous voulons limiter précisément les possibilités d'accord, pour ne pas arriver à des désaccords ou à un accord vague ?

L'exemple de Joyce est extrêmement précis, parce qu'il nous montre ce que les Soviétiques peuvent accorder et ce qu'ils peuvent refuser — ce qui ne veut pas dire du tout que nous ne devions pas, nous, considérer Joyce comme un très grand écrivain, et un écrivain qui n'est pas de la décadence. Voilà où est la différence, et je crois bon de le souligner. Il vaut mieux souligner, à mon avis, des différences culturelles dans l'intention de les surmonter, que de souligner, comme vous le faites, des différences politiques — ce qui n'amène à rien — tout en terminant par un vaste appel à la réconciliation universelle.

Maurice MERLEAU-PONTY conclut :

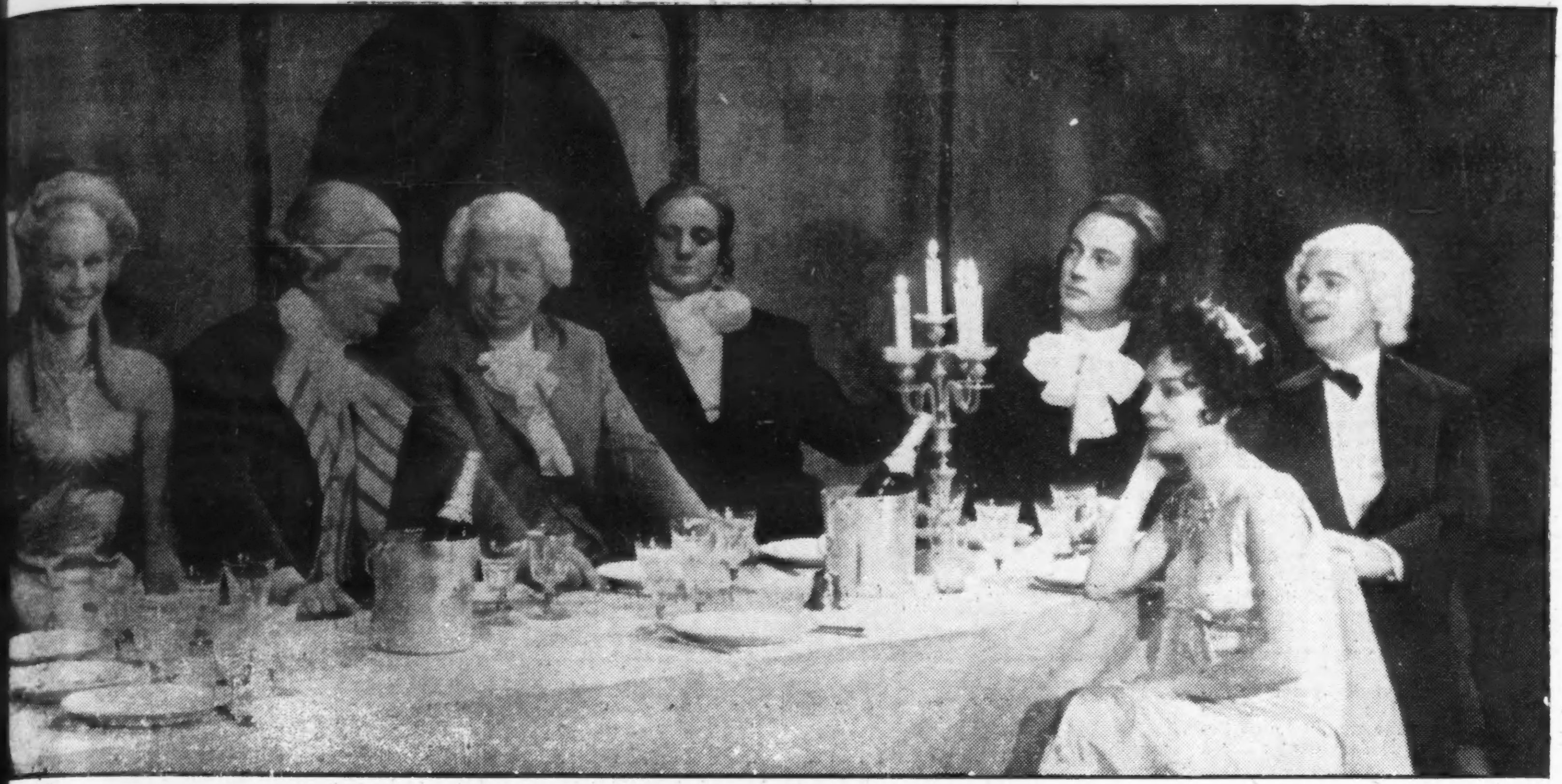
Je ne crois pas que nous devions regretter ce que M. Silone vient de dire, pour cette simple raison qu'après ce discours, nous sommes sûrs que notre réunion n'est pas fondée sur l'oubli. Il se souvient de toute une série de faits, dont moi aussi je me souviens, quoique je n'aie pas les mêmes raisons personnelles de m'en souvenir. M. Silone a voulu qu'il soit clair qu'il y pensait toujours, et c'est bien. Par contre, je ne crois pas que nous puissions continuer sur ce chemin, car il y a deux manières de couper le monde en deux. Silone disait que Sartre coupait le monde en deux ; mais une autre manière de le faire, c'est de s'adresser à l'interlocuteur de telle façon qu'il ne puisse que se rallier ou se taire. Et c'est évidemment à ce résultat que nous arriverions si nous poursuivions. J'avoue que rétrospectivement, pensant au mot de Sartre, hier, disant que nous avions à faire notre dégel, j'ai trouvé ce mot plus fondé qu'au moment même où je l'ai entendu. Ce mot a pris, aujourd'hui, une importance ; notre dégel, ce n'est pas l'oubli ; mais enfin, il est sûr que nous devons considérer le fait que nous sommes réunis ici, en dépit de tout ce qui a été rappelé par M. Silone. Et si nous sommes réunis, ce n'est pas seulement pour parler de ce qui a été, si important que ce soit, et quelque signifiant que ce soit pour l'avenir.

Mais, alors, si nous devons avoir égard aux principes de l'interlocuteur, si nous devons lui laisser ses principes, comment pourrons-nous avoir un débat, une discussion ? J'ai dit, hier, que cette réunion, à elle seule, dépassait la théorie des idéologies, en montrant qu'il y avait un intérêt à confronter des idéologies et que, par conséquent, les façons de penser de chacun n'étaient pas liées à sa résidence. Je ne demande évidemment pas à un marxiste de m'accorder cela sur l'heure. Si, d'un autre côté, je le laisse dans ses principes, en restant moi dans les miens, de quoi parlerons-nous ? C'est là ce que je ne vois plus très bien. Je comprends Sartre lorsqu'il dit qu'on ne peut demander à un marxiste de changer ses principes sur l'heure, et simplement parce que nous sommes réunis. Mais quand il dit, comme tout à l'heure, que les Soviétiques considèrent toujours Joyce comme décadent, je me demande comment nous trouverons encore des sujets de conversation. Je ne propose pas, naturellement, que nos séances soient désormais consacrées à Joyce ; mais enfin, si on ne peut parler de Joyce, ou, plutôt, si l'opinion des uns et des autres sur Joyce est d'avance faite en fonction de principes auxquels la discussion ne touchera pas, alors que faire ? Je crois au contraire qu'on peut parler, sinon de Joyce, du moins de sujets comme « Joyce décadent ». (...)

● *La mémoire de Silone, la décadence de Joyce et les difficultés du dialogue*

Ma question de ce matin visait justement à savoir si nos interlocuteurs soviétiques pouvaient admettre quelque chose comme cela : Joyce est un décadent, mais son œuvre apporte quand même un enrichissement ; nous avons appris quelque chose du fait de l'existence de Joyce. Et voilà pourquoi je voulais demander à M. Fédine ce qu'il entendait dire. A quoi il m'a répondu qu'on pouvait dire que Joyce était décadent, mais que cela n'était pas tellement utile.

Je crois que nous pouvons vraiment mener de telles discussions, en parlant, sinon de Joyce, du moins de sujets concrets. Quand ce matin on proposait de discuter du rôle de l'homme de culture, ou de ce qu'est la culture, ou de ce qu'est un homme de culture, j'avoue que je voyais là des sujets que nous ne pouvons, ni ne devons aborder. Tout au fond, je pense que de telles questions mettent en cause les principes. Il me semble que nous pouvons le dire, mais que ce n'est pas, en effet, sur ces principes que doit porter la discussion, parce qu'alors elle ne finira pas ou sera trop abstraite ou prendra un tour exclusivement politique. Mais sur des faits de l'ordre moyen, qui ne sont pas de l'ordre des principes, de l'ordre de la politique ou de l'histoire, il me semble que nous pourrons avoir une conversation. D'ailleurs, le fait est que ce matin la conversation a pris un tour beaucoup plus concret, plus naturel, entre les Soviétiques et les autres.



Vous leur devez tous une fière chandelle aux
us. En 94, comprenant qu'ils allaient perdre
leur tête et du même coup les biens considé-
s qu'ils avaient amassés depuis 89, c'est eux qui
cidèrent enfin à mettre un terme à la Terreur et
lbuter Robespierre... Ils avaient simplement
à défendre leur peau et leurs gros sous ; ils
t les premiers surpris d'apprendre, en sortant
Assemblée aux acclamations du peuple, qu'ils
ient de sauver la France.

...On n'a jamais tant fait fortune que du jour où on s'est mis à s'occuper du peuple. C'est devenu une véritable industrie. La Révolution était née en partie de l'indignation contre les hommes d'argent qu'on accusait de trafiquer sur les blés ; ils se sont dépêchés de s'en mettre en criant plus fort que les autres et de s'en tirer tous les bénéfices possibles...

Pour Maxime-Saint-Just, la Révolution a été avant tout le règne des bavards :

— Si on en excepte la ration quotidienne de tombereaux de viande à la boucherie, cette épopée s'est surtout passée en discours à la tribune et en parlotes dans les clubs. Le problème était de tenir le crachoir de ce dernier. La moindre interruption était fatale. Quand on vous coupait la parole, on vous coupait également la tête. On l'a bien vu le 9 Thermidor. Comment croyez-vous qu'on ait eu Robespierre ? En faisant assez de bruit pour couvrir sa voix.

Bitos arrive enfin et le dîner-piège commence.

DE TETES de Jean ANOUILH

aintenant, inquiets des conséquences de leur
forcent de le séduire.

Brassac-Tallien, *après les Cent-Jours, nous*
morte... Nous ne vous reprochons rien du
res, c'est comme les boules, c'est un jeu fran-
naissant... Deux, trois signatures, quatre s'il
e toujours un général pour signer un décret
t si on n'a pas le texte de loi qu'il fallait, on
Bien entendu on a des manières. On tue, soit,
L'ordre, toujours l'ordre... Il faut s'y faire :
C'est le plat national.

5 Bitos, qu'on a fait boire, s'écrie :

— On est toujours injuste avec moi. Et ça me fait mal. On me repousse toujours. Et pourtant, je suis bon. Je ne ferais pas de mal à une mouche. Ce n'est pourtant pas ma faute si j'étais un petit garçon pauvre. Vous, vous ne preniez rien au sérieux et tout vous réussissait tout de même, toujours. Le monde des pauvres s'écroule si on ne prend pas tout au sérieux.

Mais un peu plus tard, il ajoute :

— Je n'ai pas d'ami. La poigne. C'est ma seule amie. Faire ce qui se doit durement, contre tous. Je n'aime personne, même pas le peuple. Il pue. Il pue comme mon père qui me cognait dessus et comme les amants de ma mère qui ont continué après, quand il est mort. Et j'ai horreur de ce qui pue. J'aurais voulu que tout soit net, toujours, sans ratures, sans bavures, sans taches. Le sentiment que je vous fait peur, à tous, est doux aussi.

Incident comique : le fond de la culotte de Bitos craque et il faut appeler le valet de chambre pour le lui recoudre.

5

6

6 Son fond de culotte recousu, Bitos s'apprête à aller terminer la soirée avec ses ennemis dans le « mauvais lieu » de la ville. Mais une jeune fille, Victoire, dont Bitos a vainement demandé la main, est prise de pitié :

— N'allez pas avec eux, ce soir, monsieur Bitos. Ils vont vous faire d'autres blessures dont vous ne guérirez pas aussi facilement... Restez vous-même. Et défendez les vôtres. Restez pauvre. Comme toutes les choses précieuses, c'est très fragile, la pauvreté. Gardez la vôtre intacte, monsieur Bitos.

Bitos est devenu tout pâle :

— Je vous remercie, mademoiselle, de cette petite leçon. Mais, si je peux me venger de vous tous, un jour, c'est par vous que je commencerai.

Il se retire lentement, ridicule avec son chapeau melon sur son costume révolutionnaire, et Victoire ne peut s'empêcher de murmurer :

— Pauvre Bitos.

AUTOMOBILE

L'homme et la vitesse

DANS une chambre de l'hôpital d'Arpajon, depuis le dimanche 7 octobre, l'ancien champion de France Louis Rosier lutte contre la mort. L'accident avait eu lieu pendant la « Coupe du Salon » : un tonneau... sa voiture quitta la piste... On transporta immédiatement Rosier à l'hôpital des « blessés de Montlhéry ». Quelques instants plus tard, le champion suisse Benoît Musy se tuait après un vol plané d'une vingtaine de mètres.

Tandis que les sauveteurs se précipitaient vers le corps du pilote suisse, les chirurgiens Debidour et Humbert examinaient Louis Rosier.

Longtemps le champion allait rester dans le coma. Il était paralysé, touché à la moelle épinière. Mais, l'œdème dû au choc régressant lentement, la paralysie lâcha prise.

Après une semaine d'hospitalisation, Louis Rosier commença à parler, à remuer les bras. Maintenant il reçoit des visites. Bien que ses jambes soient encore paralysées, son état s'améliore sans cesse. On peut déjà crier au miracle. Surtout si l'on tient compte de la vitesse à laquelle roulait Louis Rosier au moment de l'accident : 200 à l'heure.

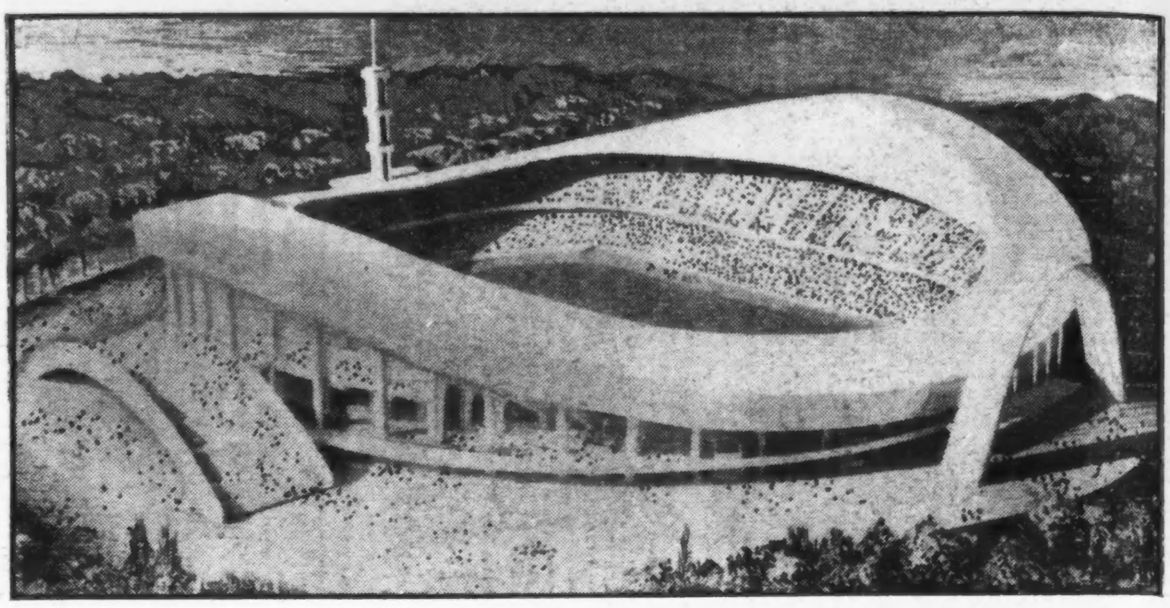
Trois raisons font que les coureurs automobiles ont plus de chance de survivre à un accident que la moyenne des automobilistes: les coureurs sont toujours en parfaite condition physique ; ils prennent des précautions (couper le contact à temps et porter un casque) ; ils sont rarement victimes de collision avec d'autres voitures de course.

Pour les spécialistes de la Prévention Routière :

— *A grande vitesse, les parties du corps touchées en cas d'accident sont les mêmes qu'à moyenne vitesse, mais les erreurs d'appréciation de distance et de freinage sont évidemment plus dangereuses.*

D'après une statistique récente de l'Université américaine de Cornell, portant sur 210 accidents, les parties du corps touchées sont : tête et visage (73) ; cou et artère cervicale (7) ; poitrine (37) ; abdomen et moelle épinière (16) ; membres supérieurs (30) ; membres inférieurs (47).

Le volant est dans 40 % des cas cause de la blessure, dans 38 % c'est le tableau de bord et dans 4 % le rétroviseur. Ces mêmes statistiques indiquent que la plupart du temps le choc se produit à l'avant de la voiture, ce qui tend à démontrer que la plupart des accidents, à grande ou à moyenne vitesse, pourraient très bien être évités si les conducteurs ne relâchaient jamais leur attention.



UN STADE POUR PARIS
Dans le domaine des réalisations abandonnées.

SPORTS

190.000 spectateurs perdus

UNE fois de plus, un grand match international de football se jouera à bureaux fermés. Soixante mille personnes seulement assisteront à la rencontre France-U.R.S.S. de football au stade de Colombes. D'après une estimation officielle, deux cent cinquante mille personnes au moins auraient aimé y assister.

Colombes sera comble dimanche, mais la désaffection du public à son égard n'en reste pas moins évidente. Tous les amateurs français de sport et de compétitions internationales connaissent, en effet, les possibilités du stade de Colombes, désuet (il date de 1924), triste, sale, ouvert aux intempéries, et dont la majorité des places offrent une visibilité peu satisfaisante. Le fameux stade de 100.000 places, conçu selon les canons modernes de l'esthétique architecturale, est entré dans le domaine des « réalisations abandonnées ».

— *Aucune décision n'a été prise au sujet du futur stade de Paris,* confirme-t-on à la préfecture de la Seine, *mais un mémoire sera présenté à la prochaine session du conseil municipal, vers la fin du mois de novembre.*

Deux solutions à ce problème avaient été avancées : l'administration préparait un projet tandis qu'un groupe privé, la S.I.P.E.C.S. (constructions sportives) faisait faire une maquette par l'architecte Carlu. Mais il semble que l'administration ait abandonné l'idée de faire construire un stade « de prestige ».

— *Notre projet,* précise M. Carlu, *avait intéressé la Ville de Paris au point de vue technique. Actuellement, ce stade est en panne. Mais cette question reviendra à l'ordre du jour. Que ce stade de cent mille places soit rentable ou non, cela ne devrait pas compter. De nombreuses capitales moins peuplées que Paris ont déjà des stades de cette importance.*

Trois emplacements avaient été envisagés pour le fameux stade : boulevard Soult, dans le 12e arrondissement, sur l'emplacement du stade Pershing et boulevard Lannes.

Dans ce dernier cas, on avait envisagé « une opération de compensation » : la S.I.P.E.C.S. avait une option pour construire le stade et, en échange, deux terrains destinés à des immeubles de luxe lui étaient offerts.

Cette opération permettait au groupe de travailler avec les fonds de l'aide à la construction. De nombreuses difficultés se sont fait jour — entre autres une estimation différente des « terrains de compensation » — et l'option du groupe est sur le point de « tomber ».

Le problème du stade reste donc sans solution. Colombes restera longtemps sans doute un stade trop grand pour les petits matches et trop petit pour les grands.

PRESSE

Les rêves du lecteur

APRES *L'Aurore,* qui a distribué quinze millions à ses lecteurs, *Le Figaro* qui en a donné vingt-cinq et *France-Soir* cinquante, *Le Parisien libéré,* depuis deux semaines, promet quarante millions à ses lecteurs et l'hebdomadaire *Elle* en offre trente à ses lectrices (le quotidien demande, en échange, aux concurrents, de désigner les maisons qu'il leur plairait d'habiter, tandis que le magazine féminin prie ses lectrices de classer dans l'ordre leurs vingt joies et leurs vingt soucis).

Pas plus que leurs confrères, ces journaux n'ont l'espoir de récupérer dans un avenir immédiat les sommes qu'ils distribuent ainsi. Leur but essentiel est d' « accrocher » davantage encore leur public.

Aussi accordent-ils un grand soin à bien choisir les prix qu'ils proposent.

20.000 francs par mois

Cette liste des prix a considérablement évolué ces derniers temps ; ce ne sont plus aujourd'hui des voitures que l'on offre pour séduire les concurrents mais surtout des maisons, des appartements et — phénomène nouveau — des rentes. Comme *Libération* et *France-Soir, Le Parisien libéré* et *Elle* offrent des rentes mensuelles de dix à vingt mille francs pendant des périodes allant de cinq à quinze ans.

Mieux que les réponses des lecteurs, ces prix, choisis par des techniciens, soulignent l'évolution des goûts et des soucis des Français que la crainte du lendemain, et le désir d'être convenablement logés hantent maintenant bien plus que l'envie de partir sur la route au volant d'une décapotable.

Effrayés par cette prolifération de concours qui ajoutent plus au standing de certains journaux qu'à leur diffusion, une fois le concours terminé, plusieurs quotidiens de province ont décidé de mettre fin à ces jeux qui les ruinaient : d'un commun accord, ils ont pris l'engagement de ne plus jamais en organiser.

Du Sicob à la rue Vivienne

Visitez le Sicob. Vous y verrez EAGLE qui expose quelques échantillons de ses **fabrications.**

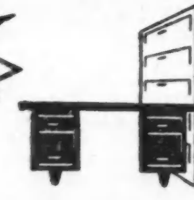
Mais l'**Exposition permanente** de la rue Vivienne est indispensable à votre information avant tout achat important.

* *6 étages (2.200 m2)*
* *800 modèles* **métal** *et bois*
* *Sièges confortables*
* *4 séries de prix*

En 1/4 d'heure vous aurez une vue complète et concrète sur l'organisation moderne des bureaux.

Vous choisirez tranquillement ce qu'il vous faut et vous apprécierez l'expérience de nos techniciens.

TÉLÉPHONEZ A GUT. 44-26 +



PROVOC

Éts EAGLE - 51, rue Vivienne, PARIS 2e
(Angle des Boulevards) PARKING DANS L'IMMEUBLE

TRICOTAGE MÉCANIQUE
Achtnich & Cie
6, rue du Rhône, BELFORT
(Territoire de Belfort)

SOUS-VÊTEMENTS pour HOMMES, FEMMES et ENFANTS
Marques déposées :
« Les Trois Cigognes » - « Svelta » - « Sawaco » - « Sublimail »

ANDRÉ CLUYTENS
Deux répétitions à Paris...

MUSIQUE

Le chef du dimanche

C'ETAIT, l'autre dimanche, la rentrée des Concerts du Conservatoire, et quand sur le plateau du Théâtre des Champs-Elysées apparut la longue silhouette romantique et dégingandée d'André Cluytens, la salle tout entière se dressa pour l'acclamer. Ce n'était pas seulement leur chef préféré que les habitués de la Société des Concerts applaudissaient, mais aussi le seul Français à avoir été admis à prendre place au pupitre de Bayreuth.

A la tête de la plus ancienne des quatre associations parisiennes qui donnent les célèbres « concerts du dimanche », André Cluytens a succédé à Charles Munch.

Honneur peu lucratif

C'est un grand honneur d'appartenir à la Société. Mais un honneur peu lucratif. Les fonctions qu'exercent les huit membres du comité sont bénévoles. Les musiciens eux-mêmes ne savent jamais ce qu'ils toucheront comme cachets en fin d'année. La Société ne dispose, au départ, que de la subvention accordée par la Commission des Beaux-Arts, qui distribue 16 millions entre les quatre associations symphoniques du dimanche (Colonne, Lamoureux, Pasdeloup, Concerts du Conservatoire). Inégalement d'ailleurs. La Société des Concerts est celle qui touche le moins (2.900.000 francs l'année dernière), et cela pour deux raisons : d'abord, c'est elle qui fait les meilleures affaires. Ensuite, cette subvention est versée pour permettre aux associations de créer, en première audition, des œuvres contemporaines, et la Société des Concerts, dont le public est peut-être plus rétif, est celle qui donne à ces œuvres la part la moins importante dans ses programmes.

Ses recettes sont donc limitées aux concerts du dimanche — vingt-deux ou vingt-quatre par an, d'octobre à Pâques — et aux répétitions générales publiques du samedi. Il y a aussi ce qu'on appelle les « affaires particulières », qui rapportent davantage : festivals, tournées, retransmissions radiophoniques et surtout enregistrements.

D'après le tarif syndical, la Société devrait payer à ses musiciens 2.250 ou 2.000 francs par « service ». C'est-à-dire par répétition ou par concert.

En fait, jamais la Société n'a pu, en fin d'année, verser aux membres de l'orchestre une somme correspondant au tarif syndical pour les « services » effectués dans l'année. Pourtant, lorsqu'elle a besoin de recruter un musicien, nombreux sont les candidats. C'est qu'appartenir à la Société des Concerts est une carte de visite qui procure de nombreux avantages. Tous ses membres, d'après les statuts, doivent être anciens élèves du Conservatoire de Paris. Le niveau est très élevé ; 95 % des artistes qui en font partie sont d'anciens premiers prix. La formation compte même deux professeurs au Conservatoire en exercice : le tuba et les timbales.

A la différence des orchestres de la Radio, la Société des Concerts n'accepte pas les artistes femmes, même si elles sont anciennes élèves du Conservatoire, même si elles ont eu un premier prix. Ce n'est pas une question de principe, mais de sonorité. Son admirable ensemble de cordes — il n'est pas question, évidemment, de faire tenir à des femmes des parties d'instrument à vent — a une vigueur et un mordant qui ne seraient pas, dit-on, aussi parfaits s'il n'était exclusivement composé d'hommes. Une seule exception, celle-là traditionnelle : la harpiste.

C'est cet ensemble qu'André Cluytens dirige. Bien entendu, il regrette que les moyens de la Société des Concerts ne lui permettent pas de faire répéter l'orchestre autant qu'il le faudrait. Pour chaque concert dominical, il dispose, en plus de la répétition générale publique, de deux répétitions.

Pour la mise en place des *Maîtres Chanteurs*, cet été, à Bayreuth, André Cluytens avait eu droit à cinquante-deux représentations. On comprend alors la joie qu'un chef d'orchestre peut avoir à être invité à ce pupitre, qui représente en même temps la consécration d'une carrière.

Celle d'André Cluytens, d'une famille de musiciens belges, avait officiellement commencé un jour où il avait dirigé, à la place de son père, au Théâtre Royal d'Anvers, *Les Pêcheurs de Perles*. Cluytens devait par la suite conduire à Toulouse, à Bordeaux et à Vichy où il remplaça au pied levé Joseph Krips, lors d'un cycle Beethoven. En une nuit, seul dans sa chambre d'hôtel, il dut travailler l'ouverture de *Léonore*, la Quatrième Symphonie, la *Fantaisie pour piano, orchestre et chœurs*, et la Neuvième.

...Cinquante-deux à Bayreuth

En 1942, on lui proposait enfin d'entrer à l'Opéra de Paris, de conduire l'Orchestre national de la Radio et de diriger, en l'absence de Munch, un concert de la Société des Concerts du Conservatoire.

Le public du samedi...

Le public du samedi matin va à la répétition générale comme à un concert et il comprendrait mal que l'on répète encore devant lui, c'est-à-dire qu'on lui fasse entendre plusieurs fois un même passage, quitte à ne pas donner le programme en entier.

Ce public particulier est à la fois exigeant et distrait. Sur les 1.300 abonnés aux concerts de la société, il y en a près de 1.000 pour le samedi matin. Ce sont surtout des femmes, et le plus souvent d'un milieu assez mondain. On se rencontre le samedi à 10 heures au Théâtre des Champs-Elysées. On bavarde beaucoup, on se connaît. On se connaît si bien que la secrétaire chargée de placer les abonnés a deux sortes d'ennuis. D'abord avec celles de ces dames qui viennent la trouver en lui disant qu'elles veulent changer de place « parce que Mme X... et Mme Y... ne cessent de parler de leurs enfants ou de leurs chapeaux pendant les concerts ». Mais la secrétaire ne peut rien. Surtout si Mme X... et Mme Y... ont réussi, après des années d'efforts, à obtenir deux fauteuils « à gauche ».

Il ne faudrait pas croire que ces dames soient militantes dans des partis extrémistes. Non : on veut être « à gauche » pour pouvoir regarder les mains du pianiste qui joue en soliste, pour être devant le violoniste, le chanteur qui, par tradition, en effet, est placé toujours « à gauche », entre les premiers violons et le chef d'orchestre. Et c'est là encore une source de difficultés pour la secrétaire. Celles de ces dames qui sont encore « à droite » veulent chaque année obtenir une place « à gauche ». Et celles qui sont « à gauche » entendent ne rien céder. Comme les abonnés sont fidèles et reprennent leurs billets tous les ans, il n'y a de places disponibles « à gauche » qu'en cas de décès. Ceux et celles qui sont encore « à droite » souhaitent parfois une épidémie.

...et du dimanche

Le public du dimanche est différent. Il comporte moins d'abonnés : entre trois et quatre cents. Il est surtout beaucoup plus jeune. Car, depuis une quinzaine d'années, le public s'est profondément modifié en France. Le disque, la radio, loin de leur faire concurrence, ont apporté aux concerts de nouveaux auditeurs. Des auditeurs recrutés dans des milieux que la musique n'avait pas atteints. Ce qui était « populaire », jusqu'à 1939, c'était l'Opéra-Comique, et parfois l'Opéra. Les concerts le sont devenus. Et l'action des Jeunesses Musicales y est aussi pour beaucoup. Si bien que l'atmosphère un peu confinée des concerts du dimanche, à Pleyel, au Théâtre Sarah-Bernhardt, au Châtelet ou aux Champs-Elysées, a disparu pour laisser place à un public plus chaleureux, peut-être moins exigeant, mais qui n'applaudit plus du bout des doigts : quand un chef ou un soliste a du succès, cela fait autant de bruit, et c'est aussi franc qu'au Vél' d'Hiv'.

Cette année, André Cluytens doit partir aux Etats-Unis, à la tête de la Philharmonique de Vienne ; pourtant, il aurait préféré y diriger la Société des Concerts. Mais celle-ci ne peut pas faire le déplacement. Pourquoi ?

C'est que, si les musiciens de la Société des Concerts n'avaient pas d'autres occupations, ils ne pourraient pas vivre. La plupart font donc partie, en même temps, d'autres formations, et notamment de l'orchestre de l'Opéra. Jusqu'à présent, il était possible de s'entendre avec la direction de l'Opéra pour obtenir pour ces musiciens des congés. Mais le nouveau directeur, M. Hirsch, ne l'entend pas de cette oreille. Pour lui, les musiciens qui appartiennent à l'Opéra lui appartiennent tout entiers. Aussi a-t-il refusé les congés qui auraient permis à la Société des Concerts de se rendre en Amérique.

Les quatre timides

CHAQUE année en cette saison où débutent les grands concerts, la presse se plaint des programmes des associations symphoniques parisiennes. Deux griefs principaux sont avancés :

1) Les associations jouent trop d'œuvres anciennes et pas assez d'œuvres modernes ;

2) Elles font la part trop belle à la musique étrangère et traitent la musique française en Cendrillon.

Voyons les trois premiers programmes des quatre associations « du dimanche » : sur 28 compositeurs à l'affiche, 16 sont classiques ou romantiques et 12 sont du XX[e] siècle ; 21 sont étrangers et 7 sont Français. Sur les 21 étrangers, il y a 9 Russes, 7 Allemands, 1 Espagnol, 1 Hongrois, 1 Italien, 1 Américain du Nord et 1 Tchèque.

Les compositeurs les plus joués de ces trois premiers dimanches sont : Wagner avec 11 œuvres, Beethoven avec 7 œuvres, Gershwin avec 5 œuvres, Rimsky-Korsakoff avec 3 œuvres, Tchaikowsky et Strawinsky avec 2 œuvres chacun. Tous les autres compositeurs n'ont été représentés qu'avec une seule œuvre chacun.

Cette statistique partielle doit être éclairée par les constatations suivantes : il y a eu, pendant cette période, deux « festivals de musique russe », un « festival Wagner » et un « festival Gershwin ». Il y aura sûrement, dans la saison, d'autres festivals russes, ainsi que des festivals Wagner, auxquels s'ajouteront certainement plusieurs festivals Beethoven.

Ces programmes reflètent très exactement l'état d'esprit du grand public qui fréquente les concerts dominicaux : son engouement pour Wagner et pour Beethoven, qui est ancien, sa frénésie plus récente pour la musique russe et, accessoirement, son intérêt pour le jazz symphonique de Gershwin.

Les associations sont obligées de tenir compte de ces préférences, faute de quoi elles joueraient devant des fauteuils vides. Contrairement à certaines affirmations un peu hâtives, ni la musique contemporaine (au sens le plus large du terme : la musique des cinquante dernières années), ni la musique française ne sont négligées. Dans un article récent du « Monde », René Dumesnil se plaint de l'absence de la musique française des programmes dominicaux. Il est difficile de le suivre jusqu'au bout de ses conclusions, résumées dans le titre de son article (« Sommes-nous en France à Paris ? »), alors que, ces trois dimanches, Berlioz, Franck, Vincent d'Indy, Dukas, Ravel et, parmi les vivants, Delannoy et le tout jeune Gabaye étaient à l'affiche.

Les associations ont un public en grande partie composé de jeunes, dont toute l'éducation musicale est à faire. Une symphonie de Beethoven, une ouverture de Wagner peuvent constituer une première audition pour une grande partie de ce public-là. Il n'y a aucune raison de l'en priver.

Est-ce à dire que les programmes des associations sont sans reproche ? Non, bien sûr. Leur timidité est grande à l'égard de la musique contemporaine la plus avancée. Dans l'article cité, René Dumesnil se plaint qu'on joue des œuvres de Boulez (en oubliant d'ailleurs que Boulez est Français). A ma connaissance, les œuvres de Boulez ne sont jouées que dans des concerts « spécialisés » et rencontrent d'ailleurs un immense succès auprès d'un public où les jeunes dominent. Les associations devraient tenir compte de ces indications.

Antoine GOLEA.

THÉATRE

PAUVRE BITOS OU LE DINER DE TÊTES

Trois actes de Jean Anouilh au Théâtre Montparnasse.

L'affaire Bitos n'aura pas lieu

LA nouvelle pièce de M. Jean Anouilh est un sujet de scandale pour beau-

→

→ coup par sa violence, et par ses faiblesses, un sujet de tristesse pour tous. Il y a eu, le soir de la générale, quelques moments difficiles, quelques instants où le silence d'une salle offensée prenait la densité d'une réponse et faisait autant de bruit que des applaudissements. Mais ces « incidents d'audience », s'ils peuvent être exploités sur le plan politique, ne sont, hélas ! en aucune manière le point de départ d'une nouvelle bataille d'*Hernani* : les haines du polémiste ont étouffé à l'avance le talent du dramaturge.

Selon une formule chère à l'auteur de *La Répétition*, la pièce se joue sur deux plans de la durée et de la réalité. Bitos, substitut en province au moment de la Libération, s'est montré impitoyable. A l'occasion d'un diner de têtes, quelques-uns de ses anciens amis ont décidé de le ridiculiser et peut-être de lui infliger une correction dont on ne sait jusqu'où elle ira. Voici Bitos-Robespierre au milieu de Mirabeau, Tallien, Danton, Saint-Just, Marie-Antoinette, Camille et Lucile Desmoulins. La conversation est serrée, blessante pour l'Incorruptible de 1794 et de 1945, au point que le pauvre Bitos, se croyant menacé dans sa vie, s'évanouit.

Le doigt de Dieu

Et pendant tout le second acte, il revit devant nous quelques épisodes de la vie de Robespierre. C'est une sorte d'explication psychanalytique où les coups de verge infligés au petit Maximilien par le régent de son collège le marquent autant que les fessées de Mlle Lambercier, Jean-Jacques Rousseau. Toute sa vie, l'homme cherchera à se venger des humiliations de l'enfant orgueilleux et battu. C'est pour apaiser son honneur qu'il fera tomber la tête des autres.

Comme Bitos, fils d'une blanchisseuse, s'est vengé de ses beaux amis. Car il revient à lui, au début du troisième acte. Et les conjurés, craignant sa colère, abandonnent la plaisanterie, ils le cajolent, le saoulent, le flattent, essaient de le corrompre. Et ils réussissent, l'affreux Bitos se renie, il suivrait les autres si le doigt de Dieu et de M. Anouilh ne le frappait au point sensible : Bitos-Robespierre a fait craquer le fond de sa culotte.

Il doit se faire recoudre sous nos yeux et sous les yeux d'une sorte d'Antigone revenue pour mettre en garde ce Créon de Guignol. Suprême humiliation : il perd la face, il gardera sa haine.

Après son Ornifle-Don Juan, M. Anouilh nous présente un Bitos-Tartufe de la justice. Bitos est un pauvre diable parce que l'amour de la justice dont il fait profession est en réalité une justice sans amour, imprégnée au contraire par la haine. Et la nouvelle pièce de l'auteur d'*Antigone* peut être prise encore une fois comme une protestation anarchique et désespérée d'une exigence de justice absolue contre toutes les formes de justice sociale. Mais, hélas ! comme la culotte de Bitos, la pièce est décousue, et comme la justice de Bitos, elle est empoisonnée par la haine.

Défi hargneux

Que l'épuration ait eu ses Fouquier-Tinville de chef-lieu de canton et ses Saint-Just de salon littéraire, qu'elle les ait eus jusque « sur le plan national » et qu'ils aient parfois fait beaucoup de mal, plus personne ne le nie et beaucoup, de Jean Paulhan à Marcel Aymé, l'ont dit depuis longtemps. Nous sommes tous, depuis 150 ans et depuis 10 ans, contre l'exécution d'André Chénier. Mais même si l'on croit que ces vérités sont bonnes à redire, ce qui gêne chez M. Anouilh, c'est un ton de défi hargneux, puis c'est une sorte de contagion de la haine qui s'attaque à toutes les classes et à tous les partis, puis à tous les sentiments, avec à peine de temps en temps une clause de style démagogique pour gagner des applaudissements de mauvais aloi. Rarement comme dans cette pièce sur l'Incorruptible, un auteur a donné le spectacle d'une sorte de complaisance masochiste à se baigner dans la corruption : misanthropie, mais la misanthropie suppose une haute idée de l'homme et l'on peut bien mettre au défi M. Anouilh de nous donner après son pseudo Don Juan et son pseudo Tartuffe, un Alceste.

Encombrée au premier acte de longues et ennuyeuses explications historiques, au second d'interminables évocations, interrompue à chaque instant par de pitoyables plaisanteries de cabaret et par des accès de colère haineuse, la pièce souffre enfin d'une indécision quant au personnage de Bitos, tour à tour pitre et moraliste, pauvre homme ou cas pathologique. Indécision que M. Anouilh semble partager au point de ne pas arriver à prendre un parti et à finir son œuvre : pendant vingt minutes, il retouche son portrait, s'oriente vers une fin, puis vers une autre, va de repentir en repentir au point de donner à son dernier cri de haine un accent de cri de soulagement.

Ce n'est pas une pièce dont on parlera : c'est une pièce qui fera aboyer, de droite et de gauche, les chiens de garde excités par le vieil os que M. Anouilh sert à son diner de têtes. M. Michel Bouquet le défend avec un courage au-dessus de tout éloge, aidé par MM. Jean Martinelli, Bruno Cremer, Christian Lude. (Voir pages 12 et 25 la « pièce à conviction » : quelques scènes de *Pauvre Bitos*.)

★

Une Tosca musclée

La Reine et les Insurgés

d'Ugo Betti,
au Théâtre de la Renaissance

En période révolutionnaire, dans quelque démocratie populaire improbable comme un royaume d'opérette. Pour favoriser la fuite de la reine, pauvre femme craintive et traquée dont elle a eu pitié à la dernière minute, après avoir voulu la livrer, une fille de mauvaise vie, Argia, est amenée par la remarquable stupidité des policiers à se faire passer pour elle. Mais peu à peu le personnage s'empare de la personne, la charité engendre la dignité, et Argia, très consciemment, se laissera fusiller comme une reine. Et voilà encore une fille perdue de sauvée.

Le théâtre d'Ugo Betti développe souvent une situation psychologique exceptionnelle posée à partir d'une intrigue compliquée, sans grande vraisemblance, plus ou moins mélodramatique. Mais ici, est-ce la faute de l'auteur, de l'adaptateur, d'une mise en scène d'un réalisme d'opéra, l'intrigue l'emporte sur la situation. Pendant deux actes, c'est bête comme *La Tosca*, avec un dialogue plat et des péripéties puériles.

Renonçant aux vains attraits de ces toilettes qu'elle porte à ravir, Mme Edwige Feuillère est vulgaire et noble, fille par les mœurs et les manières, grande dame par le cœur avec l'autorité et le naturel qu'on lui connait. M. Michel Vitold met toute sa force et toute son intelligence à donner vie à un personnage de commissaire du peuple et de police assez mal dessiné. Ils sont bien soutenus par M. Michel Piccoli, Mme Maria Pacome et beaucoup d'autres.

BALLETS

Balanchine à l'Opéra

Triomphalement, le « New York City Ballet », dirigé par Georges Balanchine, vient d'inaugurer, à l'issue d'une tournée européenne de plusieurs mois, ses quatre spectacles à l'Opéra de Paris.

C'est la troisième fois que Balanchine est présent au palais Garnier, mais c'est la première fois qu'il y présente sa propre compagnie.

Georges Balanchine, de son vrai nom Balanchivadzé, né à Saint-Petersbourg en 1904, élève de Bronislava Nijinska, la sœur de Vaslav Nijinsky, quitte son pays en 1924, âgé de vingt ans, pour entrer dans la troupe des Ballets Russes de Diaghilev comme danseur et chorégraphe. A la mort de Diaghilev, en 1929, Jacques Rouché l'engage à l'Opéra, où Balanchine commence à régler *Les Créatures de Prométhée*, sur la musique de Beethoven. Mais la maladie l'empêche d'achever sa chorégraphie ; c'est Serge Lifar, autre jeune rescapé de la compagnie Diaghilev, qui le remplace et qui, finalement, est engagé comme nouveau maître de ballet de la maison.

Après des séjours à Copenhague et à Londres, Balanchine part en 1935 pour les Etats-Unis. Il y crée sa compagnie et exerce, depuis, une influence décisive sur l'évolution du ballet contemporain.

Dans cette évolution, Balanchine représente la ligne classique pure et une certaine tendance à l'abstraction. Ses chorégraphies sortent directement de la musique qui les inspire ; excellent pianiste, chef d'orchestre à ses heures, Balanchine réalise le maximum d'union entre la musique et la

Ava Gardner
Du laid avec du beau

A voir

● **Spectacle Marcel Marceau** (le monde du silence) ● **Les Oiseaux de lune** (Marcel Aymé poète) ● **L'Amour des quatre colonels** (Les gaîtés de l'occupation) ● **A la monnaie du pape** (une pièce qui a cours) ● **Adorable Julia** (adorable Madeleine Robinson) ● **Le Mal court** (savoureux Audiberti) ● **Histoire de rire** (on ne rit pas seulement) ● **Cyrano de Bergerac** (pour les adultes aussi) ● **L'Homme, la bête et la vertu** (Pirandello chez Létraz) ● **Les Bas-Fonds** (Gorki) ● **Requiem pour une nonne** (Faulkner et Camus) ● **La Terre du désir du cœur** (Yeats le poète) ● **Les Chaises** (un univers kafkaïen).

Cabarets Dancings

BOULE BLANCHE 33, RUE VAVIN MONTPARNASSE DAN 78-96
Sensualités 57 !......

frede présente au CARROLL'S
3 spectacles de 23 h. à l'aube
TOT OU TARD VOUS ARRIVEREZ JUSTE !!!
36, rue de Ponthieu ELY. : 46-60

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

F. RAYNAUD SULLY d'. AUTEUIL 71-18

PIANO-CLUB Le plus beau spectacle de nus 49, r. de Ponthieu - ELY. 85-83

Le SEXY 68, rue Pierre-Charron BAL : 25-18 OH ... LA ... LA !!!

LA VILLA Strip tease parade Revue nue

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "VOULEZ-VOUS?"
Revue de Guérin & Fraday

PROCHAINEMENT OUVERTURE
par Monsieur René CUSSAC
du Restaurant DE CAUMARTIN
33, rue de Caumartin - Paris 9e - RIC. 50.59

LES FOLIES-BERGERE
SONT A PARIS
TOUT PARIS VA
AUX FOLIES-BERGERE

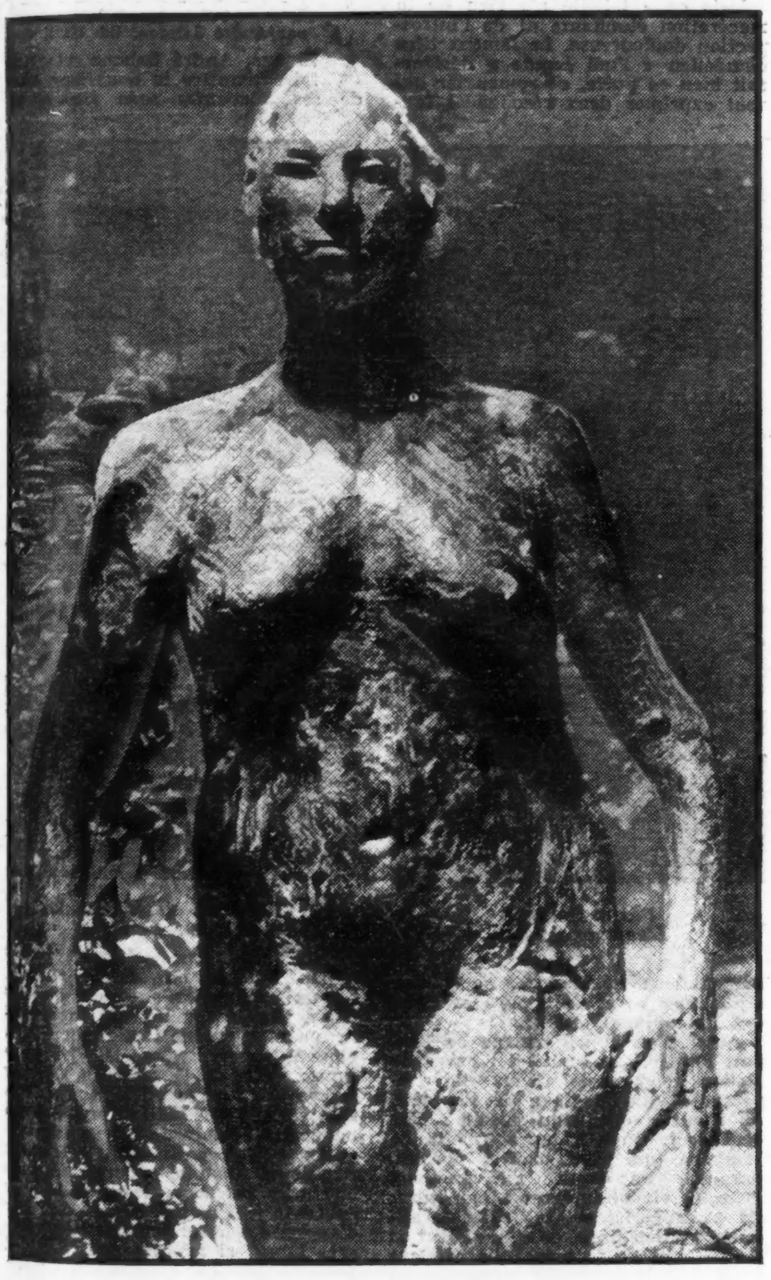
LA MAISONNETTE RUSSE DE PARIS
6, RUE D'ARMAILLE (ETOILE) - ETO. 52-49
PARKING FACILE - VODKA A VOLONTE
Les plus célèbres et succulentes spécialités russes :
ZAKOUSKIS, BORCHTCH, CHACHLIK, BŒUF STROGANOFF, etc.
font partie des déjeuners et diners à 1.500 francs avec VODKA A VOLONTE
avec BLINIS, SAUMON et CAVIAR - 2.000 francs

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
OPE. 97-93 Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h. LIVRAISON DOMICILE
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE

danse. Sans livrets, ou sur des livrets sans importance, les ballets de Balanchine constituent autant de traductions visuelles des lignes mélodiques, des harmonies et des rythmes de la musique.

Cependant, une réelle émotion humaine se dégage de certaines de ses œuvres. On l'a vu, en 1947, alors que, Lifar étant à Monte-Carlo, il fut invité pour six mois à l'Opéra de Paris. Durant ce deuxième séjour, Balanchine y monta *Le Baiser de la Fée* et *Apollon Musagète* de Strawinsky, *Le Palais de Cristal*, sur la Symphonie de Bizet, et, enfin, la merveilleuse *Sérénade* de Tchaïkovsky.

En février prochain, invité par Georges Hirsch, Balanchine doit monter à l'Opéra la version intégrale de *Casse-Noisette* de Tchaïkovsky. Ce sera là un des grands événements de la saison chorégraphique française.



« L'OURAGANE » DE GERMAINE RICHIER
Du beau avec du laid.

VARIÉTÉS

Pour l'année

L*A Quincaillière de Chicago* et *La Belle Arabelle* se sont installées sur les Boulevards. La première est une quinquagénaire abusive et tapageuse. La seconde est une péniche, mais toutes deux sont, avant tout, des opérettes. Il n'y a pas de sujet ou si peu : la quincaillière a des écus ; la péniche en cache. Dans les deux cas, la troupe l'ignore et l'apprend au tableau final. Alors que l'auteur dramatique s'ingénie pour le moins à cacher ses ficelles, le librettiste, lui, n'a pas de problème. Son travail est de caser l'immuable distribution : le couple de jeunes premiers, le couple de comiques, de valoriser la vedette, et d'insérer les ballets. Il prévoit la place des décors et celle des refrains, et passe la main au compositeur qui, à son tour, cherche la ritournelle. Si « amour » rime avec « toujours », c'est gagné.

Le directeur du théâtre en a pour l'année.

Mme Maria Powers, si émouvante autrefois dans *Le Medium* de Menotti, et bien qu'elle ait perdu depuis son contralto et son soprano (ou est-ce la musique de Louiguy qui n'est pas à sa mesure ?) sera, la saison durant, cette robuste quincaillière qu'entourent Maurice Baquet et ses funambuleries, Jean Raymond et ses imitations, Georges Reich et ses ballets Ho.

Habillés en marins, à la Porte Saint-Martin, les Frères Jacques opèrent le même sauvetage. Dans le marais de l'Almanach Vermot, ces quatre garçons poétiques et burlesques sont comme les pavés qu'on lance pour animer les surfaces lisses des eaux trop plates.

On les acclame du parterre au poulailler, comme on remarque les décors de Rémy Hétreau ou les costumes de Jean-Denis Malclès, simplement parce que le bon goût n'en est pas absent, et que le public n'est pas si amorphe. Il saura même apprécier, si au long des sentiers battus qui ont conduit *Rose-Marie* à *L'Auberge du Cheval Blanc*, cheminent des metteurs en scène comme Yves Robert et fleurissent quelques hardiesses.

CINÉMA

Le plus bel animal du monde

LA CROISÉE DES DESTINS

Film américain en cinémascope de George Cukor, avec Ava Gardner et Stewart Granger (Ermitage, Max-Linder, Vedettes, Images).

LORSQUE les Anglais quittent les Indes, les Américains ne portent pas leurs querelles devant l'O.N.U. ; ils en font un film d'aventures sur trame sentimentale, avec le plus bel animal du monde, Ava Gardner, en Anglo-Indienne, déguisée en sari et déchirée entre ses deux pays. C'est en effet pour Ava Gardner que l'on va voir *La croisée des destins*. Elle y est émouvante, et les premiers petits stigmates de la vieillesse autour de ses yeux traqués ne font encore qu'attendrir davantage. A côté d'elle, Stewart Granger parait fade, mais George Cukor, vieux routier du cinéma américain, sait bien maquiller un film, avec une touche de mélodrame, un soupçon de romance et un fond de teint de paysages indiens en cinémascope.

A voir :

En exclusivité :

● **Elena et les hommes** (une fantaisie de Renoir) ● **Gervaise** (Clément traduit Zola) ● **Place au cinérama** (une attraction) ● **Sourires d'une nuit d'été** (Marivaux suédois) ● **Attaque** (les horreurs de la guerre) ● **L'homme qui en savait trop** (un Hitchcock).

Nous vous rappelons :

● **Le mystère Picasso** (Bonaparte) ● **La ruée vers l'or** (Royal-Haussmann, Hollywood) ● **Courrier du cœur** (Ciné Panthéon) ● **Drôle de drame** (Celtic) ● **Les enfants du paradis** (Studio 28) ● **Le fleuve** (Cardinet) ● **Mais qui a tué Harry ?** (v.o. Studio Raspail) ● **Jeunes filles en uniforme** (Cinéma Champs-Elysées) ● **Le voleur de bicyclette** (Studio Parnasse) ● **Racine** (Pagode).

EXPOSITIONS

Une fille d'Arles

ON imagine encore volontiers, de nos jours, les sculpteurs comme des êtres naïfs et monumentaux : de grosses pattes carrées faites pour manier des blocs de marbre et le litre de vin rouge, mais des yeux d'enfants sous des sourcils blanchis par les éclats de plâtre frais.

On les voit, dans les nouvelles de Willy, caresser de gigantesques seins de pierre polie par leur soin et partir d'un rire énorme sous le regard attendri de leurs modèles dévêtus. Ce rire ne pourrait cesser d'être débonnaire que dans un cas : celui où ils auraient appris qu'un jour une femme pourrait ne plus être seulement un modèle, pousserait l'audace jusqu'à sculpter à leur place et parviendrait même à se « faire un nom ».

C'est pourtant ce qui est arrivé à une petite femme au geste vif et à la parole prompte, comme sont les filles d'Arles, où elle est née.

Germaine Richier, dont le Musée d'Art Moderne présente les œuvres au grand public, n'a pas seulement choisi le métier de sculpteur. Elle l'a aussi appris, très jeune, et dans les bonnes maisons : à Montpellier d'abord, chez Guigues, un ancien praticien de Rodin, puis à Paris, chez Bourdelle.

A la fantaisie dont ses œuvres témoignent aujourd'hui, on peut mesurer quelle discipline elle dut s'imposer pour ingurgiter les rudiments d'un enseignement académique et parvenir à une maitrise exemplaire de ses moyens d'expression.

« Entre son métier et son lyrisme, écrira d'elle Jean Cassou, il y a une tension qui fait son tourment et qui fait aussi toute la substance et tout le mérite de son art. »

D'une femme tenant une colombe avec la grâce tranquille des grandes œuvres de la Grèce antique et de la Renaissance italienne, on tombe sur une sorte d'insecte ou de citrouille monstrueusement humaine, sortie, tout en bronze, de l'enfer de Bosch.

Provence véritable

Ces deux statues que séparent quelques mètres, au Musée d'Art Moderne, sont pourtant de la même main, et d'une main si sûre qu'elle peut traduire jusqu'à l'anxieuse incertitude des rêves qui l'animent.

Des critiques ont récemment reproché à Germaine Richier de laisser vagabonder trop volontiers son esprit dans la compagnie de monstres « décadents » et d'avoir oublié la leçon de la Vénus d'Arles, sa compatriote.

Dieu merci ! Germaine Richier « sent » mieux la Provence que les musées ou les plages provençales.

Bon nombre de ses personnages ont tout naturellement un air de parenté avec les insectes agressifs et les herbes épineuses qui tiennent en respect les touristes, parqués sur une mince bande de terrain, en bordure de la Méditerranée.

Il est vrai — et Germaine Richier le sait — que ces monstres ont la garde d'un empire merveilleux de pierres sèches, de fontaines d'une surprenante fraicheur et de ruines où l'on voudrait vivre.

C'est sans doute pour cette raison que Goya, aussi (comme Bosch et tant d'autres), a peint des monstres qui ne sont ni plus ni moins biscornus ou « décadents », tout compte fait, que ceux sculptés par Germaine Richier.

L'Ange du baroque

L' « Ange du baroque » est passé par là, comme cet « Ange du bizarre » dont Apollinaire se demandait s'il n'était pas son démon personnel.

Mais, après tout, il n'y a pas d'œuvre valable qui ne tende à résoudre un conflit fondamental entre un être et ses démons.

La seule différence entre le public qui « voit » et l'artiste qui « donne à voir », c'est que ce dernier a le pouvoir de s'exprimer, pour le compte des autres. Avec tout ce que cela comporte de risques de plaire ou de déplaire.

Car le goût de plaire peut être aussi grand que ce « goût aristocratique de déplaire » dont parlait Baudelaire.

Et la grandeur de Germaine Richier est précisément de ne pouvoir choisir entre ces deux pôles, de faire aussi bien du laid avec du beau que du beau avec du laid.

J.-F. CHABRUN.

PARAMOUNT-LUTETIA-ROCHECHOUART-LES FOLIES-SELECT
en version française
JAMES STEWART-DORIS DAY
DANIEL GELIN
Paramount présente
UN "SUPER" HITCHCOCK
L'Homme qui en savait trop
VISTAVISION TECHNICOLOR
LORD-BYRON version originale
C'est un film Paramount De 13 h. 30 à 2 heures du matin

A. B. C.
Il n'y a que des clous !...
« BEAUCOUP DE CLOUS »
(Paul Gordeaux, France-Soir)
dans
"La Quincaillière de Chicago"
Soirée à 20 h. 45 sauf mardi
Matinée dimanche et lundi à 14 h. 45
Location tous les jours de 11 à 19 h.

EXPOSITIONS
GALERIE ROMANET
La plus belle galerie de Paris
LE PHO
peintures sur soie
18, Av. MATIGNON

Galerie DURAND-RUEL
37, avenue de Friedland
DIDIER BERENY
19 octobre - 3 novembre

Galerie Boler
237, rue Saint-Honoré (près place Vendôme)
RENOIR - UTRILLO
et
50 Peintres de l'Ecole Française
REPRODUCTIONS SUR TOILE
(Brevet Tremois-de Munter)
Toiles de 4.000 à 24.000 fr.
Tapisseries modernes d'AUBUSSON

Galerie MAEGHT
BRAQUE - CHAGALL - MATISSE - KANDINSKY
MIRO - BAZAINE - GIACOMETTI - TAL COAT
UBAC - PALAZUELO

On vons en parlera : L'éléphant et la baleine

LES RACINES DU CIEL
par Romain Gary, 950 fr. 446 p.

ROMAIN GARY

« QU'EST-CE que l'intelligence ? » Question à poser, écrivait Malraux, à ceux qu'on veut connaître. Pour Romain Gary, la question qui permet de prendre la mesure d'un homme c'est : « Qu'est-ce qu'un éléphant ? »

Attention à la réponse ! Si pour vous l'éléphant est avant tout le lieu d'origine de l'ivoire, vous êtes le frère en totalitarisme des fabricants de savon humain... « Racistes », « colonialistes », ceux qui vont sereinement le dimanche montrer à leurs gosses le gros bestiau, ornement du jardin zoologique. Et « mauvais nationalistes », prêts à jeter leur pays dans la voie imbécile des régimes de masse, les Africains pour qui les troupeaux errants d'Afrique sont un signe honteux de sous-développement.

Parce qu'il y aurait une autre façon de songer à l'éléphant : la bonne ; celle de Morel, héros des « Racines du ciel », et de quelques êtres que l'homme moderne (« radiations atomiques, brain-washing, aveux spontanés ») a dégoûtés de l'homme. L'éléphant c'est la « nature », le retour à la pureté préhistorique ; tenir aux éléphants serait être fidèle à ce que l'Islam appelle « les racines du ciel » : le besoin inné de justice, de liberté et d'amour.

Romain Gary, on le voit, ne craint pas de répondre lui-même à sa question et le récit déroule longuement cette thèse.

Récit fortement charpenté, d'une actualité solide, qui se passe dans l'Afrique noire en réveil et met en scène autant de personnages qu'il y a de façons de considérer l'éléphant : et autant d'éléphants qu'en contient le globe terrestre (sans compter ceux qui hantent les songes des prisonniers de toute espèce). Pour défendre l'éléphant contre la horde des chasseurs, Morel, un Français, prend le « maquis », c'est-à-dire la brousse, et se met lui-même à chasser les chasseurs. Son geste retentit dans le monde entier, qui y voit tantôt le défi d'un homme qui aurait changé de frères de race, tantôt l'aveu d'une solidarité avec les nationalistes.

Racontée des uns aux autres, à la manière faulknérienne, l'histoire a de la puissance et de l'orgueil. On n'oubliera pas les gigantesques fresques des troupeaux d'éléphants mourants de soif dans les marécages asséchés, ni l'habileté avec laquelle intrigue et personnages se dévoilent peu à peu.

Mais en voulant faire de sa chasse à l'éléphant l'égale d'une certaine chasse à la baleine, il semble que Romain Gary ait joué à la grenouille et au bœuf. Ce qui aurait pu être un parfait roman d'action pèche un peu par l'ambition philosophique. Parlant de la brousse et de l'éléphant, l'auteur écrit : « Tout cet espace vide et abandonné paraît suggérer quelque formidable désertion... » Bien des pages de Romain Gary semblent, elles aussi, appeler « le retour de quelque bête préhistorique aujourd'hui disparue » : le génie.

Mais qu'on rêve à l'éléphant-génie en lisant « Les Racines du ciel » est tout au mérite de l'auteur.

POUR LES PRIX

Situations insolites

LES MENSONGES

Par Françoise Mallet-Joris.
Ed. Julliard. 350 pages, 690 fr.

LE nouveau roman de Françoise Mallet-Joris reprend aux précédents — *Le Rempart des Béguines, La Chambre Rouge* — leurs meilleurs éléments : la ville de province — si intimement repliée sur elle-même que quartier des filles et quartier des riches n'ont pas de secret l'un pour l'autre ; l'amour pervers — quel que soit le couple, le goût de la puissance se mêle à ses étreintes ; *Les chambres rouges* — tous les romans de cette si jeune femme débouchent sur une pièce chaude, cossue, retirée du monde, « flamande » en somme, où l'héroïne laisse momentanément choir sa cuirasse pour s'abandonner au plus sensuel plaisir.

Dans *Les Mensonges*, on retrouve face à face deux personnages chers à l'auteur : un homme déjà âgé, riche, puissant, devant qui tout tremble et cède, et une jeune fille, timide, isolée, sans autre défense qu'un entêtement sans bornes ; deux individus disparates entre qui s'engage un duel à mort.

Un passé rutilant

Ici la jeune Alberte est fille naturelle du riche brasseur van Baarnheim, qui l'a tardivement recueillie sans pourtant la reconnaître. Tout le caractère du brasseur est dans ce geste : mettre les gens sous sa coupe et exiger, pour ce qu'il appelle « générosité », de la gratitude. Mensonges aussi les histoires que raconte Elsa, la mère d'Alberte, sur un rutilant passé qu'elle aurait vécu avec le brasseur. On ment à van Baarnheim, atteint d'une maladie de cœur, sur son état ; on ment à Alberte pour qu'elle accepte de faire enfermer sa trop causante mère...

Mais Alberte peu à peu se réveille ; quelques-unes des meilleures scènes sont celles où van Baarnheim, despote absolu, pour réduire la résistance de sa fille, l'habille, la pare, la gâte, la sort, penché sur elle avec une exigence de séducteur.

Or Alberte ne se laisse pas entraîner dans « les mensonges » et le brasseur meurt vaincu.

Solidement construit, travaillé, *Les Mensonges* est un important roman, où sont vigoureusement développées des situations insolites. Certains lecteurs regretteront peut-être ce qu'il y avait d'involontaire, de spontanément ambigu dans *Le Rempart des Béguines* ; on ne peut rester indéfiniment dans les vapeurs de l'adolescence. Avec *Les Mensonges*, Françoise Mallet-Joris offre aujourd'hui une œuvre mûre.

la critique évoque
Stevenson, Melville,
Conrad, à propos de
l'extraordinaire
roman de Loys Masson
les
tortues
Ce "roman de la Mer
et de la Mort"
ANDRÉ BILLY de l'Académie Goncourt
ROBERT LAFFONT

ROMANS

L'homme écrit, l'enfant pense

LES SAISONS DE PONTOISE
par Franz Hellens. Albin Michel, éditeur. 282 pages. 570 fr.

LE Belge Hellens, c'est l'écrivain toujours recommencé, qui sans cesse voit la vie à travers lui-même et sans cesse revient à soi.

Mais cette fidélité n'a rien de la macération étouffante ni de l'introspection douloureuse. Le fameux titre claudélien « l'œil écoute » désignerait bien ce poète, ce romancier qui veut exprimer deux résonances fondamentales : la Flandre, ce « don de la mer », et sa propre enfance, qui l'a toujours fasciné.

FRANZ HELLENS
L'enfance impure

Aussi bien le personnage de l'enfant Frédéric traverse-t-il l'œuvre de Hellens comme le fleuve qui traverse la ville magique de Pontoise, où il n'y a que deux saisons : l'été et l'hiver. En été, les habitants de Pontoise (qui sont nus et portent, enraciné au front, un gracieux arbuste) vivent intégrés à la nature; ils se nourrissent de fruits, pratiquent l'union libre, ne s'inquiètent ni de Dieu ni de la mort ; ils existent selon le soleil, qui est « partout où on le cherche ». L'hiver, ils dorment, et leurs âmes les quittent pour aller habiter des corps d'animaux. C'est ainsi que l'ami de Frédéric, Petit-Pommier, deviendra successivement lion, aigle, chouette et éléphant (c'est-à-dire cruauté, charité, bonté) et enseignera au jeune garçon une sagesse dont on devine qu'elle contraste avec les lois des hommes.

Comment Frédéric se rend-il à Pontoise ? D'une manière bien simple. Il suffit de monter dans le tilleul du jardin et de fermer les yeux : les parfums de l'arbre font le reste. On comprend que c'est l'écrivain, l'homme adulte qui clôt les paupières pour retrouver son univers d'enfance.

« La découverte de l'enfance (écrit Hellens), c'est celle de l'homme même... ton enfance, les troubles et les premiers élans de ta jeunesse ne sont pas seulement un prologue à ta vie actuelle ; depuis ce temps, tu n'as fait que te répéter... tout ce qui vient ensuite n'est que répétition sur un autre plan. »

Mais l'œuvre de Hellens n'est ni simple ni pure. L'enfance ressemble aux canaux des Flandres : « Pleine du reflet du ciel et des arbres, cette eau qui paraît claire est trouble. »

A une époque où la littérature semble mise sous le signe de la « pudeur », il est bon d'entendre un écrivain avouer qu'il écrit « comme un somnambule » et qu'au lieu de poser un problème en commençant, il « termine par une interrogation et n'explique rien ». De tels propos (que l'on trouve souvent dans la bouche de mauvais auteurs partis en guerre contre l' « intelligence ») sont chez Hellens le commentaire d'une œuvre riche, multiple, forgée par la conscience d'un écrivain ne reniant pas l'homme qu'il est.

MÉMOIRES

Deux guerres

SOUVENIRS SANS FIN (1908-1920)
336 pages. 950 fr.
SYLVÈRE OU LA VIE MOQUÉE
335 pages. 750 fr.
par André Salmon, Ed. Gallimard.

A 75 ans, André Salmon vient de faire paraître le deuxième tome de ses *Souvenirs sans fin* et un roman *Sylvère ou la vie moquée*.

FRANÇOISE MALLET-JORIS
L'amour pervers

Dans ses souvenirs, une sorte de journal à bâtons rompus qui met familièrement en scène tout ce que Paris pouvait compter de célébrités artistiques entre 1908 et 1920, l'auteur brosse un « envers-du-décor » dans un style à la fois hâtif et précis. Voici un portrait-éclair de Raymond Radiguet : « Un gentil petit garçon au regard vif d'adulte encore naïf, mais bon candidit à la cruauté... » Une anecdote : Picasso décida un jour d'apprendre la ferronnerie, « ses progrès furent si rapides que leçons et aides devinrent inutiles ; en même temps, Julio Gonzalès, ferronnier jamais remarqué encore, se classait, converti, au premier rang des statuaires cubistes ».

Plus qu'un journal, c'est une chronique intime et détaillée de son milieu qu'a écrite André Salmon. Il s'y met rarement en vedette. Elle intéressera sans doute davantage les plus de quarante ans.

C'est peut-être par esprit de contradiction, par lassitude, que l'auteur qui a fréquenté l'élite de son époque, a eu l'idée de faire un roman sur la médiocrité. Sylvère Garance, son héros, s'applique en effet à étouffer en lui toute originalité, toute poésie, toute intellectualité, parce qu'on ne lui a pas permis d'entrer à Polytechnique et de devenir un nouveau Henri Poincaré.

Il choisit le métier le plus ennuyeux et le plus routinier ; des femmes qui se déshabillent rapidement et partagent avec bonne humeur le plaisir de l'homme ; il se tient à l'écart de la deuxième guerre mondiale qu'il juge sans intérêt : « Les Français n'ont de goût que pour les malentendus limités. »

André Salmon a réussi ce tour de force : avoir avec les mots de Guermantes, la cruauté lucide d'un Jules Renard.

La banlieue, le petit fonctionnaire, l'homme de la rue étaient encore pour Sylvère d'un pittoresque incorrigible ; en choisissant de vivre avec sa femme dans un « confort moderne made in U.S.A. », il tue dans l'œuf toute menace de poésie.

André Salmon a réussi ce tour de force : avoir avec les mots de Guermantes, la cruauté lucide d'un Jules Renard.

JEAN COCTEAU, POÈTE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

VOUS souvient-il d'avoir lu un recueil de poèmes dont l'auteur est membre de l'Académie française ? C'est l'un de nos paradoxes nationaux et non le moindre : l'Académie ne produit pas plus de poésie que le Sahara ne produit de fleurs. Considérons donc la parution des *Poèmes* 1916-1955 de Jean Cocteau comme une sorte d'événement (1). Ajoutons à cela qu'il est relativement difficile de prononcer d'une voix tout à fait naturelle les six mots « Jean Cocteau de l'Académie française », et la surprise sera complète. Complète, oui, et pourtant aisément supportée.

Pour surprenant que soit le personnage, il aura toujours eu pour nous cette vertu supplémentaire de contribuer à rendre familier le paradoxe qu'il invente, à faire passer le choc qu'il provoque.

C'est d'abord cela, Cocteau : le pouvoir de naturaliser le surnaturel, de dompter les monstres, de rendre visibles les fantômes et sociable l'inquiétant. Toute son œuvre fait date et, d'un seul bloc, fait signe ; elle coïncide avec le moment où le poète maudit rompt avec la malédiction, où l'art moderne est admis par la société, où l'avant-garde peut être dite française au même titre que telle réalisation technique, où le faiseur de vers n'est ni plus ni moins ahurissant que l'ingénieur, le champion cycliste ou la danseuse nue.

Anges et amants

Avec lui, le miracle est quotidien, la contradiction habitable, l'insolite poli et n'importe quelle parole prononçable, pourvu qu'elle soit belle. Grâce à Jean Cocteau, la poésie est possible à toute heure de la journée, en tout lieu du monde et à toute tribune de la nation. Le langage pur devient une activité nationale, la métaphore née de Baudelaire, de Rimbaud ou de Lautréamont ne era plus assassinée par les figures de rhétorique sorties de Sully Prudhomme, Albert Samain ou de l'abbé Delille.

Aujourd'hui, le recueil de Jean Cocteau fait tomber du haut de la coupole presque un demi-siècle de vers, nés pourtant en d'autres lieux, et il nous semble voir sortir de la poche de M. Georges Lecomte un « *ange au col de merle* », « *le système veineux d'un quadrige de pierre* », ou bien encore des « *amants allaités par ce ciel des mansardes* ».

Or, qui douterait que cet ange, ce quadrige et ces amants ne finiront par apprivoiser les monstres en habit vert ? Soyez sûrs que cela arrivera.

Les *Poèmes* 1916-1955 ne sont pas exactement une anthologie. Ils réunissent les pièces centrales de divers recueils : *Discours du Grand Sommeil, Opéra, Poèmes, Vocabulaire* et *Clair-Obscur*. On y retrouve (et avec eux moins un autre âge qu'un certain comportement devant les mots, les *mots* que nous voulons aujourd'hui en service public alors qu'ils se souviennent encore d'avoir été au service privé d'une poignée de poètes) *Léone* (1942), *L'Ange Heurtebise* (1925), *Plain-Chant* (1923), *Désespoir du Nord* (1918). Des poèmes, c'est-à-dire des mots noirs sur du papier blanc ? Davantage, pour nous : des fantômes en chair et en os, comme il se doit en poésie.

JEAN COCTEAU
Un seul et unique vers.

(Dessin de Jean Cocteau.)

Jeux nouveaux

En 1956, grattez l'habit vert et vous grifferez la chair rouge et noire du jeune fantôme Jean Cocteau s'essayant, sous des robes anciennes, à des jeux nouveaux. Car, maintenant comme naguère, on peut jouer à ce jeu qui consiste à demander de qui est ce vers : « *Un dieu vaincu de l'homme imite les travaux* » (et à répondre Cocteau quand on vous dit Racine) ou cet autre : « *C'est là que Fantomas, roi de dix-neuf-cent-onze* » (et à répondre toujours Cocteau quand on vous dit Apollinaire).

Seulement, ce jeu avait pour but naguère de diminuer Cocteau en le prétendant imitateur et il a pour effet aujourd'hui de le prouver admirable en le montrant innombrable. C'est que Jean Cocteau inscrit dans le présent la totalité du langage et donc maintient en vie l'histoire de la poésie française à la manière d'un cultivateur utilisant dans le moindre de ses gestes l'expérience de vingt générations, et sans même le penser. Il ne porte pas son effort sur quelques-unes des possibilités de la langue : il les assume, les revendique, les utilise et les développe toutes à la fois. De même que chacun des actes de son existence est celui d'un poète à qui il ne saurait arriver rien de prosaïque et qui vit en vers et non l'attitude de celui qui s'applique à placer son bras dans le prolongement de sa plume afin d'effacer toute coupure entre l'homme et l'écrivain, de même chacun de ses poèmes vient d'un homme qui ne s'est jamais calculé ni dirigé en fonction des personnages du moment. Valéry se faisait d'après d'autres que lui. Cocteau se contente d'être Cocteau.

Entre la *Malédiction au laurier* écrite en 1916 et le *Remerciement aux amis qui m'ont offert une épée* écrit en 1955, entre ces deux textes de circonstance pourtant soumis à la pression extérieure et dépendant davantage d'elle que du poète, il y a si peu de rupture qu'on les dirait rédigés à deux heures d'intervalle.

La circonstance ne peut rien contre l'unité, que ce soit une guerre ou une réception académique. De 1916 à 1955, Jean Cocteau a écrit un seul, un unique vers, à ceci près qu'il est assez long pour renfermer notre histoire secrète et assez beau pour abriter notre avenir poétique.

Gabriel VENAISSIN.

(1) Jean Cocteau, *Poèmes* 1916-1955, 238 pages, Ed. Gallimard, 650 francs.

REVUES

Gauche, droite...

LES « Temps Modernes » ayant publié un numéro consacré à la gauche, « La Parisienne » se devait d'en publier un sur la droite. Jacques Laurent rejetterait sans doute avec indignation cette comparaison. Dans sa présentation, il s'efforce de montrer qu'au monolithisme de la gauche, « La Parisienne » oppose un pluralisme, se manifestant en particulier par une enquête qui s'adresse plus spécialement aux intellectuels de gauche.

Les réponses de plusieurs écrivains de gauche (Cassou, Duvignaud, Morin, Zeraffa, etc.) ont, en effet, été publiées dans « La Parisienne ». Mais le comité de rédaction de la revue a refusé celle de Clara Malraux.

En voici l'essentiel :

— *On est homme de gauche — ma réponse sera strictement psychologique, mais vaut politiquement aussi — quand on considère que les autres sont plus importants que soi. On est homme de droite quand l'on considère que l'on est plus important que les autres. Cette façon de voir peut mener fort loin : après le 6 février, un écrivain de talent demandait dans un journal de droite « des cadavres propres », ce qui voulait très précisément dire qu'il souhaitait que les prolétaires, de la mort de qui il était quelque peu responsable, eussent son échelle de valeurs.*

— *Etre fasciste, c'est savoir que l'histoire existe, mais tenter d'en détourner le cours au bénéfice de la classe possédante, en faisant, s'il le faut, au prolétariat les concessions qui conviennent à cette fin.*

Lavedan avec nous

— *Etre réactionnaire, c'est penser que l'histoire peut tour à tour aller dans un sens ou dans un autre ; les périodes fastes étant évidemment celles où le fleuve a tendance à remonter vers la source.*

— *Etre un écrivain de droite ne veut pas absolument dire avoir une éthique de droite, de même qu'avoir une éthique de droite ne veut pas absolument dire avoir une esthétique de droite. Reste néanmoins que quelques heureuses coïncidences se rencontrent dans le présent et dans le passé. N'ayant qu'un goût modéré pour le jeu qui consiste à citer le nom de nos contemporains en les accompagnant de jugements et d'anecdotes — la plupart de seconde main, extra-littéraires — je citerai les noms de quelques écrivains d'un passé proche dont l'éthique et l'esthétique furent de droite. Leur destin me paraît très exactement celui que l'avenir réserve à leurs émules d'aujourd'hui. Voici donc : Maurice Donnay, Abel Hermant, Henri Lavedan...*

Pour le reste, la lecture de ce numéro est fort instructive. On constate que la jeune droite est affligée d'un complexe qu'on n'aurait pas osé soupçonner. Ainsi apprend-on avec plaisir d'une source aussi autorisée que « *la gauche, depuis qu'elle existe, a priorité, politique et idéologique, sur la droite* ».

Rendons également hommage à Jacques Laurent qui ne craint pas de renier certaines erreurs passées. Jadis, il a critiqué à plusieurs reprises cette regrettable manie de la gauche qu'est l'universalisme, car s'occuper d'une injustice à l'étranger, alors qu'on était loin de la perfection en France, lui semblait une aberration. Cette fois il a compris qu'il fallait déborder nos frontières et sa revue atteint d'emblée cet universalisme tant méprisé en consacrant une étude à la droite belge.

« *L'argent, le gros argent,* écrit « La Parisienne », *n'a été ni à droite ni à gauche.* » C'est possible. Mais le dénuement, lui, a toujours été à gauche.

MUSIQUE

Collection nouvelle

« SOLFEGES » s'intitule la nouvelle collection musicale des Editions du Seuil, que viennent d'inaugurer deux volumes : un *Couperin*, dû à Pierre Citron, et un *Schumann*, dû à André Boucourechliev.

Pour le texte, les deux auteurs ont eu un souci identique : écrire pour le vaste public des mélomanes, tout en donnant les détails esthétiques et techniques indispensables. C'est la seule formule viable pour des livres sur la musique. Il ne faut tomber ni dans l'infantilisme de certains ouvrages de « vulgarisation », qui le sont, hélas ! surtout dans le mauvais sens du terme, ni dans la prétention scientifique, justifiée ou non par les connaissances réelles de certains auteurs.

Bien entendu, Citron et Boucourechliev sont de tempérament et de style très différents. Le choix des sujets est caractéristique, lui, aussi, du classicisme de l'un, du romantisme de l'autre. Pourtant, une ferveur égale les anime. Si Citron est plus musicologue et Boucourechliev plus psychologue, leur loyauté et leur amour profond de la musique rapprochent leurs livres.

La collection, elle, a un style parfaitement défini : c'est le style « Seuil », tel que nous le connaissons déjà par deux autres collections de la maison : celle des « Grands Ecrivains par eux-mêmes » et celle de la « Petite Planète ». Couverture souple, agréable au toucher, sobrement illustrée dans le style du sujet. Illustrations nombreuses et exclusivement d'époque, dans le texte ou hors texte, mais toujours de pleine page, ce qui leur donne comme un caractère d'infini : on a l'impression de regarder — paradoxalement, lorsqu'il s'agit de Couperin et de Schumann — les images immobilisées d'un film muet. Le nombre considérable de ces illustrations, leur caractère souvent anecdotique ne donnent cependant jamais l'impression d'être l'essentiel du livre ; elles ne sont pas de celles qui empêchent la lecture, bien au contraire. Elles s'intègrent admirablement au récit et aux analyses ; l'imprimé et l'illustration se complètent à chaque instant, sont indispensables l'un à l'autre.

Voilà un ensemble de qualités qui risque de rendre cette collection exemplaire. Nous ne savons pas quels futurs titres sont en préparation, les pages de garde restent muettes à ce

→

Pourriez-vous vivre parmi des fantômes ?

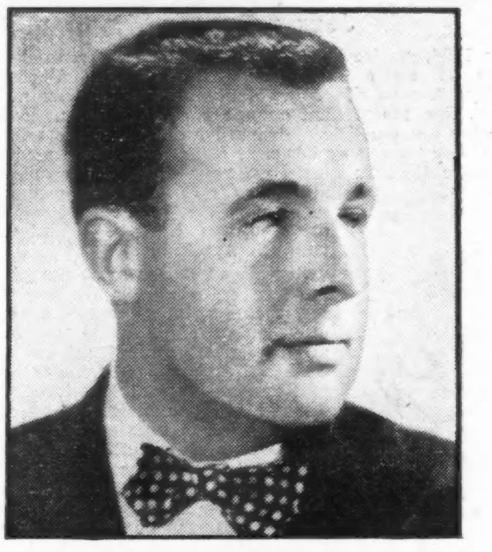
Non, et certainement vous en perdriez la raison. C'est pourtant ce qu'a fait Jean Lacombe, le héros de « L'ILE AUX FOUS », le nouveau roman du docteur SOUBIRAN. Simulant la folie pour échapper à une condamnation, Jean Lacombe s'est laissé interner volontairement parmi les spectres les plus hallucinants qui soient : les aliénés dangereux d'un asile psychiatrique. Mais l'auteur des « HOMMES EN BLANC » a su mêler à ce témoignage pathétique le plus inoubliable roman d'amour.

ROMAIN GARY
Les racines du ciel
roman
nrf

CE FUTUR MERVEILLEUX

EN ces temps où la technique ouvre aux hommes des perspectives d'avenir inouïes, le goût de l'inconnu et du rêve inscrit dans notre nature devait fatalement trouver un mode d'expression nouveau. L'anticipation, littérature d'hypothèse, lui fournit ce véhicule.

Tant que, sous le pseudonyme de « science-fiction », elle était livrée au mauvais goût des magazines prétendument populaires, rares



RAY BRADBURY
Ravir le soleil...

étaient ceux qui discernaient les possibilités de renouvellement du romanesque que recelait le genre maudit. Quelques auteurs de talent l'ont heureusement compris.

Le plus significatif d'entre eux est sans nul doute l'Américain Ray Bradbury qui fut le premier à révéler la poésie contenue dans cette source d'inspiration. Avec *Les Pommes d'or du Soleil* (1), son dernier ouvrage traduit, nous comprenons mieux que dans ses précédentes œuvres la valeur précise qu'il attache à l'exploration du futur. Sur les vingt-deux contes de ce recueil, cinq seulement sont « futuristes » ; les autres sont ou bien des récits purement merveilleux, ou bien des satires sociales. Et le merveilleux se marie fréquemment à la satire.

Les routes de l'imaginaire

C'est qu'en effet, l'anticipation n'est chez Bradbury qu'un élément parmi d'autres dont il se sert pour édifier un univers fantastique où le serpent de mer sort des flots à l'appel de la corne de brume, où la sorcière distille ses philtres. Mais où la fusée prométhéenne qui va ravir un peu de sa substance au soleil n'est nullement déplacée. Ici, le futur imaginaire rejoint le merveilleux et, se fondant à lui, l'enrichit d'une dimension supplémentaire.

Du fantastique à l'évasion, il n'y a qu'un pas : Bradbury ne le franchit jamais. L'homme occupe le centre de ses préoccupations. L'homme, dont la machine risque de ravir la personnalité, l'homme en butte au « brutalitarisme » d'une civilisation qui, faute d'avoir encore assimilé le progrès, est broyeuse de conscience.

Il y a du visionnaire chez ce styliste qui a su concilier la poésie et la critique sociale dans une œuvre harmonieuse, un peu amère dans sa lucidité, mais fondée sur la confiance en la victoire ultime du progrès moral. En dépit de quelque naïveté dont on ne saurait tenir rigueur à un écrivain qui ne peut échapper à la confusion de pensée caractéristique de l'intellectuel libéral américain, cette œuvre, dense et subtile, mérite d'être citée en exemple : car elle est le point d'intersection des routes de l'homme et des routes de l'imaginaire, ce qui n'est point si fréquent !

C'est en vain qu'on chercherait le même souci dans *La Sortie est au fond de l'espace* (2), premier roman d'anticipation de Jacques Sternberg, spécialiste de l'humour noir et de l'insolite. La situation qu'il y narre (la vaine quête d'un monde où survivre que poursuit à travers l'espace un groupe d'hommes rescapés d'une catastrophe qui les a contraints à fuir la Terre) n'est qu'un prétexte pour l'auteur, habile jongleur d'idées, une simple trame où accrocher les rêves délirants d'une imagination explosive.

Rompant avec la tradition américaine en la matière, Sternberg ne cherche pas à « faire vrai » ni à « faire penser ». Son périple spatial, les mondes qu'il décrit (l'hallucinante planète aux mirages, particulièrement) participent à un univers délibérément surréel.

Ce recours à la féerie onirique, les auteurs tentés par la littérature d'hypothèse devraient en tirer profit. Voilà une contribution originale à l'élaboration d'un néo-fantastique français dont on devine, çà et là, les prémices..

Hélas ! cet ouvrage bouillonnant d'idées neuves est en partie gâché par la faiblesse de sa composition et le négligé de son style : inévitable rançon de la facilité !

Desservi par une langue tour à tour plate et torturée, le récit s'enlise dans la monotonie d'un bavardage lassant qui brise l'élan de l'intrigue. Ce genre de roman exige le dépouillement et la nervosité. Nous sommes loin du compte. Sternberg s'essouffle pour venir au bout des quatre cent cinquante pages réglementaires. La sagesse aurait consisté à les réduire du tiers et à les compléter par quelques-unes de ces brèves nouvelles à vous couper le souffle dont l'auteur a le secret.

Cruauté en toc

Et, enfin, pourquoi cet irritant et laborieux parti pris de pessimisme et de cruauté en toc ? Le véritable surréalisme est une création permanente. S'il se bornait à perpétuer la mode de 1928, ce serait une bien pauvre chose. A peine un tic !

Les qualités de Jacques Sternberg nous permettent d'espérer qu'il saura se débarrasser de ces puérils oripeaux et donner l'œuvre originale que l'amateur de futur est en droit d'attendre de son talent.

Michel DEUTSCH.

(1) « Les Pommes d'or du Soleil ». Ed. Denoël. 450 pages, 450 francs.
(2) « La Sortie est au fond de l'espace ». Ed. Denoël. 450 pages, 450 francs.

→

sujet. Exprimons un souhait : que le courage qui consiste à avoir inauguré la collection avec un livre sur un auteur ancien si peu populaire que Couperin, se continue par la publication d'un ou de plusieurs ouvrages sur des musiciens de notre temps.

ETRANGER

Menace sur le lecteur

L'HOMME qui lit un livre est seul, veut être seul, a besoin d'être seul; comportement éminemment anti-social, qui n'a jamais beaucoup plu aux Américains, ennemis du plaisir individuel. Or voici que les progrès techniques sont en passe d'aider l'Amérique à réaliser un rêve très chéri : en supprimant le livre, en transformant définitivement le lecteur solitaire en spectateur ou auditeur de groupe.

La radio, la télévision ont déjà beaucoup concouru à reformer le bloc familial, à grouper amis et voisins. Mais le livre tenait encore bon ; c'est seulement aujourd'hui, depuis le perfectionnement du microsillon, qu'il vient de trouver son ennemi juré : le disque parlé.

La variété du disque parlé est à peu près aussi grande que celle de l'imprimé. Déjà vous pouvez entendre Homère et Platon lus en grec, les discours électoraux du parti démocrate, « L'histoire et la vie d'Eisenhower », Ed. Murrow interviewant Ben Gurion avec fond de tempête de sable (600.000 disques vendus), T. S. Eliot lire du T. S. Eliot, Thomas Mann lire du Thomas Mann, Dylan Thomas lire (admirablement) du Thomas Mann, Winston Churchill réciter ses célèbres discours, deux congressmen américains se traiter de tous les noms devant le Congrès américain (série comique mais vraie), des sermons lus par des prédicateurs célèbres ou même par des acteurs américains connus pour un autre genre de rôle, Arthur Miller lisant et commentant *La mort d'un commis-voyageur*... et bien entendu une grande quantité de pièces de théâtre.

Ce qu'il y a de surprenant, ce n'est pas tant l'existence de cette industrie que son foudroyant succès. Une compagnie de disques (Caedmon) déclarait récemment : « *Nous n'avons eu aucun échec, même les disques en grec se vendent très bien.* » Et cette année c'est plus d'une centaine de nouveaux disques parlés qui doivent sortir sur le marché américain.

Cette offensive du haut-parleur est soutenue par une philosophie :

1) La littérature, particulièrement la poésie, est faite pour être parlée et non lue ; les mots doivent être « libérés ».

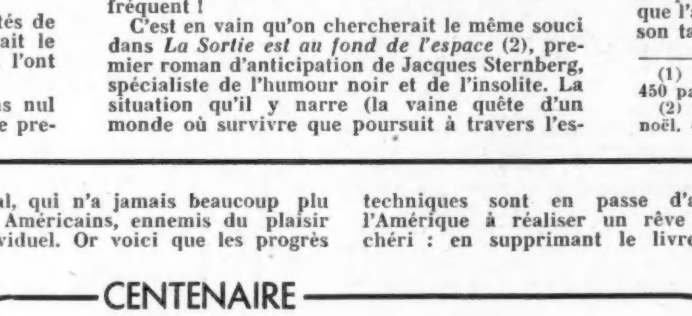
2) Les textes ont intérêt à être prononcés par leurs auteurs. Qu'on imagine le plaisir qu'on aurait aujourd'hui à entendre *La Chartreuse de Parme* récitée par Stendhal ?

3) Enfin et surtout l'ingestion des textes se fait en commun, dans la vie et la vivacité du langage parlé...

Et en France ? Le public français semble plus méfiant et c'est surtout les disques destinés à l'enseignement qui connaissent une diffusion considérable.

CENTENAIRE

Plus que la Bible



IL y a exactement cent ans, dans une cave, au marbre d'une imprimerie, un jeune auteur de trente-neuf ans corrigeait fiévreusement les épreuves de son dernier-né. Sans cesse, à chaque page, il ajoutait quelques mots. Et la nuit passait. Brusquement, à l'aube, il s'arrêta : « Ma vie entière n'y suffirait pas ! » dit-il à l'imprimeur qui arrivait.

L'ouvrage s'appelait « Le Nouveau Dictionnaire de la Langue Française ». L'auteur, Pierre Larousse.

Il nous a été impossible de tenir en main l'édition originale de ce dictionnaire. Pour son centenaire, la Bibliothèque nationale le fait « recoller ». On ne pensait pas que quelqu'un pût le demander : sur les rayonnages de la bibliothèque s'alignent un millier de rééditions diverses de ce dictionnaire.

Depuis 1856, il y a eu en France un plus grand nombre d'éditions du « Larousse » que d'éditions de la Bible, ce qui est un record. La mort de Pierre Larousse même n'a pas ralenti le rythme de ces publications qui ont été poursuivies par Claude Augé.

Fleurs insolites perdues au milieu des œuvres complètes de Pierre Larousse, ces quelques titres frivoles : « La Femme sous tous ses aspects, sa vie morale, sa vie intime, sa vie sociale, le bien et le mal qu'on en dit, ce qu'elle a dit d'elle-même... », « Le Mot de Cambronne », « Les Jeudis de l'institutrice, livre de lecture courante à l'usage des pensionnats de demoiselles de douze à dix-huit ans », « Gymnastique intellectuelle, art d'écrire enseigné aux élèves des deux sexes... cours d'études classiques divisé en trois degrés : les boutons, les fleurs et les fruits », « Fleurs historiques des dames et des gens du monde, clefs des allusions aux faits et aux mots célèbres que l'on rencontre dans les ouvrages des écrivains français », « Flore latine des dames et des gens du monde », « Trésor poétique », « Le Petit Marchand d'aiguilles », etc.

Disciple d'Auguste Comte, Pierre Larousse fut un démocrate convaincu. Il ne pardonna pas à Napoléon ses ambitions dictatoriales et fit scandale sous le Second Empire par sa définition de Napoléon qu'il enterra le 18 Brumaire.

Ne connaissant que le général Bonaparte, il décida d'ignorer l'Empereur. Aujourd'hui le dictionnaire est plus conservateur : il y a cinq ans encore Jean-Paul Sartre était un inconnu pour lui, alors que Pierre Benoit était déjà entré dans l'histoire...

Yves Gibeau
LA LIGNE DROITE
roman
CALMANN-LÉVY

UNE PAGE AU FÉMININ

GOUT

Un nouveau métier

UNE vingtaine de jeunes femmes parisiennes ont créé en France, en même temps qu'elles se formaient elles-mêmes, une nouvelle catégorie professionnelle : la styliste. On leur doit l'immense évolution qui se produit dans les objets de grande série que l'on trouve dans les grands magasins, et dans les magasins à succursales multiples.

Aux Etats-Unis depuis seize ans déjà, et sous l'impulsion de Raymond Loewy, qui le premier a mis au jour l'importance commerciale du « style » de l'objet, les chaînes des grands magasins ont créé des bureaux de stylistes.

En France, c'est probablement Colette Gueden, qui, avant même que le mot existe, a été inconsciemment la première styliste, n'acceptant dans son département de Primavera que des objets choisis ou dessinés par son atelier.

Mais c'est la chaîne Monoprix-Uniprix qui a, la première, créé, il y a neuf ans, un service de stylistes. Depuis, les Galeries, le Printemps, Prisunic, le Bazar de l'Hôtel-de-Ville et d'autres encore y sont venus.

Partout le métier en est encore au stade expérimental et chaque service existant aujourd'hui, en période de croissance, sinon de formation.

Des antennes et du tact

Le principe est le suivant :

La styliste travaille en collaboration avec les bureaux d'achats de son entreprise, dont les acheteurs gardent la responsabilité des commandes passées aux fabricants.

L'acheteur est en général un monsieur possédant une technique beaucoup plus affirmée que celle de la styliste. Il sait ce que veut sa clientèle depuis vingt ans et à quel prix on peut l'obtenir. Il ne voit généralement pas pourquoi il faudrait changer des habitudes qui lui ont bien réussi.

A la styliste, on ne demande pas de science, mais des antennes, pas d'habitudes, mais le contraire. Elle doit sentir la mode, l'évolution des besoins et des désirs, non ce que la clientèle aime — l'acheteur le sait — mais ce qu'elle pourrait aimer si on le lui proposait, ce qu'elle va aimer, ce qu'elle aimera.

Voici un objet. Une chaussure, une saucière, un verre, peu importe. Entre deux modèles proposés par les fabricants, la styliste choisit. Elle demande une modification de forme, de couleur. Elle ne peut agir qu'en accord avec l'acheteur qui connaît, lui, les possibilités techniques en fonction du prix de revient, du prix de vente, etc., et qui détient la décision finale. Autant dire qu'il y faut autant de tact que de goût.

Si de ses suggestions naît un objet qui a du succès, à son tour le fabricant cherchera à se renouveler, à faire preuve de goût et d'imagination, au lieu de tourner en rond dans ses vieilles saucières.

Eliminer le laid, aussi bien des rayons que des habitudes de toute une clientèle, embellir pour donner un pouvoir d'attraction neuf à tout ce que le magasin propose, c'est une partie du rôle de la styliste. C'est, en tout cas, ce que l'on attend d'elle.

Les ballons d'essai

Pour arriver à faire adopter son point de vue, il lui faut diplomatie, patience, mais aussi détermination. Renverser le concept « la Française moyenne a des pieds larges » a exigé plusieurs mois de lutte avant d'obtenir une fabrication de ballerines à semelles étroites de forme italienne.

En même temps qu'elle perfectionne certains modèles déjà existants, la styliste doit lancer des « ballons d'essai » sur une fabrication très limitée et son instinct doit lui suggérer le moment où il faut mettre cet article-test sur le marché.

Il y a quatre ans, un des magasins à succursales multiples avait lancé les duffle-coat. La vente sur l'année entière n'avait pas dépassé un millier. C'était trop tôt. Cette année, 10.000 des mêmes modèles ont déjà été vendus, et l'on en a remis autant en fabrication.

Un modèle mis au point et réussi peut être répété de 200 à 300.000 fois dans la même année.

Pour le moment, la styliste bénéficie partout de l'appui de la direction. Elle a pratiquement carte blanche pour acheter dans les boutiques spécialisées et de luxe les objets dont elle veut s'inspirer pour un modèle de grande série. Il lui arrive d'acheter une toile de grande maison pour réaliser une robe à 2.000 fr., un jouet à 5.000 fr. pour le transformer en un objet à 500 fr., un costume de bain à 15.000 fr. qui, en série, sera vendu 1.500 fr. C'est grâce à cette osmose entre la fabrication de luxe et la série que s'amorce cette démocratisation du goût à laquelle heureusement on assiste.

Souvent envoyée à l'étranger, en Espagne pour les choses d'enfants, en Italie pour le cuir, dans les Pays Nordiques pour tout ce qui est ménager, en Amérique, en Angleterre, en Autriche, en Allemagne, elle a là aussi toute liberté pour acheter et rapporter des modèles qui lui ont semblé meilleurs, plus nouveaux et dont les fabricants auront à s'inspirer.

Au sein d'un même service, les stylistes se partagent généralement le travail en différents départements, l'une s'occupant de la confection, l'autre des accessoires de mode, une troisième des arts ménagers, etc. Toutes peuvent avoir recours à l'aide efficace des dessinateurs attachés à leur service, car si elles ont le sens de la ligne, elles en ont rarement la technique.

Aussi conseillères pour la façon dont la marchandise doit être présentée à l'intérieur des rayons, ou sur les comptoirs, conseillères pour les articles qui seront mis en vitrines, le décor ayant été préparé par le décorateur et l'étalagiste, conseillères pour obtenir la standardisation des tailles auprès des différents fabricants, conseillères pour une harmonisation des couleurs dans les différents rayons, les stylistes font un métier singulier, plein de pièges, mais passionnant, car il est tourné vers l'avenir.

Pour les directeurs d'entreprises, ces jeunes femmes ont une fonction bien précise : faire monter le chiffre d'affaires. Et si possible sans mettre la maison à feu et à sang.

PAS CHER

LA comparaison entre cette petite lampe charmante, simple, et celle photographiée ci-dessous, tarabiscotée, prétentieuse, illustre parfaitement la révolution que les « stylistes » ont apportée dans les grands magasins et que nous vous racontons ci-contre.

Entre la lampe d'AVANT et la lampe d'APRES, il n'y a pas de différence de prix mais de goût.

Celle-ci, en céramique, existe en différentes couleurs et se vend 1.250 fr. à Prisunic. La première était bon marché. Celle-ci, et c'est toute la différence, n'est pas chère.

APRÈS : *des antennes*

AVANT : *des habitudes*

MODE

Fin ou rude, le chandail

QUAND une mode « tient », c'est qu'elle est rationnelle. La mode du chandail « tient ». Mais elle s'est, cette saison, un peu renouvelée.

Si le cachemire reste invariablement classique, élégant (et hors de prix), toutes les bonnes marques ont

→

TEST - Solution

Ne trichez pas. Lisez d'abord en page 35 : « Etes-vous des parents intelligents ? »

Vous devez répondre NON à toutes les questions impaires, et OUI à toutes les questions paires. Comptez 5 points pour chaque réponse exacte. Si vous obtenez 75, vous êtes dans la bonne moyenne. En dessous, vous ne réfléchissez peut-être pas assez à votre rôle d'éducateur.

Avec un petit peu de bonne volonté il est cependant facile d'atteindre les 100 points idéals.

LE BON GOUT RECEVAIT CE SOIR-LA

Oui vraiment, c'était bien Paris, tout Paris : élégant, chic, raffiné, venu en foule féliciter M. VILEY, le maître chemisier bien connu, qui recevait pour l'inauguration de ses nouveaux locaux 25, rue La Boétie : le bon goût sait toujours où trouver le bon goût... Autour d'un buffet somptueux, la vedette bavardait avec quelques grands noms de la médecine ou du prétoire, l'homme d'affaires coudoyait l'homme politique devant une coupe où « riait » le champagne. Les femmes étaient exquises, ravissantes et les hommes... les mieux vêtus ! Gage de fidélité et de reconnaissance envers leur chemisier (et ami). Car c'est bien chez M. VILEY que, depuis vingt-cinq ans, l'homme élégant trouve de quoi flatter et satisfaire son bon goût. Le décorateur Dennery, à qui la transformation des locaux était confiée, a merveilleusement su tirer parti du style anglais en piquant aux murs, çà et là, quelques belles scènes de chasse de Hawking et en revêtant le plafond de carreaux écossais qui donnent une réplique harmonieuse aux rideaux des salons d'essayage. Par une série de hublots, une lumière chaude, irisée donne à chaque objet sa propre valeur et l'on ne sait plus ce qu'il faut davantage admirer : splendeur des articles ? Distinction du décor ? Raffinement des éclairages ?... On reste là, ravi, extasié, heureux. Chaque collection : cravates, chemises, robes de chambre ou pardessus, costumes, vêtements de pluie... tout est offert à la vue du visiteur grâce à une installation rationnelle, aérée, originale.

Et c'est pourquoi, ce soir-là, l'élégance se retrouvait à l'enseigne du bon goût...

Communiqué.

Société Française de Psychotechnique
117, rue Réaumur - PARIS (2e) - CEN. 87-37
Réalise des examens de psychotechnique, d'orientation et de sélection pour le compte de particuliers et d'entreprises
Notice gratuite sur demande

Art-Décor
CADEAUX - DECORATION
INSTALLATIONS COMPLETES D'INTERIEURS
INSCRIPTIONS POUR LISTES DE MARIAGE
Petite table téléphone ébénisterie et bronze verni or
54, avenue Victor-Hugo PASsy 76-16

MARQUE DÉPOSÉE PERFILS
Etablissements PERFILS
MANUFACTURE DE TRICOTS
PULLS HAUTE FANTAISIE
DAMES - ENFANTS
88 et 88 bis, r. du Faubourg-du-Temple
PARIS - XIe
Tél. : OBE. 14-83
Fabrication garantie INTEXA

8, avenue de Wagram
Pl. de l'Etoile - CAR. 22-82
EMPIRE FOURRURES
VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS D'AMERIQUE
ACTUELLEMENT GRANDE VENTE-RECLAME D'ASTRAKAN
Tous prix, tous modèles, tous coloris - Prêt à porter - Sur mesures

le moins cher des appareils de qualité
LA FAMEUSE TRICOTEUSE
Bernoroh
LICENCE TRICO-FIX
AUTOMATIQUE
• TOUTES LES COTES
• TOUS LES POINTS
GARANTIE 5 ANS
LARGES FACILITÉS DE PAIEMENT
ENTIÈREMENT MÉTALLIQUE
le maximum de qualité pour le minimum de prix
Les Laines du BERGER DU NORD
TOURCOING
DOCUMENTATION E. — GRATUITE SUR DEMANDE
DÉMONSTRATION PERMANENTE - 71 bis, R. LAMARCK, PARIS 18e

LA TROUVAILLE COROT c'est le trio COROT
PUBLICIS
Une grande collection de pulls, sweaters, cardigans français et italiens en 26 coloris avec le lainage pour la jupe parfaitement assorti.
Dep. 8.900 Frs les 3 pièces
COROT
Les plus beaux tissus de Paris
65, CHAMPS-ÉLYSÉES
Visitez notre Exposition de Soieries Haute-Couture pour le " Soir "

20 % réduction sur peintures
Toutes grandes marques
RIPOLIN - SPRED - NUTEX
BODY - 2, r. Cler (7e) - Ouv. lundi

fait un effort de création dans la couleur, la matière et la coupe.

Le chandail se porte cette année sous trois aspects :

1 Fin, souple, souvent coulissé à la taille, lorsqu'il est en jersey (voir notre photo ; c'est un détail amusant et sans conséquence, puisque l'on peut toujours enlever la coulisse). Ou dans la jupe avec une ceinture. Un bon truc : le glisser dans la gaine qui le maintiendra et le rendra invisible sous la jupe.

Ses couleurs aussi sont « fines ». Tous les beiges, les roux, les mauves, les verts indécis à côté des tons vifs classiques.

Il est « fully-fashioned », c'est-à-dire avec une emmanchure tissée et non rapportée. Il a un petit col chemisier.

2 Epais, souvent en shetland, parfois bourru, élégant lorsqu'il a l'air un peu trop grand, plus déshabillé que le précédent, et se portant *sur* la jupe.

Il a le décolleté soit en pointe, soit à col montant ou roulé, soit ras de cou. En cardigan, il se porte sur un chemisier. Ses couleurs sont plus classiques.

3 En soie lourde et tissée serré, portable à toute heure, classique ou franchement décolleté, en noir, en blanc, en turquoise, en rose, en grège, etc.

Tous se portent :

● Un peu « flou » (la barre de soutien-gorge ne doit pas apparaître) sur un soutien-gorge bien adapté (sans cette impertinence qui ne trompe personne) et de préférence sans combinaison.

● Sur une jupe unie, écossaise ou en tweed, rigoureusement assortie. Sinon en flanelle gris foncé (voir : Achats).

● Le bijou, clip ou collier, se porte sur un pull ras de cou ou à col montant, mais il est à éviter sur tous les chandails à boutons.

Ils s'entretiennent :

En les lavant très souvent. C'est le lavage qui rend à la laine son élasticité, aux couleurs leur luminosité, qui resserre les encolures et les poignets détendus.

Les laines très moelleuses, comme le cachemire, doivent être brossées.

Un bon lavage tient en un secret : l'eau de lessive doit être à la température de la pièce dans laquelle le chandail séchera. Faire sécher à plat, repasser à fer doux et ranger à plat.

Ils s'achètent :

Partout, mais toujours après essayage devant une glace à trois faces car les tailles varient selon les modèles et les marques. Et toujours un peu grands plutôt que moulants.

Pour celles qui ne trouvent pas une taille satisfaisante, certains magasins travaillent sur mesure. Par exemple Sunève, 36, rue de Courcelles (6.500 fr. environ).

ACHATS

La jupe assortie

Il y a trois façons d'assortir exactement une jupe à un chandail.

En jersey

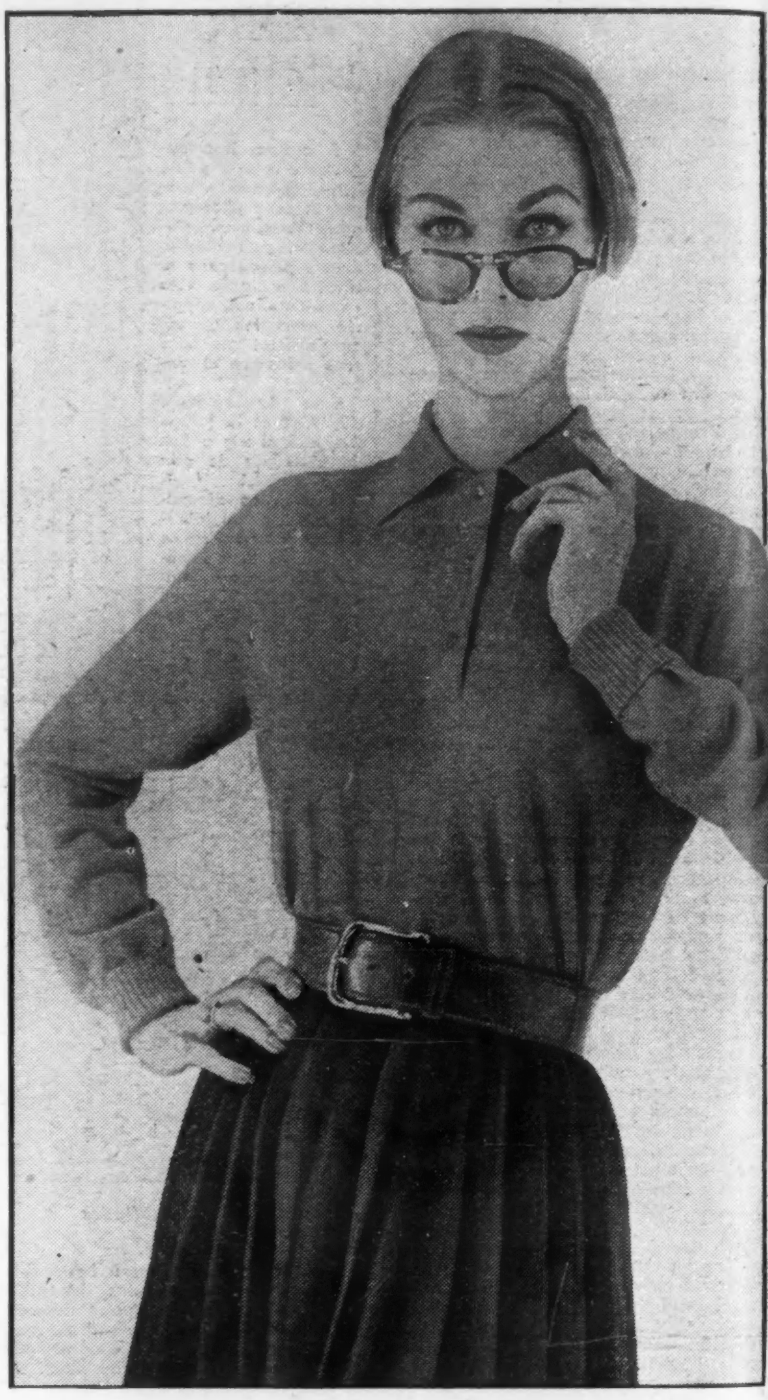
Deux grandes marques, Tricosa et Korrigan, proposent des jupes de jersey généralement droites et parfaitement assorties à leurs chandails.

Nous avons vu des jupes Korrigan « Sabrina », pli couché dans le dos, en anthracite, vert bouteille, bleu ciel et feuille morte : 7.500 fr. (Sunève.)

Des jupes Tricosa droites unies, cardigans rayés assortis avec col et manchettes du ton de la jupe : blanc et grège, gris et rouge, gris et bleu ciel ; la jupe : 7.500 fr. ; la veste : 8.100 fr. (Pierre, 39, boulevard Malesherbes).

Des jupes droites en tricot comme le cardigan assorti, entièrement doublées de taffetas. L'ensemble : 28.500 fr. (Jamiqua, 6, rue Marbeuf.)

L'inconvénient : pour celles qui savent coudre, ces jupes reviennent sensiblement plus cher qu'une hauteur de



La ceinture sans impertinence (Timwear)

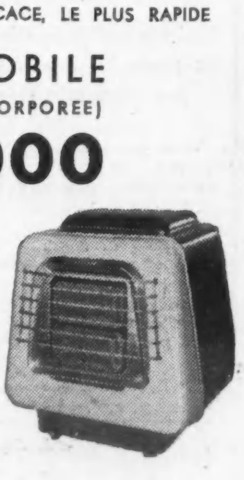
Astrakans
Modèles couture
Prix étudiés
ROSAL
71, avenue Franklin-Roosevelt
(Place Saint-Philippe-du-Roule)

COUPEZ vos ROBES VOUS MEME
Nos lectrices recevront GRATUITEMENT une brochure SPECIALISEE bien documentée pour apprendre toute seule à couper chez soi tous vêtements. Ecrire avec timbre-réponse à : FEE DU LOGIS, X. B.P. 88, Neuilly, Paris

Colinette
LAYETTE
VETEMENTS ET SOUS-VETEMENTS POUR ENFANTS
RAVISSANTS PILOTES
A PARTIR DE 3.100 FRANCS
63, r. Lauriston (16e) - KLEber 59-12

Maurice VISSOT
Maître Fourreur à Paris
COLLECTION D'HIVER
Astrakans - Castors - Visons
LES MEILLEURS PRIX
DANS LES MEILLEURES QUALITES
15, rue Fontaine (9e) TRInité 28-76

Mercey
SPECIALISTE DU
DAIM sur MESURES
HOMMES ET DAMES
50, avenue Victor-Hugo (16e) - KLE. 70-18
VESTE A 25.000 FRANCS
sélectionnée
par Mme EXPRESS (n° 273)

COMME EN ÉTÉ...
GRACE AU CHAUFFAGE PAR RAYONS INFRA-ROUGES
PROCEDE LE PLUS ECONOMIQUE, LE PLUS EFFICACE, LE PLUS RAPIDE
RADIATEUR MOBILE
(A BOUTEILLE BUTANE INCORPOREE)
LILOR 1.000
RENDEMENT ÉLEVÉ - DEUX ALLURES
ROUES CAOUTCHOUTÉES - ACCÈS TRÈS AISÉ A LA BOUTEILLE

Documentation sur demande :
LILOR 22, RUE DE LORRAINE - PARIS (19e)

La
Ligne Océane
de
LANCÔME
Les Vertus Marines
au service de votre peau

La coulisse sans conséquence (Boutique Dior)

lainage et ne sont guère portables sans le chandail qui les complète.

Les marchands de tissus

Chandails et confection ayant entraîné dans la vente du tissu au mètre une crise latente, certaines maisons ont eu la bonne idée d'ouvrir des rayons « tricots-jupes ».

● Corot, 65, Champs-Elysées, présente un excellent choix de tricots italiens et propose du lainage au mètre, le bleu saphir, le gris clair et le framboise sont bien réussis (le métrage pour la jupe et le « Twin-set » assorti : 8.900 fr. les trois pièces).

● Rys, 17, rue La Boétie, vient d'ouvrir également un rayon de tricots de marques françaises classiques. Le magasin se charge de réassortir le lainage pour la jupe.

La marche à pied

La dernière solution — et la plus courante — consiste à courir soi-même de magasin en magasin à la recherche d'un lainage.

Mme Express a essayé de le faire pour vous. Elle a choisi dans les nouvelles collections d'hiver des deux grandes marques trois coloris de chandails. Elle a ensuite cherché les tissus assortis qu'elle peut vous recommander. Voici le résultat de ses recherches.

● Avec le pull beige et « feuille morte », coloris 680 de Korrigan :
— Pour une jupe droite : patron 9549 coloris 19 de chez Lahondés, 3.950 fr. le mètre (Roga, 26, avenue Pierre-Ier-de-Serbie).
— Pour une jupe plissée : grain de poudre réf. 2998 *bis*, 2.390 fr. le mètre (Dralux, 15, r. du 4-Septembre).

● Avec le pull bleu et gris chiné coloris 101 de Korrigan :
— Pour une jupe droite : Draply, coloris 637 de Rodier, 3.800 fr. le mètre (Roga).
— Pour une jupe plissée : fibrane serge vigoureux réf. Golden, 995 fr. le mètre (Dralux).

● Avec le cardigan bleu ciel et gris foncé coloris 984 de Korrigan :
— Pour une jupe droite, diagonale 12.753 grise, 2.900 fr. le mètre (Roga).
— Pour une jupe plissée : serge réf. 17.491, 1.890 fr. le mètre (Dralux).

● Avec le Pull Timwear « Pasodoble » bleu roi :
— Jupe droite : drap réf. DP 213, 1.950 fr. le mètre (Rodin, 36, Champs-Elysées).

● Avec le pull Timwear « Bridge » vert bouteille :
— Jupe droite : réf. DP 565, 2.450 fr. le mètre (Rodin).
— Jupe plissée : satin de laine Dramax à 2.995 fr. le mètre (Max, 10, Champs-Elysées).

● Avec le pull Timwear « Pam-Pam » beige clair :
— Jupe droite : drap satin beige, 2.995 fr. le mètre (Max).
— Jupe plissée : satin de laine réf. DP 324, à 2.695 fr. le mètre (Rodin).

Ces deux marques se trouvent un peu partout en France. Nous avons vu, à Paris, les Korrigan chez Sunève, 36, rue de Courcelles, et les Timwear chez Minny, 37, avenue Victor-Hugo.

Si l'on veut réassortir une jupe à un chandail que l'on possède déjà, il est plus facile de trouver un tweed mélangé ou un shetland chiné qu'un uni « collé ».

RECETTE

Le bifteck polonais

(Pour 4 personnes.)

1 bifteck par personne. — 8 anchois dessalés. — 2 oignons. — 1 petit pot de crème fraîche — 1 noix de beurre. — Sel et poivre. — Persil.

● Prendre des tranches de filet de bœuf, bien les taper et les aplatir pour que la viande soit amollie. ● Faire un hachis très fin avec : anchois, oignons, persil. ● Napper un côté seulement des biftecks avec ce mélange. ● Faire fondre le beurre dans une cocotte, et y disposer les morceaux de filet ainsi préparés. ● Arroser de crème fraîche, d'un peu de jus de viande si on en a, et laisser mijoter à petit feu pendant une heure. ● Noter que la crème ne doit pas bouillir et que la cocotte doit être à demi couverte seulement. ● Servir sur croûtons.

TEST

Êtes-vous des parents intelligents ?

CES quelques questions, si vous y répondez honnêtement, vous permettront de savoir dans quelle mesure vous êtes des parents actifs et intelligents pour aider vos enfants à réussir à l'école.

1. Exercez-vous une pression constante sur vos enfants pour qu'ils obtiennent de brillants succès scolaires ? OUI, NON.

2. Employez-vous dans votre vocabulaire uniquement des mots dont vous voudriez que vos enfants se servent eux-mêmes ? OUI, NON.

3. Répétez-vous constamment devant vos enfants que la France est un pays fini, que ses institutions sont pourries, qu'il n'y a pas ici d'avenir pour les jeunes, etc. ? OUI, NON.

4. Employez-vous volontairement des mots, ou abordez-vous volontairement des sujets qui permettent à vos enfants (en tenant compte de leur âge) d'élargir leur champ de connaissances? OUI, NON.

5. Vous montrez-vous « mère poule », sans laisser à votre enfant montrer ce dont il est capable tout seul, avec simplement quelques conseils de votre part ? OUI, NON.

6. Tenez-vous vos enfants à l'écart des problèmes qui vous préoccupent en faisant attention de ne pas les aborder en leur présence ? OUI, NON.

7. Inculquez-vous à vos enfants des idées toutes faites qu'ils adoptent facilement venant d'un adulte ? OUI, NON.

8. Avez-vous déjà essayé de lire des articles ou de vous renseigner sur ce que l'on peut considérer comme un « comportement normal » pour un enfant de l'âge du vôtre ? OUI, NON.

9. Vous en tenez-vous aux méthodes d'éducation pratiquées dans votre jeunesse, sans essayer de comprendre et d'assimiler les méthodes modernes actuellement en vigueur ? OUI, NON.

10. Avez-vous déjà parlé aux professeurs de votre enfant pour essayer de synchroniser votre action à la maison avec celle qu'il a à l'école ? OUI, NON.

11. En présence des enfants, énoncez-vous des critiques, même justifiées, sur leurs professeurs, leurs conditions de travail, l'état actuel de l'enseignement en France ? OUI, NON.

12. Prenez-vous le temps de faire les choses AVEC votre enfant, au lieu de les faire POUR lui ? OUI, NON.

13. Estimez-vous qu'il doit faire ce que vous lui dites sans que vous preniez la peine de lui en expliquer constamment les raisons ? OUI, NON.

14. Reconnaissez-vous que c'est surtout sur vous que votre enfant calque son comportement et, par conséquent, essayez-vous de faire preuve à son égard de la courtoisie et du respect que vous attendez de lui ? OUI, NON.

15. Traitez-vous votre enfant comme une grande personne sans tenir compte de son âge et de son niveau de compréhension ? OUI, NON.

16. Prenez-vous chaque jour quelques minutes pour vous amuser avec lui et lui démontrer une fois de plus votre affection ? OUI, NON.

17. Vous servez-vous de votre enfant pour réaliser des ambitions que vous n'avez jamais été capable de satisfaire vous-même ? OUI, NON.

18. Quand elle est nécessaire, la punition que vous infligez est-elle ferme plutôt que dure ? OUI, NON.

19. Vous montrez-vous parfois trop indulgent et parfois trop sévère suivant l'humeur dans laquelle vous êtes vous-même ? OUI, NON.

20. Aidez-vous votre enfant à trouver une bonne orientation par l'exemple que vous lui donnez et non par ce que vous lui dites ? OUI, NON.

(Solution en page 33.)

Beauté et Santé des Mains
Citroneige
CRÈME AU JUS DE CITRON NATUREL
PARFUMERIE NEIGE DES CÉVENNES - PARIS

DERNIER CONSEIL: L'élégance de la chaussure n'est obtenue qu'avec le
MOJAU
SURNOMMÉ : Le miracle en tube
Avec ses 40 teintes, la mode est satisfaite
Création des Laboratoires MAXI

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

Aux Français qui s'imaginent que la réforme constitutionnelle guérirait tous nos maux, je propose ce thème de réflexion : c'est la stabilité ministérielle qui en ce moment nous tue. Si nous devons mourir, ce ne sera pas pour avoir trop changé de ministres, mais pour n'en pas avoir assez changé.

Nous ressemblons à cette vieille dame qui aima mieux passer à la vie éternelle que de vexer son médecin en ayant recours à un autre.

Les radicaux ne veulent pas causer de chagrin aux socialistes. Le docteur Purgon (ce n'est pas à M. le président du Conseil que je pense) continuera donc de nous purger. Ce serait un malheur que de perdre l'Algérie. Mais il est vrai que M. Purgon a droit à des égards, et nous devons mourir selon les règles.

Il appartiendrait à M. Purgon de nous faire en s'en allant autant de bien qu'il nous a fait de mal en s'obstinant à nous saigner. Il se trouve de ces médecins, nous en avons vu, qui prennent peur avant que leur malade n'ait rendu l'âme et qui d'eux-mêmes ont recours *in extremis* à un confrère plus habile. Mais d'autres sont entêtés en diable, et nous ne les persuaderons de rien avant que tout ne soit perdu.

« Ma politique forme un bloc », aurait dit M. le président du Conseil. Nous l'en croyons sans peine, nous qui sommes dessous.

Ce que je pense de la cassure du parti radical n'offre d'autre intérêt que de connaître la réaction d'un homme qui a toujours vécu loin des partis et n'a jamais été inscrit à aucun. J'en ai ressenti de la satisfaction, voilà le vrai, et même un peu plus que cela.

Nous pouvons en convenir aujourd'hui. Lors des élections législatives, la logique aurait voulu que nous fissions inscrire au parti radical le plus possible d'amis et que nous nous y inscrivions nous-même. Ce n'est pas assez dire que beaucoup de catholiques y répugnaient. Et moi tout le premier : autant proposer comme écurie, à un vieux cheval, un ancien abattoir. Persuader le peuple fidèle de voter radical, ce ne fut déjà pas une petite affaire. Mais de s'inscrire au parti de M. Martinaud-Déplat et de M. Borgeaud, cela dépassait ce qu'on pouvait exiger de nous.

Les temps sont bien changés. Je vois mal désormais pourquoi tant de jeunes hommes qui ont choisi Pierre Mendès France comme guide politique ne militeraient pas désormais dans ce parti radical délivré d'un seul coup de ce qui le leur rendait repoussant (à la lettre).

En fait, la conjonction des jeunes jacobins et de la gauche chrétienne, qui semblait être un paradoxe, entre désormais dans la logique des choses et la gageure en sera tenue. Un « précipité » est au moment de se produire entre les tendances opposées qui se rejoignent à *L'Express*. Du moins j'en accepte l'augure. Ainsi se vérifie une fois de plus ce que la vie m'a toujours enseigné dans tous les ordres : autant que nous ayons échoué, nous sommes presque toujours payés de nos efforts d'une manière inattendue et alors que nous y comptions le moins.

Chaque année, je m'arrache avec plus de regret à ces journées d'automne chargées de présages, où l'odeur du cuvier, les cahots de charrette, les rires des vendangeurs suppriment magiquement la durée. Le temps n'existe pas, les morts ne sont pas morts, ou c'est moi qui me tiens à l'extrême bord de la vie ; et je ne sais plus bien de quel côté de la frontière je demeure debout, la tête levée et humant le vent.

Jamais le monde ne s'endormit dans une aussi chaude lumière que cette année. Elle resplendit comme dans mon souvenir : la lumière que je vois se confond avec la lumière dont je me souviens. La chasse à la palombe où je fus hier, les ébrouements d'ailes au-dessus de la cabane, ce vacarme d'un vol qui s'abat dans les chênes, cela non plus ne se situe pour moi à aucune époque déterminée.

Paris, ce Paris dont aucun plaisir ne me concerne plus, aura tôt fait de me replonger dans le présent. Du moins aurai-je échappé aux premières corridas théâtrales. Qu'a donc pu inventer Anouilh pour blesser à la fois tant de gens ? Je ne connais de lui que quelques-unes de ses pièces : un filet d'amertume très âcre courait déjà de l'une à l'autre. Qu'a-t-il pu écrire cette fois-ci qui a fait hurler la meute si fort que je l'ai entendue de Malagar ?

Je voudrais qu'il se demandât quelles raisons eut Pascal d'écrire sur le papier qu'il portait cousu dans son habit : « Grandeur de l'âme humaine ». Pour moi qui ne suis guère porté non plus (est-ce le climat de Bordeaux ?) à voir d'abord le beau côté des gens, que j'en ai connu, et aujourd'hui encore, qui me font aimer en eux toute la race des hommes ! Que d'immolations invisibles ! « L'Agneau » est le livre le plus vrai que j'aie écrit. Il s'en découvre toujours un dans les plus horribles histoires. Le Christ est vivant dans chaque homme qui ne le sait pas. Cherchez-le et vous l'y trouverez.

Peut-être les milieux du théâtre sont-ils moins propices que d'autres à certaines rencontres. Mais il se découvre partout des âmes vivantes pour ceux qui sont dignes de les voir.

Jean Anouilh connaissait-il seulement le nom de Mme Daniélou, la mère de notre ami le Père Jean Daniélou ? « Une grande âme », cela a-t-il un sens pour lui ? Cette éducatrice fonda et fit rayonner au loin l'Ecole Normale Catholique d'Enseignement Supérieur de Sainte-Marie de Neuilly et ses filiales. Elle alluma et nourrit sur ce haut lieu, durant une longue vie, l'un des plus beaux feux de l'Eglise de France. C'est ce qu'on aperçoit de ce destin, vu du dehors. Mais ceux qui l'ont connue et suivie, d'étape en étape, même de loin, et qu'elle a « élevés » à la lettre, remercient Dieu et adorent en silence l'Amour qui se rend visible dans des créatures comme celle-là.

En art comme en politique, le mépris de l'homme est un dangereux conseiller, Jean Anouilh : avec ce mauvais sentiment-là, on risque fort de faire de la mauvaise littérature. Il reste que ce déferlement de rage contre vous, et bien que je n'aie pas vu votre pièce, m'irrite, je l'avoue. Je refuse à une société aussi horrible que la nôtre le droit de s'indigner de l'horreur qu'elle inspire.

F. M.

(*Copyright « L'Express »*.)

COMMANDEZ MAINTENANT
pour être servie à temps
Fourrures GALUZ
71, avenue Victor-Hugo - Paris
KLE. 86-03

HERVÉ RICHARD
27, CHAMPS-ÉLYSÉES ★ OUVERT LE LUNDI
LA PLUS IMPORTANTE COLLECTION
INÉGALABLE
PAR SA QUALITÉ ET SES PRIX.
PARDESSUS. DEPUIS... 13.500 Fr
LODENS. DEPUIS... 16.500 Fr.

Pour vos tricots
Pull-overs
Sweaters
Cardigans
Jupes
Robes
Exigez
INTEXA
tous les tricots